



**Nations Unies**

**Fonds du Programme des Nations Unies  
pour l'environnement**

**Rapport financier  
et états financiers vérifiés**

**de l'exercice biennal clos  
le 31 décembre 2001**

**et Rapport du Comité  
des commissaires aux comptes**

**Assemblée générale  
Documents officiels  
Cinquante-septième session  
Supplément N° 5F (A/57/5/Add.6)**

**Assemblée générale**  
Documents officiels  
Cinquante-septième session  
Supplément N° 5F (A/57/5/Add.6)

**Fonds du Programme des Nations Unies  
pour l'environnement**

**Rapport financier  
et états financiers vérifiés**

**de l'exercice biennal clos  
le 31 décembre 2001**

**et Rapport du Comité  
des commissaires aux comptes**



Nations Unies • New York, 2002



*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi .....		vi
I. Rapport financier de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	1-6	1
II. Rapport du Comité des commissaires aux comptes .....	1-56	3
A. Introduction .....	1-13	4
1. Recommandations antérieures non intégralement appliquées .....	7-11	5
2. Principales recommandations .....	12-13	5
B. Questions financières .....	14-28	6
1. Vue d'ensemble .....	14-17	6
2. Normes comptables du système des Nations Unies .....	18	7
3. États financiers .....	19-25	7
4. Inscription des pertes sur créances au compte de profits et pertes .....	26-27	8
5. Versements à titre gracieux .....	28	8
C. Questions relatives à la gestion .....	29-55	8
1. Réserve financière .....	29-32	8
2. Gestion des programmes .....	33-36	9
3. Approbation des projets .....	37-41	10
4. Clôture des projets inactifs .....	42-44	11
5. Questions relatives à l'environnement .....	45-48	11
6. Arrangements administratifs avec l'Office des Nations Unies à Genève .....	49-50	11
7. Contrôle financier et rapports des bureaux régionaux .....	51-53	12
8. Cas de fraude et de présomption de fraude .....	54-55	12
D. Remerciements .....	56	13
Annexe		
Mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 1999 .....		14
III. Opinion des commissaires aux comptes .....		17
IV. Certification des états financiers .....		18

V. États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001.....	19
État I. Fonds pour l'environnement : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	19
Tableau 1.1. Fonds pour l'environnement : état récapitulatif des contributions au 31 décembre 2001 .....	21
Tableau 1.2. Fonds pour l'environnement : état récapitulatif des crédits ouverts, des crédits alloués, des dépenses engagées et du solde inutilisé des crédits ouverts et des crédits alloués pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	24
Tableau 1.3. Fonds pour l'environnement : état récapitulatif des crédits ouverts, des crédits alloués, des dépenses engagées et du solde inutilisé des crédits ouverts et des crédits alloués pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	25
Tableau 1.4. Fonds pour l'environnement : encaisse en monnaies convertibles et non convertibles, dépôts bancaires et placements au 31 décembre 2001 .....	26
État II. Programme des Nations Unies pour l'environnement : flux de trésorerie pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	27
État III. Fonds généraux d'affectation spéciale : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	30
Tableau 3.1. Fonds généraux d'affectation spéciale : état récapitulatif des contributions au 31 décembre 2001 .....	50
État IV. Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	80
Tableau 4.1. Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone : État des contributions au 31 décembre 2001 .....	82
État V. Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	84
État VI. Autres fonds d'affectation spéciale du PNUE – Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001.....	102
État VII. Prix Sasakawa du PNUE pour l'environnement : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	110
État VIII. Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	112
État IX. Contributions de contrepartie : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	114

---

État X. Fonds pour l'appui au Plan d'action pour la Méditerranée : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	118
État XI. Fonds pour l'appui au Plan d'action pour les Caraïbes : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	120
État XII. Fonds autorenewable : état des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 .....	121
Notes relatives aux états financiers .....	123

---

## Lettres d'envoi

Le 31 mars 2002

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport financier et les comptes du Programme des Nations Unies pour l'environnement, y compris ceux qui se rapportent aux fonds d'affectation spéciale et autres comptes afférents à l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001, que j'approuve par la présente lettre.

Les états financiers du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 ont été établis conformément à la règle de gestion financière 111.4 de l'Organisation des Nations Unies et à la règle financière 213.3 du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Les principales méthodes comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées sous forme de notes explicatives complétant les états financiers. Ces notes donnent des informations et précisions supplémentaires concernant les activités financières menées par l'organisation durant la période couverte par les états en question et qui relèvent de la responsabilité administrative du Secrétaire général.

Des copies de ces états sont communiquées également au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies  
pour l'environnement  
(*Signé*) Klaus **Töpfer**

Le Président du Comité des commissaires aux comptes  
Organisation des Nations Unies  
New York  
NY 10017

---

Le 27 juin 2002

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001, qui ont été soumis par le Directeur exécutif. Ces états ont été examinés par le Comité des commissaires aux comptes et l'opinion du Comité y est jointe.

Je vous prie de bien vouloir trouver également sous ce pli le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes susmentionnés.

Le Vérificateur général des comptes  
de la République sud-africaine  
Président du Comité des commissaires aux comptes  
de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Shauket A. **Fakie**

Le Président de l'Assemblée générale  
des Nations Unies  
New York



## Chapitre premier

# Rapport financier de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001

### Introduction

1. Le Directeur exécutif a l'honneur de soumettre ci-après le rapport financier et les comptes du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), ainsi que les comptes qui se rapportent aux fonds d'affectation spéciale et autres comptes de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001. Les comptes comprennent 12 états complétés par six tableaux et par des notes. Ils ont été communiqués au Comité des commissaires aux comptes le 31 mars 2002.
2. L'exercice financier de l'organisation couvre deux années civiles consécutives, la première étant une année paire. Les comptes intérimaires de la première année de l'exercice biennal 2000-2001 ont été présentés au Conseil d'administration à sa vingt et unième session. Le Comité des commissaires aux comptes a procédé à la vérification préliminaire de ces comptes et n'a pas signalé au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de situation qui méritait d'être portée à l'attention des États Membres.
3. Le cas échéant, les chiffres de l'exercice biennal 1998-1999 ont été reproduits dans les états financiers aux fins de comparaison. Conformément aux directives de l'Organisation des Nations Unies, le présent rapport financier est aussi bref que possible.
4. Les différents états et tableaux ainsi que les notes explicatives font partie intégrante du rapport financier.

### Montant des crédits ouverts, des crédits alloués/attribués, des dépenses et des engagements prévisionnels

5. Par sa décision 20/31 du 4 février 1999, le Conseil d'administration a approuvé des crédits à imputer sur les ressources du Fonds pour l'exercice biennal 2000-2001, dont le montant se répartissait comme suit : 100 millions de dollars pour les activités relevant du programme du Fonds, 5 millions de dollars pour les activités relevant de la réserve du programme et 14 230 000 dollars pour les dépenses d'appui à la gestion et à l'administration.
6. Le tableau suivant indique le montant total et la répartition des crédits ouverts, des crédits alloués attribués et des dépenses pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 (en dollars des États-Unis) :

---

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Crédits alloués/ attribués</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde inutilisé des crédits ouverts</i>	<i>Solde non engagé des crédits alloués/attribués</i>
Activités relevant du programme du Fonds	100 000 000	90 000 000	89 567 971	10 432 029	432 029
Activités relevant de la réserve du programme	5 000 000	5 000 000	4 829 192	170 808	170 808
Dépenses d'appui à la gestion et à l'administration	14 234 300	12 502 500	11 936 493	2 297 807	566 007
<b>Total</b>	<b>119 234 300</b>	<b>107 502 500</b>	<b>106 333 656</b>	<b>12 900 644</b>	<b>1 168 844</b>

---

## Chapitre II

### Rapport du Comité des commissaires aux comptes

#### *Résumé*

Le Comité des commissaires aux comptes a examiné les opérations du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) au siège du PNUE à Nairobi et dans les bureaux régionaux de Genève et de Mexico. Le Comité a également vérifié les états financiers du Fonds du PNUE pour la période allant du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2001.

Le Comité a formulé les principales conclusions ci-après :

a) Étant donné la diminution des réserves et du solde des fonds, et vu le niveau actuel de la réserve financière, le Fonds pour l'environnement risque de ne pas être en mesure d'assurer le financement du prêt de 8 millions de dollars prévu pour des travaux de construction;

b) Un placement évalué à 2,3 millions de dollars a été comptabilisé à part dans les états financiers au lieu de figurer dans les liquidités gérées centralement, la raison étant que le Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) traite directement avec la Trésorerie de l'ONU pour ce qui est de ses placements, ce qui pose le problème de l'harmonisation des méthodes de gestion et de comptabilisation des placements;

c) Des virements bancaires évalués à 2 230 000 dollars correspondant à des écarts dans les états de rapprochement bancaire n'avaient toujours pas été comptabilisés au 31 décembre 2001;

d) À la fin de l'exercice biennal, le solde de la réserve financière ne représentait que 10 millions de dollars, soit la moitié du montant autorisé par le Conseil d'administration;

e) Du fait de problèmes d'interface entre le Système intégré de gestion et le Système de gestion des projets, des données erronées concernant les dates d'achèvement des projets et les dépenses effectives comptabilisées dans le deuxième système pourraient nuire à la fiabilité des informations figurant dans les rapports qui en sont issus.

f) Il faudrait évaluer régulièrement l'application de l'accord entre le Bureau régional du PNUE pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) pour déterminer si les arrangements actuels sont rationnels et efficaces et rechercher les moyens d'utiliser au mieux les services comptables et financiers que la Commission fournit au Bureau régional, dans un souci d'efficacité et de rentabilité.

Le Comité a formulé diverses recommandations visant à améliorer les méthodes de gestion des placements, à comptabiliser plus rapidement les écarts constatés dans les états de rapprochement bancaire, à assurer la concordance des bases de données et à évaluer l'efficacité des arrangements administratifs entre la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et le Bureau régional du PNUE.

Les principales recommandations du Comité sont récapitulées au paragraphe 12 du présent rapport.

## **A. Introduction**

1. Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour l'exercice allant du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2001, en application de la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1946, et de l'article XIV des règles de gestion financière du PNUE. Les comptes ont été vérifiés conformément à l'article XII du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, à l'annexe dudit règlement et aux normes communes de vérification des comptes du Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes de l'ONU, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En vertu de ces normes, le Comité doit planifier et exécuter la vérification de manière à être raisonnablement certain qu'il n'y a pas d'erreur importante dans les états financiers.

2. La vérification a été entreprise d'abord pour que le Comité puisse établir : si les dépenses figurant dans les états financiers pour l'exercice allant du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2001 correspondaient bien à des objectifs approuvés par l'Assemblée générale; si les recettes et les dépenses avaient été correctement classées et consignées conformément aux règlements financiers; et si les états financiers du PNUE donnaient une image fidèle de la situation financière au 31 décembre 2001. La vérification a comporté un examen général des systèmes financiers et des contrôles internes et une vérification par sondage des comptes et autres pièces justificatives, dans la mesure jugée nécessaire pour que le Comité puisse se faire une opinion des états financiers.

3. La vérification a été effectuée au siège du PNUE à Nairobi, au Bureau régional du PNUE pour l'Europe à Genève et au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Mexico.

4. Outre la vérification des comptes et opérations financières, le Comité a procédé à des examens en vertu de l'article 12.5 du Règlement financier de l'ONU. Ces examens portaient entre autres sur l'efficacité des contrôles financiers internes, la gestion des programmes et, en général, l'administration et la gestion du PNUE.

5. Les fonctions relatives à la gestion des ressources humaines et à d'autres services liés au personnel, aux opérations financières, aux services généraux d'appui, y compris les contrats et les achats, et aux services d'information ont été transférées à l'Office des Nations Unies à Nairobi le 1er janvier 1996.

6. Le Comité a continué de rendre compte des résultats de vérifications spécifiques dans des notes de gestion adressées à l'Administration du PNUE et contenant des observations et recommandations détaillées. Cette pratique a aidé le Comité à entretenir un dialogue permanent avec l'Administration sur des questions de vérification des comptes.

## 1. Recommandations antérieures non intégralement appliquées

7. Conformément au paragraphe 7 de la section A de la résolution 51/225 de l'Assemblée générale en date du 3 avril 1997, le Comité a constaté qu'avant l'exercice biennal 1996-1997 une seule recommandation était restée sans suite. Le Comité avait recommandé au cours des exercices biennaux 1990-1991 et 1994-1995 que le PNUE veille à ce qu'il soit procédé en temps voulu à la clôture des projets terminés. Le Comité reviendra sur cette question dans les paragraphes 42 à 44 du présent rapport.

8. Conformément à la résolution 48/216 B de l'Assemblée générale, date du 23 décembre 1993, le Comité a également examiné les mesures prise par l'Administration pour appliquer les recommandations qui figuraient dans son rapport sur l'exercice clos le 31 décembre 1999. Des précisions sur les mesures prises et les observations du Comité sont exposées dans l'annexe au présent rapport.

9. L'Assemblée générale, dans sa résolution 52/212 B du 31 mars 1998, a souscrit aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes visant à améliorer la suite donnée à ses recommandations, sous réserve des dispositions de la résolution en question. Les propositions du Comité, qui ont été transmises à l'Assemblée dans une note du Secrétaire général (A/52/753, annexe), portaient sur les principaux points suivants :

- a) La nécessité de préciser le calendrier d'application des recommandations;
- b) La divulgation de renseignements concernant les cadres responsables;
- c) La création d'un mécanisme efficace pour renforcer le contrôle de l'application des recommandations d'audit. À cette fin, on pourrait soit créer un comité spécial composé de hauts fonctionnaires, soit nommer un interlocuteur pour les questions d'audit et de contrôle.

Le Comité a noté que le PNUE avait d'une manière générale donné suite à ces recommandations.

10. Un résumé des principales recommandations du Comité figure au paragraphe 12. Les conclusions détaillées de la vérification sont présentées dans les paragraphes 14 à 55.

11. Le présent rapport porte sur des questions qui, de l'avis du Comité, doivent être portées à l'attention de l'Assemblée générale. Les observations formulées par le Comité sur toutes les questions abordées dans le rapport ont été communiquées à l'Administration. Celle-ci a confirmé les faits sur lesquels se fondaient les observations et conclusions du Comité et a fourni des explications et des réponses à ses questions. Le rapport traite à la fois des questions financières et des questions de gestion.

## 2. Principales recommandations

12. **Les principales recommandations du Comité tendent à ce que l'Administration :**

- a) **Vérifie la situation, notamment en ce qui concerne la question de la délégation de pouvoir, des placements effectués, au titre des liquidités gérées centralement, par le Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées**

d'extinction, en vue d'harmoniser les méthodes appliquées par le PNUE à la gestion des placements et à la façon d'en rendre compte (par. 21);

b) Trouve l'explication de tous les écarts relevés lors de l'établissement des états mensuels de rapprochement bancaire et corrige en conséquence les livres comptables (par. 25);

c) Veille à maintenir la concordance entre les bases de données du Système de gestion des projets et du Système intégré de gestion jusqu'à ce que l'interface entre les deux systèmes soit complètement mise en place (par. 36);

d) Évalue régulièrement l'application de l'accord entre la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et le Bureau régional du PNUE, pour déterminer si les arrangements contractuels sont rationnels et efficaces, et recherche les moyens d'utiliser au mieux les services comptables et financiers que la Commission fournit au Bureau régional, dans un souci de rentabilité et d'efficacité (par. 53).

13. Les autres recommandations du Comité sont consignées dans les paragraphes 38, 41, 44, 48 et 50 du présent rapport.

## B. Questions financières

### 1. Vue d'ensemble

14. Les états financiers du PNUE couvrent les grands fonds – Fonds pour l'environnement, fonds généraux d'affectation spéciale, Fonds multilatéral pour la mise en oeuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique – et d'autres fonds d'affectation spéciale. **En ce qui concerne les résultats des activités de l'exercice biennal 2000-2001, le Fonds pour l'environnement affiche des recettes totales de 95,1 millions de dollars et des dépenses de 106 330 000 dollars, soit un déficit net de 11 230 000 dollars ou 12 %, comparé à un excédent net de 14 590 000 dollars pour l'exercice biennal 1998-1999.** Les contributions volontaires ont baissé de 12 %, de 96,3 millions de dollars en 1998-1999 à 84 740 000 dollars en 2000-2001. Dans le même temps, les avances consenties aux partenaires opérationnels au titre du Fonds sont tombées de 7,4 millions de dollars à 2 410 000 dollars, soit une chute de 67,43 %. En revanche, les avances consenties par les partenaires opérationnels et gérées par le Fonds ont augmenté de 9 880 000 dollars pour l'exercice biennal 1998-1999 à 10 890 000 dollars pour l'exercice biennal 2000-2001.

15. Le Fonds général affiche pour l'exercice biennal 2000-2001 un excédent net des recettes sur les dépenses, d'un montant de 24 480 000 dollars contre 9 760 000 dollars pour l'exercice précédent, cela grâce surtout à l'augmentation de 35 % du montant des contributions volontaires, passé dans le même temps de 69 310 000 dollars à 93 950 000 dollars. L'augmentation des dépenses a été de 13 340 000 dollars, soit 21 %, par rapport au montant de 62 750 000 dollars enregistré pour l'exercice biennal 1998-1999.

16. **Le Fonds multilatéral affiche un déficit de recettes par rapport aux dépenses qui s'élève à 32 240 000 dollars, contre un excédent de 102 950 000 dollars pour l'exercice biennal 1998-1999.** Le total des recettes de l'exercice

biennal 2000-2001, soit 321 210 000 dollars, marque une baisse de 1 830 000 dollars qui s'explique par la baisse des contributions volontaires, tombées de 296 090 000 dollars à 277 720 000 dollars. Parallèlement, les avances consenties aux partenaires opérationnels sont tombées de 33 %, de 322 830 000 dollars en 1998-1999 à 217 070 000 dollars en 2000-2001.

17. Le total des recettes affichées en 2000-2001 au titre des fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique a atteint 190 930 000 dollars, contre 59 250 000 dollars pour l'exercice précédent, du fait de l'augmentation des contributions volontaires, dont le montant s'est élevé à 105 220 000 dollars, soit une hausse de 89,21 % par rapport au chiffre – 55 610 000 dollars – de l'exercice précédent. Les recettes ont permis de couvrir les dépenses et de dégager un excédent de 41 460 000 dollars.

## 2. Normes comptables du système des Nations Unies

18. Le Comité, ayant examiné la conformité des états financiers du PNUE pour l'exercice biennal 2000-2001 aux normes comptables du système des Nations Unies, a constaté que la présentation de ces états financiers était, dans l'ensemble, conforme auxdites normes.

## 3. États financiers

### Placements et liquidités gérées centralement

19. Le Comité a noté que, dans les états financiers des fonds généraux d'affectation spéciale, un montant de 3,9 millions de dollars concernant le Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction figurait dans un compte de placement à part au lieu d'être comptabilisé avec les liquidités et les dépôts à terme – ce qui ne concorde pas avec le traitement d'autres avoirs de même nature. Ce placement ne fait pas partie de ceux gérés centralement par le PNUE, et le Fonds d'affectation spéciale pour la Convention s'adresse directement à la Trésorerie du Siège de l'ONU pour ses placements en dollars des États-Unis tout en s'occupant lui-même de ce qui est libellé en francs suisses.

20. Le PNUE n'a pas pu confirmer au Comité si le fonds d'affectation spéciale en question avait été habilité à s'adresser directement à la Trésorerie de l'ONU pour le placement de liquidités gérées centralement, comme l'exigent les principes communs et les politiques régissant les placements.

**21. Le Comité a recommandé à l'Administration, qui a convenu de le faire, de vérifier la situation, notamment en ce qui concerne la question de la délégation de pouvoir, des placements effectués, au titre des liquidités gérées centralement, par le Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, en vue d'harmoniser les méthodes appliquées par le PNUE à la gestion des placements et à la façon d'en rendre compte.**

22. L'Administration a dit qu'elle comprenait bien la nécessité d'une politique commune en matière de placements, et qu'elle comptait s'en entretenir de nouveau avec les responsables du Fonds d'affectation spéciale.

### **Rapprochements bancaires**

23. Le Comité a examiné les états de rapprochement bancaire au 31 décembre 2001, et il a relevé des mouvements créditeurs datant de mars, mai, juin et octobre 2001, pour un montant de 2 290 000 dollars, qui n'avaient pas encore été comptabilisés le 31 décembre de la même année. L'Administration l'a informé qu'il s'agissait de virements entre différents comptes bancaires du PNUE, qui avait supposé à tort que les crédits seraient comptabilisés automatiquement dans les livres des comptes bancaires en même temps que les débits. Un examen plus approfondi a permis au Comité de s'apercevoir que sur ce montant, 2 230 000 dollars concernaient le Fonds multilatéral pour la mise en oeuvre du Protocole de Montréal. Il a aussi relevé des écarts provenant d'erreurs de comptabilisation concernant des mouvements d'espèces, pour un montant de 100 000 dollars.

24. Le Comité s'est préoccupé de ce qu'en laissant subsister ces écarts aussi longtemps, y compris ceux qui remontaient avant le passage au SIG, le 17 juillet 2001, et qui représentaient quelque 50 000 dollars, on risquait de les laisser s'accumuler et de rendre les vérifications difficiles.

**25. Le Comité a recommandé à l'Administration, qui a convenu de le faire, de trouver sans tarder l'explication de tous les écarts relevés lors de l'établissement des états mensuels de rapprochement bancaire et de passer les écritures voulues ou de corriger en conséquence les livres comptables.**

#### **4. Inscription des pertes sur créances au compte de profits et pertes**

26. Au cours de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001, le PNUE a inscrit au compte de profits et pertes, avec l'accord du Directeur exécutif, des pertes sur créances totalisant 1 070 000 dollars. Il s'agissait de sommes dues par des membres du personnel (400 000 dollars) et par d'autres personnes (70 000 dollars), la nature des autres créances (600 000 dollars) n'étant pas précisée.

27. Le Comité félicite l'Administration de l'action qu'elle a menée pour établir que quelque 960 000 dollars de créances précédemment considérées comme douteuses étaient en fait recouvrables, et pour en obtenir le paiement.

#### **5. Versements à titre gracieux**

28. L'Administration a indiqué au Comité qu'aucun versement à titre gracieux n'avait été effectué au cours de l'exercice biennal 2000-2001.

### **C. Questions relatives à la gestion**

#### **1. Réserve financière**

29. La règle de gestion financière 209.2 du Fonds pour l'environnement établit que la réserve financière a pour objet de garantir la solvabilité et la sécurité financière du Fonds, de compenser les fluctuations des rentrées de fonds et de répondre à d'autres besoins analogues selon ce que le Conseil d'administration pourra décider. Son montant est déterminé de temps à autre par le Conseil d'administration. Au paragraphe 14 de sa décision 20/31, celui-ci a autorisé le Directeur exécutif à relever encore le montant de la réserve financière pour le porter de 10 à 20 millions de dollars, à mesure que se dégageraient en fin d'exercice des

soldes à reporter supérieurs au montant nécessaire pour appliquer les programmes approuvés.

30. Au 31 décembre 2001, les réserves et soldes des fonds s'élevaient à 14 770 000 dollars, contre 20 270 000 dollars à la fin de l'exercice biennal 1998-1999. Le solde de la réserve financière qui figure dans les états financiers n'atteint que 10 millions de dollars, soit la moitié du montant autorisé par le Conseil d'administration.

31. En février 2001, le Conseil d'administration a autorisé le Directeur exécutif à approuver une avance d'un montant pouvant atteindre 8 millions de dollars à prélever sur la réserve financière du Fonds pour l'environnement et à verser au Secrétariat de l'ONU, à titre de prêt, en vue de la construction de surfaces de bureaux supplémentaires, cela à condition que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, ainsi que les autres autorités qui pourraient avoir compétence en la matière selon les règles et procédures de l'ONU, décident d'approuver les travaux, et sans préjuger de leur décision finale. En décembre 2001, le Comité consultatif a donné son accord au Secrétaire général, qui avait demandé l'autorisation d'engager un montant ne pouvant pas dépasser 1,4 million de dollars en vue d'effectuer les dépenses relatives à la première phase du projet, cette somme étant à financer au moyen du prêt de 8 millions de dollars que le Conseil d'administration du PNUE avait autorisé le Fonds pour l'environnement à consentir. En avril 2002, le contrat entre le Siège de l'ONU et le PNUE concernant ce prêt n'avait pas encore été signé.

**32. Le Comité constate avec préoccupation qu'étant donné la diminution des réserves et du solde des fonds, et vu le niveau actuel de la réserve financière, le Fonds pour l'environnement risque de ne pas être en mesure d'assurer le financement du prêt de 8 millions de dollars prévu pour des travaux de construction. La réserve financière sera tombée à 2 millions de dollars lorsque le prêt sera signé, et le montant des réserves et du solde des fonds, soit 16 millions de dollars, n'atteindra pas le quart des dépenses du Fonds pour l'exercice biennal si celles-ci se maintiennent à leur rythme actuel.**

## 2. Gestion des programmes

33. Depuis plus de 20 ans, le Système de gestion des projets est le principal instrument qu'utilise l'Administration pour réunir l'information sur les projets, établir les rapports les concernant et en assurer la gestion. Depuis que le SIG a été lancé en juillet 2001, les rapports sont établis dans le Système de gestion des projets sur la base de renseignements tirés des bases de données SIG.

34. Le Système de gestion des projets permet d'établir un état récapitulatif des projets présentant des renseignements sur leur exécution financière et leur état d'avancement. Au 31 décembre 2001, au moins 65 projets, représentant un montant total de 80 920 000 dollars, n'avaient pas été achevés dans le délai initial ou révisé. L'Administration a expliqué que si les projets en question n'avaient pas été clôturés, c'était notamment parce qu'il existait des engagements non réglés de montants considérables ou en raison de retards dans la liquidation du matériel.

35. Le Comité a noté que le montant total des dépenses apparaissant dans l'état récapitulatif de 20 projets, d'une valeur totale de 20 380 000 dollars, ne correspondait pas à celui des dépenses inscrites dans les livres de compte; la

différence était de 960 000 dollars. L'Administration a expliqué que cet écart était dû à des problèmes techniques survenus lors du transfert des données relatives aux dépenses dans le nouveau système. Elle a aussi invoqué le fait que seules les données relatives aux engagements de dépenses et aux dépenses afférents aux projets en cours de 2001 et aux engagements non réglés de 2000 avaient été transférées. En outre, dans 16 cas, en raison de problèmes de transfert, les dates de clôture correctes figurant dans le SIG n'apparaissaient pas dans le Système de gestion des projets. En avril 2002, les systèmes fonctionnaient en parallèle, l'Administration ayant l'intention de transférer progressivement toutes les données du Système de gestion des projets dans le SIG.

**36. Le Comité recommande à l'Administration de veiller à maintenir la concordance entre les bases de données du Système de gestion des projets et du Système intégré de gestion jusqu'à ce que l'interface entre les deux systèmes soit complètement mise en place. Il recommande aussi à l'Administration de clôturer sans délais les projets menés à bien.**

### **3. Approbation des projets**

37. Le Comité a examiné les 68 projets entamés en 2000 et constaté que 4 avaient commencé avant que les documents idoines n'aient été approuvés, 11 avant que les documents n'aient été acceptés et 6 alors que les documents n'avaient été ni approuvés, ni acceptés. L'Administration a expliqué que l'écart entre la date du lancement et celle de l'approbation ou de la signature finale était essentiellement lié au temps nécessaire pour que l'organisme d'exécution signe les documents.

**38. En avril 2001, le Comité avait recommandé que les projets soient approuvés avant d'être entamés et l'Administration avait souscrit à cette recommandation. Le Comité avait aussi recommandé que le PNUE fixe un délai raisonnable pour l'examen et l'approbation des documents relatifs aux projets.**

39. Suite à cette recommandation, en avril 2002, l'Administration a indiqué que le Groupe chargé de l'approbation des projets accordait déjà une attention particulière à la date proposée pour le lancement de chaque projet de sorte à éviter que les projets ne commencent avant d'avoir été officiellement approuvés, et signalé qu'en septembre 2001, un mémorandum avait été envoyé à tous les intéressés pour les avertir que le délai moyen pour l'approbation d'un projet, une fois que les documents avaient été établis et présentés pour approbation, était de quatre semaines. L'Administration avait toujours veillé à ce qu'aucune avance de fonds ne soit versée aux organismes chargés de l'exécution avant qu'un projet ne soit officiellement approuvé.

40. Malgré les mesures prises par l'Administration, le Comité a constaté qu'il y avait encore des cas de signatures tardives dues au fait que l'organisme chargé de l'exécution avait tardé à donner son approbation. L'examen de trois projets pris au hasard, d'un montant total de 1 420 000 dollars, a révélé que les organismes chargés de l'exécution avaient mis entre deux et quatre mois, à partir de la date de transmission, pour approuver les documents.

**41. Le Comité recommande à l'Administration de veiller à ce que les projets soient approuvés avant d'être lancés et de fixer un délai raisonnable pour l'examen et l'approbation des documents relatifs aux projets.**

#### 4. Clôture des projets inactifs

42. Au 31 mars 2002, le PNUE avait 100 projets inactifs non clôturés, contre 254 au 31 décembre 1999. Ces projets n'avaient donné lieu à aucune activité depuis un certain temps (allant parfois jusqu'à 15 ans), mais n'avaient pas été clôturés car les rapports exigés en vertu du Manuel du PNUE concernant la formulation, l'approbation, le suivi et l'évaluation des projets n'avaient pas été présentés. Les rapports non présentés comprenaient 11 rapports financiers vérifiés, 42 fiches d'évaluation de projets extérieurs, 33 rapports finaux de projets internes et 18 inventaires du matériel durable.

43. Sur les 78 attestations de vérification des comptes attendues pour des projets d'une valeur de 18 680 000 dollars, 67, correspondant à des projets d'une valeur totale de 16 950 000 dollars, avaient été présentées au 31 mars 2002. Le PNUE a indiqué qu'il continuerait à faire des efforts concertés pour obtenir les 11 certificats manquants.

**44. Le Comité recommande à l'Administration de continuer à s'efforcer de déterminer les raisons pour lesquelles les rapports requis n'ont pas été présentés, de sorte à faciliter la clôture des projets inactifs.**

#### 5. Questions relatives à l'environnement

45. Le Comité a examiné la politique du PNUE en matière d'environnement et noté qu'en sa qualité de principal organisme des Nations Unies dans le domaine de l'environnement, le PNUE avait notamment pour mandat d'établir des documents directifs en concertation avec les autres organismes du système, les sous-comités du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (anciennement le Comité administratif de coordination), le Groupe de la gestion de l'environnement et le Groupe de la conservation des écosystèmes. Toutefois, le PNUE a fait observer que la plupart des organismes des Nations Unies avaient désigné un responsable des questions touchant à l'environnement chargé d'arrêter leurs propres politiques en la matière.

46. L'Administration a indiqué que les activités touchant aux questions environnementales nécessitaient des ressources financières et techniques et qu'elle y avait consacré 200 000 dollars pour l'exercice biennal 2000-2001.

47. Elle a aussi fait observer que, bien qu'étant chargé des questions d'environnement, le PNUE ne pouvait pas dicter ou imposer aux autres organismes des Nations Unies de quelconques politiques écologiques ou systèmes de gestion, chacun de ces organismes ayant son propre organe directeur, qui définissait les orientations.

**48. Le Comité recommande au Directeur exécutif du PNUE de prendre l'initiative d'appeler l'attention du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies sur la possibilité de mettre au point un cadre régissant les politiques du système des Nations Unies en matière d'environnement.**

#### 6. Arrangements administratifs avec l'Office des Nations Unies à Genève

49. Lors de son examen du Bureau régional du PNUE pour l'Europe, le Comité a constaté que l'Office des Nations Unies à Genève fournissait à ce Bureau des

services d'appui administratifs, financiers et informatiques. Les frais généraux correspondants étaient estimés à 5 % du budget des projets du Bureau. Pour l'année 2000, l'Office avait facturé au Bureau un montant d'environ 400 000 dollars pour les services administratifs et financiers et un montant d'environ 200 000 dollars pour l'appui informatique. Le montant total, soit 600 000 dollars, représentait 4,25 % du budget des projets du Bureau. En avril 2002, le mémorandum d'accord régissant les services d'appui fournis au Bureau par l'Office était en cours de négociation.

**50. Le Comité recommande à l'Administration de parachever le plus vite possible l'accord avec l'Office des Nations Unies à Genève sur les services administratifs, financiers et informatiques.**

## **7. Contrôle financier et rapports des bureaux régionaux**

51. Lorsque le Comité a examiné l'arrangement interinstitutions conclu entre le Bureau régional du PNUE pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), il a été informé que le traitement des opérations financières demandait beaucoup de travail et mettait un frein aux activités du Bureau. Ainsi, les demandes de paiements et les bordereaux établis par le Bureau étaient retapés à la CEPALC. Dans certains cas, en raison de divergences dans la façon dont le Bureau et la Commission interprétaient les règles, des demandes d'éclaircissements et d'autorisations spéciales devaient être envoyées au siège du PNUE à Nairobi. Le Comité a également noté que la Commission avait présenté certains rapports jusqu'à 38 jours après la date prévue.

52. Le Bureau a informé le Comité qu'il rencontrait périodiquement les fonctionnaires chargés des questions administratives et financières de la CEPALC pour tenter de régler le problème des rapports en retard, approuver les états financiers et déterminer où en étaient les paiements. Le Bureau collaborait étroitement avec des consultants de la Commission en vue de revoir et de simplifier la présentation des rapports. Il avait l'intention d'aborder les problèmes opérationnels avec la Commission quand l'accord serait réexaminé.

**53. Le Comité recommande à l'Administration d'évaluer régulièrement l'application de l'accord pour déterminer si les arrangements actuels sont rationnels et efficaces, et de rechercher les moyens d'utiliser au mieux les services comptables et financiers que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes fournit au Bureau régional, dans un souci de rentabilité et d'efficacité.**

## **8. Cas de fraude et de présomption de fraude**

54. L'Administration a informé le Comité qu'un cas de fraude ou de présomption de fraude avait été signalé durant l'exercice biennal 2000-2001. En novembre 2000, la Trésorerie de l'Office des Nations Unies à Nairobi avait émis au nom du PNUE un chèque de 190 000 shillings kényens (soit environ 2 000 dollars) payable à l'hôpital de Nairobi. La Kenya Commercial Bank ayant voulu s'assurer auprès de la Trésorerie que le chèque était authentique, il s'est avéré que le nom du bénéficiaire avait fait l'objet d'une modification frauduleuse, et le chèque n'a donc pas été payé.

55. L'affaire a été renvoyée au Bureau des services de contrôle interne le 17 janvier 2001, mais le Bureau n'a pas indiqué quelles mesures avaient été prises.

Pour éviter que ce problème ne se reproduise, la Trésorerie de l'Office des Nations Unies à Nairobi a institué en février 2001 une nouvelle procédure en vertu de laquelle les paiements ne se font plus que par virement bancaire.

#### **D. Remerciements**

56. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Directeur exécutif, ses collaborateurs et les membres de leur personnel de l'aide et du concours qu'ils lui ont apportés.

Le Vérificateur général des comptes  
de la République sud-africaine  
(*Signé*) Shauket A. **Fakie**

Le Président de la Commission de vérification  
des comptes des Philippines  
(*Signé*) Guillermo N. **Carague**

Le Premier Président  
de la Cour des comptes française  
(*Signé*) François **Logerot**

## Annexe

### **Mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 1999<sup>1</sup>**

1. Le Comité des commissaires aux comptes a examiné les mesures prises par l'Administration comme suite aux recommandations qu'il avait formulées dans son rapport pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 1999. Le tableau A.1 fait globalement le point de l'application des recommandations qui figuraient dans ce rapport et le tableau A.2 donne des précisions sur les recommandations dont l'application appelle de nouvelles observations de la part du Comité.
2. Le Comité a constaté que, sur les cinq recommandations d'audit qu'il avait formulées dans son rapport sur les comptes du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 1999, deux (40 %) avaient été entièrement appliquées et trois (60 %) étaient en cours d'application.

---

<sup>1</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 5F (A/55/5/Add.F), chap. II.*

Tableau A.1  
**État récapitulatif de l'application des recommandations  
 figurant dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes  
 pour l'exercice biennal 1998-1999**

<i>Sujets</i>	<i>Recommandations</i>			<b>Total</b>
	<i>Appliquées</i>	<i>En cours d'application Non appliquées</i>		
<b>A. Questions financières</b>				
Normes comptables du système des Nations Unies				
Présentation des comptes débiteurs et créditeurs	Par. 15			
<b>Total partiel</b>				
<b>Nombre</b>	<b>1</b>	–	–	<b>1</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	–	–	<b>100</b>
<b>B. Questions de gestion</b>				
Gestion des programmes				
Dépassements de crédit	Par. 20	Par. 25		
Projets inactifs				
Gestion des ressources humaines				
Sélection des consultants, fichier de consultants		Par. 28		
Mandat des consultants		Par. 32		
<b>Total partiel</b>				
<b>Nombre</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	–	<b>4</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>25</b>	<b>75</b>	–	<b>100</b>
<b>Total</b>				
<b>Nombre</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	–	<b>5</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>40</b>	<b>60</b>	–	<b>100</b>

Tableau A.2

**Précisions concernant les recommandations formulées dans le rapport pour l'exercice biennal 1998-1999 qui, au 31 mars 2002, étaient en cours d'application ou n'avaient pas été appliquées**

<i>Sujet</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Mesures prises au 31 mars 2002</i>	<i>Observations du Comité</i>
Gestion des programmes Projets inactifs, par. 25	Le PNUE devrait passer en revue tous les projets inactifs et faire le nécessaire pour que tous les documents requis lui soient fournis, de sorte que l'on puisse procéder dans les meilleurs délais à la clôture de tous les projets terminés. À cet égard, le PNUE devrait déterminer les causes des facteurs qui ont empêché la clôture des projets en temps opportun.	L'administration du PNUE et l'Office des Nations Unies à Nairobi ont fait le nécessaire pour que leur soient fournis les documents requis pour procéder à la clôture des projets terminés. De ce fait, 274 projets ont pu être clôturés en 2000-2001. À la fin de 2001, le nombre de projets inactifs était de 106, contre 247 à la fin de 1999.	Recommandation en cours d'application. Voir paragraphes 42 à 44 du présent rapport.
Gestion des ressources humaines Fichier de consultants, par. 28	Le PNUE devrait fournir à l'Office des Nations Unies à Nairobi les informations dont il a besoin pour tenir à jour un fichier central de consultants, qui devrait être utilisé pour la sélection des candidats.	Un groupe de travail composé de représentants du PNUE et du Service de gestion des ressources humaines a été créé. Des discussions sont en cours quant à la configuration du fichier, mais il n'existe toujours pas de fichier où soient inscrits des candidats qualifiés mais non sélectionnés.	Recommandation en cours d'application. Le Comité reviendra sur cette question lors de ses futures vérifications.
Mandat des consultants, par. 32	Le PNUE devrait faire en sorte que le mandat des consultants comporte des indicateurs de résultats qui permettent d'évaluer les résultats obtenus.	Un groupe de travail composé de représentants de l'ONU, d'Habitat, du PNUE et de l'Office des Nations Unies à Nairobi a proposé un mandat type, mais ses recommandations n'ont pas été adoptées.	Recommandation en cours d'application. Le Comité reviendra sur cette question lors de ses futures vérifications.

## Chapitre III

### Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons examiné les états financiers ci-après du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001 numérotés de I à XII, les tableaux 1.1 à 1.4, 3.1 et 4.1 et les notes explicatives connexes. La responsabilité des états financiers incombe au Directeur exécutif du Programme à Nairobi. Notre mission consiste à formuler une opinion sur ces états financiers sur la base de notre vérification.

Nous avons effectué cette vérification conformément aux normes communes adoptées par le Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En vertu de ces règles, nous devons organiser et effectuer notre vérification de façon à avoir une certitude raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitudes importantes. La vérification consiste à examiner, par sondage et selon ce que les vérificateurs jugent nécessaire en l'occurrence, les pièces justifiant les montants et les renseignements présentés dans les états financiers. Elle consiste aussi à analyser les principes comptables appliqués et les estimations importantes faites par le Directeur exécutif, ainsi qu'à évaluer la présentation générale des états financiers. Nous estimons que notre vérification nous permet de formuler une opinion avec une assurance raisonnable.

Notre opinion est que les états financiers donnent une image fidèle, à tous égards importants de la situation financière du Programme au 31 décembre 2001 ainsi que des résultats de ses opérations et des flux de trésorerie pendant l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables énoncés dans la note 2 afférente aux états financiers, qui ont été appliqués de la même manière que pour l'exercice précédent.

Nous estimons, en outre, que les opérations du Programme que nous avons vérifiées par sondage ont été effectuées, pour tous les aspects importants, conformément au Règlement financier et aux autorisations de l'organe délibérant.

En application de l'article XII du Règlement financier, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre vérification des comptes du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Le Vérificateur général des comptes  
de la République sud-africaine  
(*Signé*) Shauket A. **Fakie**

Le Président de la Commission de vérification  
des comptes des Philippines  
(*Signé*) Guillermo N. **Carague**

Le Premier Président de la Cour des comptes française  
(*Signé*) François **Logerot**

Le 27 juin 2002

## **Chapitre IV**

### **Certification des états financiers**

Le 31 mars 2002

Je certifie que les états financiers ci-après du Programme des Nations Unies pour l'environnement, numérotés de I à XII, y compris ceux qui se rapportent aux fonds d'affectation spéciale et autres comptes, sont exacts.

Le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies  
pour l'environnement  
(*Signé*) **Klaus Töpfer**

## Chapitre V

### États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001

État 1

#### Fonds pour l'environnement

#### État des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001

(En dollars des États-Unis)

	Référence	2001	1999
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires	Tableau 1.1	84 742 550	96 304 232
Intérêts créditeurs		4 181 075	5 948 508
Recettes accessoires		6 173 693	3 154 402
<b>Total, recettes</b>		<b>95 097 318</b>	<b>105 407 142</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		49 054 553	39 946 470
Services contractuels		18 862 278	18 698 338
Frais de voyage		7 440 132	4 881 227
Dépenses de fonctionnement		23 942 652	20 895 910
Achats		5 279 108	2 986 136
Bourses, subventions et contributions		57 424	368 716
Dépenses diverses		1 697 509	3 043 844
<b>Total, dépenses</b>		<b>106 333 656</b>	<b>90 820 641</b>
Excédent/(déficit)		(11 236 338)	14 586 501
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(390)	(3 375 986)
Excédent/(déficit) net		(11 236 728)	11 210 515
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs		1 731 700	779 221
Réserves et solde du Fonds en début d'exercice		24 271 065	12 281 329
<b>Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice</b>		<b>14 766 037</b>	<b>24 271 065</b>
<b>Réserves financières en début d'exercice</b>		<b>10 000 000</b>	<b>10 000 000</b>
<b>Réserves financières en fin d'exercice</b>		<b>10 000 000</b>	<b>10 000 000</b>

### État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds au 31 décembre 2001

(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2001</i>	<i>1999</i>
<b>Actif</b>			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	33 915 822	67 408 309
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	11 379 531	
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 1.1	2 038 174	504 154
Autres comptes débiteurs	Note 5 a)	7 516 235	9 303 164
Avances consenties à des agents d'exécution		2 406 843	7 399 381
Charges comptabilisées d'avance	Note 5 b)	558 188	1 200 460
<b>Total, actif</b>		<b>57 814 793</b>	<b>85 815 468</b>
<b>Passif</b>			
Solde créditeurs interfonds	Note 6		25 647 767
Autres comptes créditeurs	Note 5 c)	7 669 551	4 209 004
Autres éléments de passif		849 122	29 407
Réserve pour engagements	Tableau 1.2	13 620 184	11 782 323
Avances consenties par des agents d'exécution		10 888 599	9 875 902
Recettes comptabilisées d'avance	Tableau 1.1	21 300	
<b>Total, passif</b>		<b>33 048 756</b>	<b>51 544 403</b>
<b>Réserves et solde du Fonds</b>			
Réserves financières		10 000 000	10 000 000
Excédent accumulé		14 766 037	24 271 065
<b>Total, réserves et solde du Fonds</b>		<b>24 766 037</b>	<b>34 271 065</b>
<b>Total, passif, réserves et solde du Fonds</b>		<b>57 814 793</b>	<b>85 815 468</b>

Tableau 1.1  
**Fonds pour l'environnement**  
**État récapitulatif des contributions au 31 décembre 2001**  
 (En dollars des États-Unis)

<i>Pays</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Algérie			10 000		10 000	
Allemagne			9 729 637		9 729 637	
Andorre		6 300	13 800		20 100	
Argentine			140 000		140 000	
Australie			608 700		608 700	
Autriche			668 641		668 641	
Bahreïn			11 000		11 000	
Bangladesh	86		4 648		2 184	2 550
Bélarus			2 900	11 300	2 900	
Belgique			504 979		504 979	
Bénin			9 975		9 975	
Bhoutan			4 119		100	4 019
Bolivie			2 000		2 000	
Botswana			4 727		4 727	
Brésil	82 962				82 962	
Burundi	4 000					4 000
Cambodge			1 500			1 500
Cameroun	6 000	6 000	4 745		16 745	
Canada			1 466 046		1 466 046	
Chili			19 489		19 489	
Chine	91 360		360 000		451 360	
Chypre			5 851		5 851	
Colombie			62 810	10 000	62 810	
Côte d'Ivoire			6 094		6 094	
Croatie			2 000		2 000	
Cuba			17 000		17 000	
Danemark			3 376 409		3 376 409	
Espagne			1 098 034		1 098 034	
États-Unis d'Amérique			13 735 000		13 735 000	
Éthiopie			14 332		14 332	
Fédération de Russie		400 000	850 000		1 250 000	
Fidji			3 500		3 500	
Finlande			5 067 507		5 067 507	

<i>Pays</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
France			1 707 584		1 707 584	
Ghana			9 114		(886)	10 000
Grèce			50 000		50 000	
Guinée équatoriale	6 000					6 000
Haïti			16 450		16 450	
Hongrie			140 000		140 000	
Inde	101 786	(2 322)	202 304		200 806	100 962
Iran (République islamique d')	30 000		(20 000)		10 000	
Irlande			338 850		338 850	
Israël			30 000		30 000	
Italie			2 166 046		483 922	1 682 124
Jamaïque	5 771	(709)	4 589		9 651	
Japon			9 091 734		9 091 734	
Kenya	55 410				8 729	46 681
Koweït			420 900		420 900	
Lesotho			20 000		20 000	
Liban	5 000				5 000	
Luxembourg			65 112		65 112	
Madagascar			5 017		5 017	
Malaisie			60 000		60 000	
Maldives			3 000		3 000	
Maroc			20 000		20 000	
Maurice			6 924		6 924	
Mauritanie	18 000					18 000
Mexique			202 996		171 659	31 337
Monaco			20 000		20 000	
Mongolie	1 000		2 000		3 000	
Mozambique	20 000					20 000
Myanmar			1 000		1 000	
Namibie			4 100		4 100	
Népal			4 000		4 000	
Niger			5 000			5 000
Norvège			3 490 287		3 490 287	
Nouvelle-Zélande			110 569		110 569	
Oman			10 000		10 000	
Ouganda			4 100		4 100	
Pakistan			19 975		19 975	

<i>Pays</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Panama		20 000	5 000		25 000	
Pays-Bas			7 013 500		7 013 500	
Philippines	16 167		8 311		20 102	4 376
Pologne			182 284		119 284	63 000
République de Corée			330 000		330 000	
République de Moldova			1 000			1 000
République démocratique du Congo	6 000					6 000
République démocratique populaire lao			4 000		4 000	
République tchèque			251 307		251 307	
Royaume-Uni			12 273 500		12 273 500	
Sierra Leone			2 500		2 500	
Singapour			30 000		30 000	
Slovaquie			11 772		11 772	
Sri Lanka	10 000		5 000		15 000	
Suède			3 570 133		3 570 133	
Suisse			4 348 101		4 348 101	
Swaziland			16 000		10 000	6 000
Tadjikistan			25 625			25 625
Thaïlande			29 760		29 760	
Trinité-et-Tobago	19 839		10 388		30 227	
Turquie	12 223		200 000		212 223	
Viet Nam			8 000		8 000	
Yémen			8 228		8 228	
Autres			391 047		391 047	
<b>Total</b>	<b>491 604</b>	<b>429 269</b>	<b>84 742 550</b>	<b>21 300</b>	<b>83 625 249</b>	<b>2 038 174</b>

Tableau 1.2  
**Fonds pour l'environnement**  
**État récapitulatif des crédits ouverts, des crédits alloués, des dépenses engagées**  
**et du solde inutilisé des crédits ouverts et des crédits alloués pour l'exercice**  
**biennal clos le 31 décembre 2001**

(En dollars des États-Unis)

<i>Activités relevant du programme du Fonds et de la réserve du programme</i>	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Crédits alloués</i>	<i>Dépenses engagées*</i>	<i>Solde inutilisé des crédits ouverts</i>	<i>Solde inutilisé des crédits alloués</i>
Évaluation de l'environnement et système d'alerte rapide	24 000 000	21 600 000	21 468 917	2 531 083	131 083
Élaboration des politiques et droit de l'environnement	13 000 000	11 700 000	12 042 324	957 676	(342 324)
Mise en oeuvre des politiques	7 000 000	6 300 000	5 902 224	1 097 776	397 776
Technologie, industrie et économie de l'environnement	23 000 000	20 700 000	20 810 406	2 189 594	(110 406)
Politique, planification et services au niveau régional	20 500 000	18 450 000	18 502 776	1 997 224	(52 776)
Conventions relatives à l'environnement	6 775 000	6 097 500	5 688 824	1 086 176	408 676
Communication et information	5 725 000	5 152 500	5 152 500	572 500	–
<b>Total, activités relevant du programme du Fonds</b>	<b>100 000 000</b>	<b>90 000 000</b>	<b>89 567 971</b>	<b>10 432 029</b>	<b>432 029</b>
<b>Total, activités relevant de la réserve du programme du Fonds</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>	<b>4 829 192</b>	<b>170 808</b>	<b>170 808</b>
<b>Total général</b>	<b>105 000 000</b>	<b>95 000 000</b>	<b>94 397 163</b>	<b>10 602 837</b>	<b>602 837</b>
Dépenses d'appui à la gestion et à l'administration (tableau 1.3)	14 234 300	12 502 500	11 936 493	2 297 807	566 007
<b>Total, Fonds pour l'environnement</b>	<b>119 234 300</b>	<b>107 502 500</b>	<b>106 333 656</b>	<b>12 900 644</b>	<b>1 168 844</b>

\* Les dépenses comprennent :

a) Les engagements non réglés concernant :

Des activités relevant du programme du Fonds	11 856 196
Des activités relevant de la réserve du programme	1 124 546
Des dépenses d'appui à la gestion et à l'administration	639 442
	<b>13 620 184</b>

b) Un montant de 1 279 683 dollars financé au moyen d'un compte du PNUE en monnaie non convertible à Moscou.

Tableau 1.3  
Fonds pour l'environnement

**État récapitulatif des crédits ouverts, des crédits alloués, des dépenses engagées  
et du solde inutilisé des crédits ouverts et des crédits alloués pour l'exercice  
biennal clos le 31 décembre 2001**

(En dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépenses</i>	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Crédits alloués</i>	<i>Dépenses engagées</i>	<i>Solde inutilisé des crédits ouverts</i>	<i>Solde inutilisé des crédits alloués</i>
Traitement et autres dépenses de personnel	10 390 500	8 631 200	8 469 783	1 920 717	161 417
Frais de voyage	1 014 900	1 147 500	1 072 023	(57 123)	75 477
Services contractuels	810 600	1 477 900	1 286 341	(475 741)	191 559
Dépenses de fonctionnement	1 506 000	999 000	979 293	526 707	19 707
Achats	512 300	246 900	129 053	383 247	117 847
<b>Total</b>	<b>14 234 300</b>	<b>12 502 500</b>	<b>11 936 493</b>	<b>2 297 807</b>	<b>566 007</b>

Tableau 1.4

**Fonds pour l'environnement****Encaisse en monnaies convertibles et non convertibles, dépôts bancaires et placements au 31 décembre 2001**

(En dollars des États-Unis)

	Référence	Valeur comptable	Valeur de réalisation	Plus-value/ moins-value (latente)
<b>Fonds pour l'environnement</b>	État I			
Disponible en banque		4 477 703		
Placements gérés centralement pour le compte des bureaux hors Siège	<sup>a</sup>	28 996 177	29 333 786	337 609
Compte en monnaie non convertible (roubles russes)	<sup>b</sup>	441 942		
<b>Total</b>		<b>33 915 822</b>		
<b>Fonds d'affectation spéciale et autres comptes du PNUE</b>				
Disponible en banque		1 157 126		
Placements gérés centralement pour le compte des bureaux hors Siège	<sup>a</sup>	171 332 845	173 327 712	1 994 867
<b>Total</b>	<sup>c</sup>	<b>172 489 971</b>		
<b>Fonds multilatéral</b>	État IV			
Disponible en banque		4 089 400		
Placements gérés centralement pour le compte des bureaux hors Siège	<sup>a</sup>	92 115 822	93 188 347	1 072 525
<b>Total</b>		<b>96 205 222</b>		
<b>Fonds d'affectation spéciale du PNUE en monnaies non convertibles</b>				
Drachmes grecques	État X	146		
Dollars jamaïcains	État XI	16 283		
<b>Total</b>		<b>16 429</b>		

<sup>a</sup> Depuis le 1er juillet 2000, tous les nouveaux placements réalisés pour le compte des bureaux hors Siège sont gérés centralement par la Trésorerie du Siège de l'Organisation des Nations Unies, qui assume l'entière responsabilité des politiques suivies dans ce domaine, les bureaux participants étant simplement responsables de la planification des flux de trésorerie et des liquidités. La Trésorerie du Siège de l'ONU achète diverses valeurs, dont les dates d'échéance et les taux d'intérêt diffèrent. Il est donc devenu impossible d'indiquer les dates d'échéance et les taux d'intérêt correspondant à ces placements centralisés, comme on le faisait auparavant pour ceux qui ne l'étaient pas.

<sup>b</sup> Un montant de 441 942 dollars des États-Unis est déposé dans un compte libellé en dollars auprès de la Vneshconombank (Russie), dont l'utilisation est soumise à certaines restrictions.

<sup>c</sup>

Fonds généraux d'affectation spéciale	État III	79 310 608		
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	État V	72 257 818		
Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires	État VI	3 015 323		
Prix Sasakawa pour l'environnement	État VII	1 772 594		
Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes	État VIII	1 702 234		
Contributions de contrepartie des gouvernements	État IX	14 431 394		
<b>Total</b>		<b>172 489 971</b>		

État II  
Programme des Nations Unies pour l'environnement

**Flux de trésorerie pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001**

(En dollars des États-Unis)

	Fonds pour l'environnement	Fonds généraux d'affectation spéciale	Fonds multilatéral	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	Administrateurs auxiliaires	Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes	Contributions de contrepartie	Divers	Total	
									2001	1999
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement</b>										
Excédent/(déficit) net	(11 236 728)	24 218 982	(32 628 276)	40 702 885	63 240	(1 685 445)	6 086 060	215 588	<b>25 736 306</b>	<b>128 679 573</b>
<b>(Augmentation)/diminution</b>										
Contributions volontaires à recevoir	(1 534 020)	18 144 423	157 067 477	2 437 310	69 736		(187 488)	33 829	<b>176 031 267</b>	<b>5 496 748</b>
Autres comptes débiteurs	1 786 929	(1 048 921)	(99 537)	(5 913 174)		3 145 053	(1 963 240)	102 493	<b>(3 990 397)</b>	<b>4 841 421</b>
Comptes d'avances temporaires										
Stock								(17 009)	<b>(17 009)</b>	<b>(460 921)</b>
Charges comptabilisées d'avance	642 272	57 806	3 114	37 383	(3 007)	(3 234)	1 552	(24 476)	<b>711 410</b>	
<b>Augmentation/(diminution)</b>										
Autres comptes créditeurs	3 460 547	(98 231)	367 938	765 942	(70 610)	(1 113 659)	(2 115 074)	(14 681)	<b>1 182 172</b>	<b>(3 968 601)</b>
Autres éléments de passif	819 715	(97 351)			(88 087)		(81 267)		<b>553 010</b>	
Réserve pour engagements	1 837 861	1 767 170	(1 899)	4 265 580	101 250	(503 738)	986 817	27 035	<b>8 480 076</b>	<b>9 378 989</b>
À déduire : intérêts créditeurs	(4 181 075)	(6 550 109)	(42 853 142)	(4 683 215)	(322 809)	(368 863)	(331 001)	(202 226)	<b>(59 492 440)</b>	<b>(40 619 735)</b>
<b>Encaisse nette provenant des activités de placement et de financement</b>										
	<b>(8 404 499)</b>	<b>36 393 769</b>	<b>81 855 675</b>	<b>37 612 711</b>	<b>(250 287)</b>	<b>(529 886)</b>	<b>2 396 359</b>	<b>120 553</b>	<b>149 194 395</b>	<b>103 347 474</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement</b>										
Augmentation au titre des placements		(3 900 000)							<b>(3 900 000)</b>	
Augmentation au titre des billets à ordre			(13 411 116)						<b>(13 411 116)</b>	<b>(56 642 416)</b>
(Augmentation)/diminution du montant net des avances consenties aux agents d'exécution ou par ceux-ci	6 005 235		105 757 712						<b>111 762 947</b>	<b>(29 554 553)</b>

	Fonds pour l'environnement	Fonds généraux d'affectation spéciale	Fonds multilatéral	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	Administrateurs auxiliaires	Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes	Contributions de contrepartie	Divers	Total	
									2001	1999
(Augmentation)/diminution des soldes créditeurs interfonds à recevoir	(11 379 531)	(3 175 486)		(2 864 085)	(969 134)	(2 510 042)	(1 622 515)	28 024	(22 492 769)	(3 878 487)
Augmentation/(diminution) des soldes débiteurs interfonds	(25 647 767)	6 975 831	(295 326)	9 078 388	(207 426)	(1 014 818)	(3 861 099)	(130 377)	(15 102 594)	21 823 751
Augmentation/(diminution) des recettes comptabilisées d'avance	21 300	(22 146 869)	(145 260 010)						(167 385 579)	
<i>À ajouter</i> : intérêts créditeurs	4 181 075	6 550 109	42 853 142	4 683 215	322 809	368 863	331 001	202 226	59 492 440	40 619 735
<b>Montant net des flux de trésorerie provenant des activités de placement et de financement</b>	<b>(26 819 688)</b>	<b>(15 696 415)</b>	<b>(10 355 598)</b>	<b>10 897 518</b>	<b>(853 751)</b>	<b>(3 155 997)</b>	<b>(5 152 613)</b>	<b>99 873</b>	<b>(51 036 671)</b>	<b>(27 631 970)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant d'autres sources</b>										
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs	1 731 700	1 468 451		(117 949)		835 475	185 804		1 103 481	836 623
Virements à d'autres fonds ou provenant d'autres fonds				(392 776)	304 048				(88 728)	(47 396)
Virements provenant de l'excédent						(500 000)		29 620	(470 380)	
<b>Montant net des flux de trésorerie provenant d'autres sources</b>	<b>1 731 700</b>	<b>1 468 451</b>		<b>(510 725)</b>	<b>304 048</b>	<b>335 475</b>	<b>185 804</b>	<b>29 620</b>	<b>3 544 373</b>	<b>789 227</b>
<b>Augmentation/(diminution) nette de l'encaisse et des dépôts à terme</b>	<b>(33 492 487)</b>	<b>22 165 805</b>	<b>71 500 077</b>	<b>47 999 504</b>	<b>(799 990)</b>	<b>(3 350 408)</b>	<b>(2 570 450)</b>	<b>250 046</b>	<b>101 702 097</b>	<b>76 504 731</b>
Encaisse et dépôts à terme en début d'exercice	67 408 309	57 144 803	24 705 145	24 258 314	3 815 313	5 052 642	17 001 844	1 538 977	200 925 347	124 420 616
<b>Encaisse et dépôts à terme en fin d'exercice</b>	<b>33 915 822</b>	<b>79 310 608</b>	<b>96 205 222</b>	<b>72 257 818</b>	<b>3 015 323</b>	<b>1 702 234</b>	<b>14 431 394</b>	<b>1 789 023</b>	<b>302 627 444</b>	<b>200 925 347</b>



## État III

**Fonds généraux d'affectation spéciale**

(En dollars des États-Unis)

Référence	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement</i> <b>AML</b>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie</i> <b>AWL</b>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord</i> <b>BAL</b>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</i> <b>BCL</b>	
<b>État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour dépenses de l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001</b>					
<b>Recettes</b>					
Contributions volontaires	Tableau 3.1	3 649 579	789 007	236 954	6 289 409
Intérêts créditeurs		157 627	25 618	4 559	779 119
Recettes comptabilisées d'avance					7 955
Recettes accessoires			48		(8 179)
Vente de publications					
<b>Total, recettes</b>		<b>3 807 206</b>	<b>814 673</b>	<b>241 513</b>	<b>7 068 304</b>
<b>Dépenses</b>					
Traitements et autres dépenses de personnel			166 140	76 532	2 960 548
Services contractuels			68 040		1 062 255
Frais de voyage			27 027	5 523	433 061
Dépenses de fonctionnement		125 513	69 702	7 601	890 057
Achats			976	3 769	128 587
Bourses, subventions et contributions					
Dépenses diverses		(16)	2 057	121	41 443
Dépenses d'appui aux programmes	État VIII	16 317	45 793	12 147	717 052
<b>Total, dépenses</b>		<b>141 814</b>	<b>379 735</b>	<b>105 693</b>	<b>6 233 003</b>
Excédent (déficit)		3 665 392	434 938	135 820	835 301
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(2 406)			(1 394)
<b>Excédent (déficit) net</b>		<b>3 662 986</b>	<b>434 938</b>	<b>135 820</b>	<b>833 907</b>

Économie, (montant provisoire) résultant  
de la réduction ou de l'annulation  
d'engagements d'exercices antérieurs

Référence	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement</i> AML	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie</i> AWL	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord</i> BAL	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</i> BCL
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	992 443			6 438 964
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>4 655 429</b>	<b>434 938</b>	<b>135 820</b>	<b>7 272 871</b>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des Fonds au 31 décembre 2001</b>				
<b>Actif</b>				
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	3 451 881	429 783	165 390
Placements				
Soldes débiteurs interfonds	Note 6		39 260	
Contributions volontaires à recevoir		3 184 085	9 672	405 520
Autres comptes débiteurs			67 481	21 601
Charges comptabilisées d'avance				33 386
<b>Total actif</b>		<b>6 635 966</b>	<b>546 196</b>	<b>209 290</b>
<b>Passif</b>				
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	1 932 361		45 661
Autres comptes créditeurs			34 067	23 749
Autres éléments de passif				
Réserve pour engagements		47 561	50 574	4 061
Recettes comptabilisées d'avance	Tableau 3.1	615	26 616	733 330
<b>Total passif</b>		<b>1 980 537</b>	<b>111 257</b>	<b>73 471</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>				
Excédent accumulé		4 655 429	434 938	135 820
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>4 655 429</b>	<b>434 938</b>	<b>135 820</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>6 635 966</b>	<b>546 195</b>	<b>209 291</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en développement et autres pays nécessitant une aide pour appliquer la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif à des contributions volontaires additionnelles et à l'appui des activités approuvées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'assainissement des points chauds environnementaux à la suite des conflits au Kosovo et l'établissement de directives sur l'évaluation des dommages environnementaux dus à ces conflits et sur les mesures à prendre pour y remédier</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale PNUE/habitat dans les Balkans sur l'environnement et les établissements humains</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord relatif à la conservation des chauves-souris en Europe</i>
<b>BDL</b>	<b>BEL</b>	<b>BKL</b>	<b>BLL</b>	<b>BTL</b>
1 089 871	3 565 522	11 139 908	2 346 017	221 032
246 356	118 074	317 770	133 728	4 438
	20 000			
262	1			
<b>1 336 489</b>	<b>3 703 597</b>	<b>11 457 678</b>	<b>2 479 745</b>	<b>225 470</b>
20 030	1 050 619	760 094	593 864	84 514
291 080	246 768	2 600 339	991 732	6 770
4 660	220 058	84 175	54 331	10 938
49 590	849 281	118 353	141 464	28 288
990	56 032	146 268	102 362	1 626
317		2 033	112 666	429
47 658	318 564	482 461	257 175	17 297
<b>414 325</b>	<b>2 741 322</b>	<b>4 193 723</b>	<b>2 253 594</b>	<b>149 862</b>
922 164	962 275	7 263 955	226 151	75 608
	(16 454)		(3 030)	
<b>922 164</b>	<b>945 821</b>	<b>7 263 955</b>	<b>223 121</b>	<b>75 608</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en développement et autres pays nécessitant une aide pour appliquer la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif à des contributions volontaires additionnelles et à l'appui des activités approuvées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'assainissement des points chauds environnementaux à la suite des conflits au Kosovo et l'établissement de directives sur l'évaluation des dommages environnementaux dus à ces conflits et sur les mesures à prendre pour y remédier</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale PNUE/habitat dans les Balkans sur l'environnement et les établissements humains</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord relatif à la conservation des chauves-souris en Europe</i>
<b>BDL</b>	<b>BEL</b>	<b>BKL</b>	<b>BLL</b>	<b>BTL</b>
2 093 023	843 804		41 160	
<b>3 015 187</b>	<b>1 789 625</b>	<b>7 263 955</b>	<b>264 281</b>	<b>75 608</b>
2 936 157	1 371 204	5 512 369	136 645	141 084
124 952	41 745	1 266 155	75 853	
1 320	765 158	418 192	296 033	11 618
76 875	195 035	589 939	30 000	38 764
<b>3 139 304</b>	<b>2 373 142</b>	<b>7 786 655</b>	<b>538 531</b>	<b>191 466</b>
				73 769
14 203	300 763			29 024
	(72 991)		84 112	
109 914	355 745	522 700	190 138	6 271
				6 794
<b>124 117</b>	<b>583 517</b>	<b>522 700</b>	<b>274 250</b>	<b>115 858</b>
3 015 187	1 789 625	7 263 955	264 281	75 608
<b>3 015 187</b>	<b>1 789 625</b>	<b>7 263 955</b>	<b>264 281</b>	<b>75 608</b>
<b>3 139 304</b>	<b>2 373 142</b>	<b>7 786 655</b>	<b>538 531</b>	<b>191 466</b>

		<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Création du secrétariat intérimaire de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif aux contributions volontaires visant à faciliter la participation des Parties au processus d'application de la Convention sur la diversité biologique</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en oeuvre du Plan d'action concernant le Programme pour l'environnement des Caraïbes</i>
Référence	BVL	BYL	BZL	CRL	
<b>État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001</b>					
<b>Recettes</b>					
Contributions volontaires	Tableau 3.1		14 467 998	2 141 980	1 954 544
Intérêts créditeurs		13 528	888 499	57 041	166 754
Recettes comptabilisées d'avance					
Recettes accessoires			4 888		20 435
Vente de publications					
<b>Total, recettes</b>		<b>13 528</b>	<b>15 361 385</b>	<b>2 199 021</b>	<b>2 141 733</b>
<b>Dépenses</b>					
Traitements et autres dépenses de personnel			10 211 782		1 251 126
Services contractuels			765 864		156 335
Frais de voyage			561 827		160 700
Dépenses de fonctionnement			2 933 651	1 791 384	180 718
Achats			742 334		91 908
Bourses, subventions et contributions					13 052
Dépenses diverses			308 183	24	53 444
Dépenses d'appui aux programmes	État VIII		2 010 564	248 572	247 770
<b>Total, dépenses</b>			<b>17 534 205</b>	<b>2 039 980</b>	<b>2 155 053</b>
Excédent (déficit)		13 528	(2 172 820)	159 041	(13 320)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs			34 540	(172 062)	444 359
<b>Excédent (déficit) net</b>		<b>13 528</b>	<b>(2 138 280)</b>	<b>(13 021)</b>	<b>431 039</b>
Économie, (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs					5 895

Référence	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Création du secrétariat intérimaire de la Convention sur la diversité biologique</i> <b>BVL</b>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la diversité biologique</i> <b>BYL</b>	<i>Fonds général d'affectation spéciale relatif aux contributions volontaires visant à faciliter la participation des Parties au processus d'application de la Convention sur la diversité biologique</i> <b>BZL</b>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en oeuvre du Plan d'action concernant le Programme pour l'environnement des Caraïbes</i> <b>CRL</b>
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	318 158	11 834 782	541 335	2 675 195
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>331 686</b>	<b>9 696 502</b>	<b>528 314</b>	<b>3 112 129</b>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des Fonds au 31 décembre 2001</b>				
<b>Actif</b>				
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	84 925	11 770 099	764 859
Placements				
Soldes débiteurs	Note 6	246 761		
Contributions volontaires à recevoir			1 611 371	186 849
Autres comptes débiteurs			914 635	170 038
Charges comptabilisées d'avance			26 281	4 887
<b>Total actif</b>		<b>331 686</b>	<b>14 322 386</b>	<b>1 121 746</b>
<b>Passif</b>				
Soldes créditeurs interfonds	Note 6		1 499 086	483 587
Autres comptes créditeurs			885 967	132 146
Autres éléments de passif				
Réserve pour engagements			1 369 927	99 845
Recettes comptabilisées d'avance	Tableau 3.1		870 904	10 000
<b>Total passif</b>			<b>4 625 884</b>	<b>593 432</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>				
Excédent accumulé		331 686	9 696 502	528 314
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>331 686</b>	<b>9 696 502</b>	<b>528 314</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>331 686</b>	<b>14 322 386</b>	<b>1 121 746</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux activités du Groupe des barrages et du développement chargé de coordonner le suivi de l'étude de la Commission mondiale des barrages</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour les mers de la région de l'Afrique de l'Est</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'application des stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'application des stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique</i>
CTL	DUL	EAL	EBL	EEL
9 241 817	1 393 805	624 116	911 418	24 501
375 228		59 549	22 650	14
9 621		164		
54 127				
<b>9 680 793</b>	<b>1 393 805</b>	<b>683 829</b>	<b>934 068</b>	<b>24 515</b>
5 135 748		77 283	158 868	
1 020 318		27 376	261 783	
481 614		23 178	19 074	
1 167 628		33 134	21 931	
149 247		17 086		
758 944		399	3 048	
1 056 166		23 116	60 405	
<b>9 769 665</b>		<b>201 572</b>	<b>525 109</b>	
(88 872)	1 393 805	482 257	408 959	24 515
(14 951)		(15)		
<b>(103 823)</b>	<b>1 393 805</b>	<b>482 242</b>	<b>408 959</b>	<b>24 515</b>

4 307

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux activités du Groupe des barrages et du développement chargé de coordonner le suivi de l'étude de la Commission mondiale des barrages</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour les mers de la région de l'Afrique de l'Est</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'application des stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'application des stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique</i>
CTL	DUL	EAL	EBL	EEL
4 042 412		3 005 976	13 108	
<b>3 942 896</b>	<b>1 393 805</b>	<b>3 488 218</b>	<b>422 067</b>	<b>24 515</b>
769 627		1 237 624	116 538	24 501
3 900 000	208 122		242 103	14
608 920	1 185 683	2 515 223	132 637	
932 688		35 949		
<b>6 211 235</b>	<b>1 393 805</b>	<b>3 788 796</b>	<b>491 278</b>	<b>24 515</b>
1 166 876		230 791		
425 641		41 980		
632 186		27 807	69 211	
43 636				
<b>2 268 339</b>		<b>300 578</b>	<b>69 211</b>	
3 942 896	1 393 805	3 488 218	422 067	24 515
<b>3 942 896</b>	<b>1 393 805</b>	<b>3 488 218</b>	<b>422 067</b>	<b>24 515</b>
<b>6 211 235</b>	<b>1 393 805</b>	<b>3 788 796</b>	<b>491 278</b>	<b>24 515</b>

<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>	<i>Référence</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour l'exécution du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières des mers de l'Asie de l'Est</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le réseau de formation environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'Initiative pour l'engagement des institutions financières en faveur de l'environnement</i>
		<i>ESL</i>	<i>ETL</i>	<i>FIL</i>
<b>État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001</b>				
<b>Recettes</b>				
Contributions volontaires	Tableau 3.1	343 200	200 704	199 958
Intérêts créditeurs		98 719	11 736	14 560
Recettes comptabilisées d'avance				
Recettes accessoires			501	
Vente de publication			2 417	
<b>Total, recettes</b>		<b>441 919</b>	<b>215 358</b>	<b>214 518</b>
<b>Dépenses</b>				
Traitements et autres dépenses de personnel		181 009	80 927	83 883
Services contractuels		2 650	40 430	
Frais de voyage		19 229	30 206	981
Dépenses de fonctionnement		42 370	105 152	(2 403)
Achats		23 116		2 295
Bourses, subventions et contributions				
Dépenses diverses		9 075	377	(1 884)
Dépenses d'appui aux programmes	État VIII	36 065	33 422	10 773
<b>Total, dépenses</b>		<b>313 514</b>	<b>290 514</b>	<b>93 645</b>
Excédent/(déficit)		128 405	(75 156)	120 873
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(14 908)		
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>113 497</b>	<b>(75 156)</b>	<b>120 873</b>
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs				
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		1 385 713	460 122	160 607

<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>	<i>Référence</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour l'exécution du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières des mers de l'Asie de l'Est</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le réseau de formation environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'Initiative pour l'engagement des institutions financières en faveur de l'environnement</i>
		<i>ESL</i>	<i>ETL</i>	<i>FIL</i>
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>1 499 210</b>	<b>384 966</b>	<b>281 480</b>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2001</b>				
<b>Actif</b>				
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	1 536 587	51 268	369 215
Placements				
Soldes débiteurs interfonds	Note 6		93 913	
Contributions volontaires à recevoir		129 498	252 178	
Autres comptes débiteurs				
Charges comptabilisées d'avance				
<b>Total, actif</b>		<b>1 666 085</b>	<b>397 359</b>	<b>369 215</b>
<b>Passif</b>				
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	120 523		80 276
Autres comptes créditeurs		29 473		
Autres éléments de passif				
Réserve pour engagements		16 879	12 393	7 459
Recettes comptabilisées d'avance	Tableau 3.1			
<b>Total, passif</b>		<b>166 875</b>	<b>12 393</b>	<b>87 735</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>				
Excédent accumulé		1 499 210	384 966	281 480
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>1 499 210</b>	<b>384 966</b>	<b>281 480</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>1 666 085</b>	<b>397 359</b>	<b>369 215</b>

<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'application du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et pour les échanges d'informations et l'assistance technique connexes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Comité de haut niveau du PNUE composé de ministres et de dirigeants du PNUE</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Groupe de ministres, à composition non limitée, sur la gouvernance internationale en matière d'environnement</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, du Qatar, de la République islamique d'Iran, de l'Iraq, du Koweït et de l'Oman</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale de l'Accord de Lusaka pour les opérations concertées de coercition visant le commerce illicite de la faune et de la flore sauvages</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour les préparatifs de l'évaluation mondiale sur le mercure et ses composés</i>
<i>GPL</i>	<i>HLL</i>	<i>IGL</i>	<i>KAL</i>	<i>LAL</i>	<i>MCL</i>
2 167 100	10 000	686 091			94 971
62 725	1 554	51		35	9
7 847					
<b>2 237 672</b>	<b>11 554</b>	<b>686 142</b>		<b>35</b>	<b>94 980</b>
29 411				64 055	
332 127					82 000
615					
503 924	58 493	568 029			
13 796		26			
112 591	7 604	73 844			10 660
<b>992 464</b>	<b>66 097</b>	<b>641 899</b>		<b>64 055</b>	<b>92 660</b>
1 245 208	(54 543)	44 243		(64 020)	2 320
(330)			454		
<b>1 244 878</b>	<b>(54 543)</b>	<b>44 243</b>	<b>454</b>	<b>(64 020)</b>	<b>2 320</b>
	2 859				
207 715	52 759		2 215	72 247	

<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'application du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et pour les échanges d'informations et l'assistance technique connexes</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Comité de haut niveau du PNUE composé de ministres et de dirigeants</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Groupe de ministres, à composition non limitée, sur la gouvernance internationale en matière d'environnement</i>	<i>Fonds régional d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, du Qatar, de la République islamique d'Iran, de l'Iraq, du Koweït et de l'Oman</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale de l'Accord de Lusaka pour les opérations concertées de coercition visant le commerce illicite de la faune et de la flore sauvages</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour les préparatifs de l'évaluation mondiale sur le mercure et ses composés</i>
<i>GPL</i>	<i>HLL</i>	<i>IGL</i>	<i>KAL</i>	<i>LAL</i>	<i>MCL</i>
<b>1 452 593</b>	<b>1 075</b>	<b>44 243</b>	<b>2 669</b>	<b>8 227</b>	<b>2 320</b>
559 650	11 354		2 669	8 227	36 891
747 647		278 335			46 429
192 574		203 169			1 000
239 653		40 544			
<b>1 739 524</b>	<b>11 354</b>	<b>522 048</b>	<b>2 669</b>	<b>8 227</b>	<b>84 320</b>
	10 279				
35 565		61 275			
251 366		416 530			82 000
<b>286 931</b>	<b>10 279</b>	<b>477 805</b>			<b>82 000</b>
1 452 593	1 075	44 243	2 669	8 227	2 320
<b>1 452 593</b>	<b>1 075</b>	<b>44 243</b>	<b>2 669</b>	<b>8 227</b>	<b>2 320</b>
<b>1 739 524</b>	<b>11 354</b>	<b>522 048</b>	<b>2 669</b>	<b>8 227</b>	<b>84 320</b>

<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>	<i>Référence</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage</i>
		<i>MEL</i>	<i>MPL</i>
		<i>MSL</i>	
<b>État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001</b>			
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires	Tableau 3.1	9 921 938	6 607 744
Intérêts créditeurs		705 767	1 108 441
Recettes comptabilisées d'avance			
Recettes accessoires		(74 015)	619
Vente de publication			1 234
<b>Total, recettes</b>		<b>10 553 690</b>	<b>7 716 804</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		4 317 527	2 572 779
Services contractuels		1 625 586	55 268
Frais de voyage		600 222	252 298
Dépenses de fonctionnement		1 593 270	1 922 128
Achats		264 349	73 998
Bourses, subventions et contributions			
Dépenses diverses		156 604	104 413
Dépenses d'appui aux programmes	État VIII	1 111 340	647 477
<b>Total, dépenses</b>		<b>9 668 898</b>	<b>5 628 361</b>
Excédent/(déficit)		884 792	2 088 443
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(91 943)	28 030
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>792 849</b>	<b>2 116 473</b>
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs		17 665	1 430 157

<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>	<i>Référence</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage</i>	
		<i>MEL</i>	<i>MPL</i>	<i>MSL</i>
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		5 525 663	8 871 281	2 459 943
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>6 336 177</b>	<b>12 417 911</b>	<b>2 926 431</b>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2001</b>				
<b>Actif</b>				
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	6 349 630	12 087 546	2 830 907
Placements				
Soldes débiteurs interfonds	Note 6			108 233
Contributions volontaires à recevoir		1 388 085	3 794 649	316 116
Autres comptes débiteurs		333 431	706 347	239 807
Charges comptabilisées d'avance		5 271	5 438	
<b>Total, actif</b>		<b>8 076 417</b>	<b>16 593 980</b>	<b>3 495 063</b>
<b>Passif</b>				
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	528 898	2 743 741	
Autres comptes créditeurs		708 319	65 663	221 748
Autres éléments de passif			(35 629)	(78 708)
Réserve pour engagements		492 860	1 344 094	340 454
Recettes comptabilisées d'avance	Tableau 3.1	10 163	58 200	85 138
<b>Total, passif</b>		<b>1 740 240</b>	<b>4 176 069</b>	<b>568 632</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>				
Excédent accumulé		6 336 177	12 417 911	2 926 431
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>6 336 177</b>	<b>12 417 911</b>	<b>2 926 431</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>8 076 417</b>	<b>16 593 980</b>	<b>3 495 063</b>

<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux activités du Groupe d'experts désignés par des gouvernements chargé d'examiner la réduction des risques chimiques</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu côtier et marin et des ressources du Pacifique Nord-Ouest</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant propre à assurer l'application de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour faciliter l'application des décisions du Conseil d'administration en Amérique du Nord</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone</i>
<i>PFL</i>	<i>PNL</i>	<i>POL</i>	<i>PPI</i>	<i>RCL</i>	<i>VCL</i>
	630 000	7 242 095	2 526 517		611 029
384	87 507	439 184	204 057	15 112	207 241
		19 513			11
<b>384</b>	<b>717 507</b>	<b>7 700 792</b>	<b>2 730 574</b>	<b>15 112</b>	<b>818 281</b>
	4 630	2 076 911	764 110		249 070
	54 193	405 010	54 584		
	24 304	160 698	16 410		32 588
	87 825	1 669 730	407 653	4 752	(3 240)
		71 200	8 712	18 518	58 093
	1 525	6 609	273		31 376
	22 423	571 154	164 026	3 025	47 810
	<b>194 900</b>	<b>4 961 312</b>	<b>1 425 768</b>	<b>26 295</b>	<b>415 697</b>
384	522 607	2 739 480	1 304 806	(11 183)	402 584
		(412 055)	(31 807)		(516)
<b>384</b>	<b>522 607</b>	<b>2 327 425</b>	<b>1 272 999</b>	<b>(11 183)</b>	<b>402 068</b>
		(88 484)			96 052

<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux activités du Groupe d'experts désignés par des gouvernements chargé d'examiner la réduction des risques chimiques</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu côtier et marin et des ressources du Pacifique Nord-Ouest</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</i>	<i>Fonds général d'affectation spéciale pour faciliter l'application des décisions du Conseil d'administration en Amérique du Nord</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone</i>
<i>PFL</i>	<i>PNL</i>	<i>POL</i>	<i>PPI</i>	<i>RCL</i>	<i>VCL</i>	
27 229	1 054 433	3 561 955	1 748 285	95 212	2 395 252	
<b>27 613</b>	<b>1 577 040</b>	<b>5 800 896</b>	<b>3 021 284</b>	<b>84 029</b>	<b>2 893 372</b>	
27 620	1 412 248	6 906 048	1 586 954	100 706	2 576 009	
	8 452		711 153			
	225 000	803 513	337 053		569 005	
	15 000	51 790	446 249			
<b>27 620</b>	<b>1 660 700</b>	<b>7 761 351</b>	<b>3 081 409</b>	<b>100 706</b>	<b>3 145 014</b>	
		1 335 092		16 677	168 839	
	47 014				1 008	
7		1 180				
	36 646	624 183	60 125		51 551	
					30 244	
<b>7</b>	<b>83 660</b>	<b>1 960 455</b>	<b>60 125</b>	<b>16 677</b>	<b>251 642</b>	
27 613	1 577 040	5 800 896	3 021 284	84 029	2 893 372	
<b>27 613</b>	<b>1 577 040</b>	<b>5 800 896</b>	<b>3 021 284</b>	<b>84 029</b>	<b>2 893 372</b>	
<b>27 620</b>	<b>1 660 700</b>	<b>7 761 351</b>	<b>3 081 409</b>	<b>100 706</b>	<b>3 145 014</b>	

<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre</i>
<i>Référence</i>	<i>WAL</i>
<b>État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001</b>	
<b>Recettes</b>	
Contributions volontaires	16 000
Intérêts créditeurs	17 715
Recettes comptabilisées d'avance	
Recettes accessoires	
Vente de publication	
<b>Total, recettes</b>	<b>33 715</b>
<b>Dépenses</b>	
Traitements et autres dépenses de personnel	
Services contractuels	7 000
Frais de voyage	
Dépenses de fonctionnement	23 684
Achats	
Bourses, subventions et contributions	
Dépenses diverses	
Dépenses d'appui aux programmes	3 989
<b>Total, dépenses</b>	<b>34 673</b>
Excédent/(déficit)	(958)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	
<b>Excédent/(déficit) net</b>	<b>(958)</b>
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs	
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	98 538
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>97 580</b>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2001</b>	
<b>Actif</b>	
Encaisse et dépôts à terme	10 009
Placements	
Soldes débiteurs interfonds	102 235
Contributions volontaires à recevoir	

<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre</i>
	<i>Référence</i>	<i>WAL</i>
<hr/>		
Autres comptes débiteurs		
Charges comptabilisées d'avance		
<hr/>		
<b>Total, actif</b>		<b>112 244</b>
<hr/>		
<b>Passif</b>		
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	
Autres comptes créditeurs		
Autres éléments de passif		
Réserve pour engagements		14 664
Recettes comptabilisées d'avance	Tableau 3.1	
<hr/>		
<b>Total, passif</b>		<b>14 664</b>
<hr/>		
<b>Réserves et soldes des fonds</b>		
Excédent accumulé		97 580
<hr/>		
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>97 580</b>
<hr/>		
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>112 244</b>
<hr/>		

<i>Fonds de roulement consolidé pour l'ensemble des fonds d'affectation spéciale du PNUE</i>	<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>	
	<b>Total</b>	
ZZL	2001	1999
	93 949 968	69 311 489
	6 550 109	3 795 853
	27 955	
	(17 050)	177 719
	56 544	
	<b>100 567 526</b>	<b>73 285 061</b>
	34 156 596	28 842 979
	10 529 667	6 856 389
	3 385 111	3 283 193
	15 681 576	13 729 390
	1 995 893	856 156
	13 052	79 986
	1 638 521	1 973 965
	8 689 709	7 130 433
	76 090 125	62 752 491
	24 477 401	10 532 570
	(258 419)	(775 003)
	24 218 982	9 757 567
	1 468 451	
	61 019 529	51 261 962
	86 706 962	61 019 529
35 629	79 310 608	57 144 803
	3 900 000	
	4 341 362	1 165 876
	21 147 796	39 292 219

<i>Fonds de roulement consolidé pour l'ensemble des fonds d'affectation spéciale du PNUÉ</i>	<i>Fonds généraux d'affectation spéciale</i>	
	<b>Total</b>	
<i>ZZL</i>	<b>2001</b>	<b>1999</b>
2 138	<b>5 353 538</b>	<b>4 304 617</b>
	<b>41 877</b>	<b>99 683</b>
<b>37 767</b>	<b>114 095 181</b>	<b>102 007 198</b>
25 507	<b>14 566 611</b>	<b>7 590 780</b>
12 260	<b>2 976 620</b>	<b>3 074 851</b>
	<b>(5 189)</b>	<b>92 162</b>
	<b>8 275 841</b>	<b>6 508 671</b>
	<b>1 574 336</b>	<b>23 721 205</b>
<b>37 767</b>	<b>27 388 219</b>	<b>40 987 669</b>
	<b>86 706 969</b>	<b>61 019 529</b>
	<b>86 706 969</b>	<b>61 019 529</b>
<b>37 767</b>	<b>114 095 181</b>	<b>102 007 198</b>

Tableau 3.1  
**Fonds généraux d'affectation spéciale**  
**État récapitulatif des contributions au 31 décembre 2001**  
 (En dollars des États-Unis)

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
<b>AML</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement</b>						
Afrique du Sud			200 000		200 000		
Algérie			200 000				200 000
Angola			100 000		99 925		75
Bénin			50 000				50 000
Botswana			100 000				100 000
Burkina Faso			50 000		3 383		46 617
Burundi			25 000				25 000
Cameroun			100 000				100 000
Cap-Vert			25 000				25 000
Comores			25 000				25 000
Congo			25 000				25 000
Côte d'Ivoire			100 000				100 000
Djibouti			25 000				25 000
Égypte			200 000				200 000
Érythrée			25 000				25 000
Éthiopie			25 000				25 000
Gabon			100 000				100 000
Gambie			25 000		25 000		
Ghana			100 000				100 000
Guinée			25 000				25 000
Guinée-Bissau			25 000				25 000
Guinée équatoriale			25 000				25 000
Jamahiriya arabe libyenne			200 000				200 000
Kenya			50 000				50 000
Lesotho			25 000		16 122		8 878
Libéria			25 000				25 000
Madagascar			25 000		25 000	615	
Malawi			50 000				50 000
Mali			50 000				50 000
Maroc			200 000				200 000
Maurice			100 000		16 084		83 916
Mauritanie			72 000				72 000

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Mozambique			25 000				25 000
Namibie			100 000				100 000
Niger			25 000				25 000
Nigéria			200 000				200 000
Norvège			42 579		42 579		
Ouganda			100 000				100 000
République centrafricaine			25 000				25 000
République démocratique du Congo			25 000				25 000
République-Unie de Tanzanie			50 000				50 000
Rwanda			50 000				50 000
Sao Tomé-et-Principe			25 000				25 000
Sénégal			100 000				100 000
Seychelles			100 000				100 000
Sierra Leone			25 000		2 401		22 599
Soudan			25 000				25 000
Swaziland			25 000		25 000		
Tchad			25 000				25 000
Togo			50 000				50 000
Tunisie			100 000				100 000
Zambie			50 000				50 000
Zimbabwe			100 000				100 000
Environmental Communication Operates			10 000		10 000		
<b>Total AML</b>			<b>3 649 579</b>		<b>465 494</b>	<b>615</b>	<b>3 184 085</b>

<b>AWL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie</b>						
Afrique du Sud			16 875		8 848		8 027
Allemagne			213 785		213 785		
Bénin			92		26		66
Bulgarie			252		252		
Congo			139				139
Croatie			688				688
Danemark			31 906		31 906	249	
Égypte			2 997		2 997		
Espagne			119 464		119 464	929	

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Ex-République yougoslave de Macédoine			185		185		
Finlande			25 036		25 036	195	
Gambie			46		23		23
Guinée			139				139
Jordanie			277		277		
Mali			88				88
Maurice			206		206		
Monaco			185		185		
Niger			92				92
Ouganda			92				92
Pays-Bas			75 246		75 246	586	
République-Unie de Tanzanie			140		140	56	
Roumanie			2 582		2 582		
Royaume-Uni			192 242		192 242		
Sénégal			277		251		26
Soudan			277				277
Suède			49 749		49 734		15
Suisse			55 904		55 904	24 556	
Togo			46		46	45	
<b>Total AWL</b>			<b>789 007</b>		<b>779 335</b>	<b>26 616</b>	<b>9 672</b>
<b>BAL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique et de la mer du Nord (ASCOBANS)</b>						
Allemagne			37 563		37 563		
Belgique			17 219				17 219
Danemark			11 419		9 917		1 502
Finlande			7 963		7 783		180
Pays-Bas			26 519		23 346		3 173
Pologne			5 364		5 364		
Royaume-Uni			37 563		37 563		
Suède			15 656		15 431		225
Secrétariat d'ASCOBANS			77 688		77 688		
<b>Total BAL</b>			<b>236 954</b>		<b>214 655</b>		<b>22 299</b>
<b>BCL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</b>						
Afrique du Sud			29 755	14 900	14 855	14 855	

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Allemagne			801 355		801 355		
Arabie saoudite	81 885		45 890		36 192		91 383
Argentine	104		89 672		89 772		4
Australie	(86 345)	25 972	120 565		60 192	60 192	
Autriche			76 583	38 349	38 234	38 234	
Belgique	84 600		89 753		129 409		44 944
Brésil	189 565		119 589		249 449		59 705
Canada			222 106		222 106		
Chili			11 057	5 537	5 520	5 304	
Chine			80 891		80 891		
Colombie			8 861	5 081	2 460		1 320
Danemark			56 258	28 171	28 087	28 087	
Émirats arabes unis	13 117		14 471		21 642		5 946
Espagne			210 643		210 643		
États-Unis d'Amérique			275 000		275 000		
Fédération de Russie	202 974		87 558		290 532		
Finlande	(689)		44 144		43 455		
France			532 095		532 095		
Grèce			28 535		28 535		
Hongrie			9 756		9 756		
Inde	2		24 308		17 126		7 184
Indonésie	7 450		15 284		7 450		15 284
Iran (République islamique d')	103 530		13 089		27 815		88 804
Irlande	12 679	(4 126)	18 211		26 764	9 092	
Israël			28 454		28 454		
Italie			442 018		425 809		16 209
Japon			1 500 928		1 500 928		
Koweït			10 406		10 406		
Lettonie	155						155
Liechtenstein			5 966		5 966		
Malaisie			14 878	7 450	7 428	7 406	
Mexique	22 720		80 891		55 703		47 908
Norvège			49 592		49 592		
Nouvelle-Zélande	2 251		17 967		20 173		45
Pays-Bas			132 678		132 678		
Pologne	(8 382)		15 934		7 552	7 955	
Portugal			35 040		35 040	17 494	

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
République de Corée			81 786	40 954	40 832		
République tchèque			8 699	4 356	4 343	4 343	
Royaume-Uni			413 970	207 294	206 676	206 676	
Singapour			14 552	7 287	7 265	7 265	
Suède			87 721		87 721		
Suisse			98 752		98 752		
Thaïlande	3 985		13 821	6 921	10 885	6 900	
Trinité-et-Tobago	(9 367)	9 367	4 762		4 762		
Turquie			35 771		35 771		
Ukraine			6 494				6 494
Venezuela	7 127		13 008				20 135
Union européenne			150 092		150 092		
<b>Total BCL</b>	<b>627 361</b>	<b>31 213</b>	<b>6 289 409</b>	<b>366 300</b>	<b>6 176 163</b>	<b>413 803</b>	<b>405 520</b>
<b>BDL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en développement et autres pays nécessitant une aide pour appliquer la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination</b>						
Allemagne			71 157		71 157		
Australie		(25 972)	69 622		43 650		
Autriche			21 711		21 711		
Chine			20 000		20 000		
Danemark			100 948		100 948		
États-Unis d'Amérique			20 000		20 000		
Finlande			37 243		37 243		
France			66 225		66 225		
Norvège			150 316		150 316		
Qatar			6 009		6 009		
Royaume-Uni			228 000		228 000		
Suède			9 985		9 985		
Suisse			232 964		231 644		1 320
Trinité-et-Tobago			18 872		18 872		
Aprochin			8 000		8 000		
Milieu Ltd			1 219		1 219		
Union européenne			2 653		27 600		30 253
<b>Total BDL</b>	<b>2 653</b>	<b>(25 972)</b>	<b>1 089 871</b>		<b>1 065 232</b>		<b>1 320</b>
<b>BEL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale relatif à des contributions volontaires additionnelles à l'appui des activités approuvées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique</b>						
Allemagne			339 998		319 116		20 882

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Belgique			187 999		187 999		
Canada			444 196		266 556		177 640
Danemark			20 000		16 585		3 415
Espagne	211 691		25 000		211 692		25 000
États-Unis			370 000		360 000		10 000
France	497	(497)	340 244		339 356		886
Namibie			1 000		1 000		
Pays-Bas			1 191 588		747 588		444 000
Royaume-Uni			305 307		299 307		6 000
Suède	59 232	(14 434)	47 960		54 663		38 095
Suisse			39 240		10 000		29 240
Diversitas			9 990		9 990		
FAO			243 000		233 000		10 000
<b>Total BEL~</b>	<b>271 421</b>	<b>(14 931)</b>	<b>3 565 522</b>		<b>3 056 854</b>		<b>765 158</b>
<b>BKL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'assainissement des points chauds environnementaux à la suite des conflits au Kosovo et l'établissement de directives sur l'évaluation des dommages environnementaux dus à ces conflits et sur les mesures à prendre pour y remédier</b>						
Allemagne			800 322		800 322		
Danemark			1 787 246		1 787 246		
Finlande			1 505 623		1 505 623		
Irlande			575 787		575 787		
Italie			133 797				133 797
Luxembourg			337 553		293 491		44 062
Norvège			1 304 748		1 304 748		
Pays-Bas			3 000 000		2 839 667		160 333
Suède			952 819		952 819		
Suisse			742 013		662 013		80 000
<b>Total BKL</b>			<b>11 139 908</b>		<b>10 721 716</b>		<b>418 192</b>
<b>BLL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale visant à appuyer l'Équipe spéciale PNUE/Habitat dans les Balkans sur l'environnement et les établissements humains</b>						
Allemagne			10 500				10 500
Autriche							
Belgique	25 000	(3 030)			21 970		
Danemark	47 174		250 001		297 175		
Finlande			889 311		889 311		
France	30 769				30 769		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Italie	40 000				38 633		1 367
Pays-Bas			1 150 000		948 115		201 885
République tchèque							
Royaume-Uni	40 984		46 205		87 189		
Suède	82 281						82 281
<b>Total BLL</b>	<b>266 208</b>	<b>(3 030)</b>	<b>2 346 017</b>		<b>2 313 162</b>		<b>296 033</b>
<b>BTL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'Accord relatif à la conservation des chauves-souris en Europe (EUROBATS)</b>						
Albanie			13				13
Allemagne			52 554		52 554		
Bulgarie			180		144		36
Croatie			427		291		136
Danemark			7 615		5 949		1 666
Ex-République yougoslave de Macédoine			61		34		27
Finlande			5 309		4 668		641
France			47 813		47 813		
Hongrie			1 224		1 032		192
Irlande			2 993		1 931		1 062
Luxembourg			809		585		224
Malte			114				114
Monaco			40		34		6
Norvège			6 573		6 573	5 984	
Pays-Bas			17 677		14 029		3 648
Pologne			9 181		9 181		
Portugal			998				998
République de Moldova			15				15
République tchèque			1 913		1 913	588	
Roumanie			679		563		116
Royaume-Uni			43 773		43 773		
Slovaquie			435		435	222	
Suède			10 447		9 286		1 161
Ukraine			1 563				1 563
Secrétariat d'EUROBATS			8 626		8 626		
<b>Total BTL</b>			<b>221 032</b>		<b>209 414</b>	<b>6 794</b>	<b>11 618</b>
<b>BYL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention sur la diversité biologique</b>						
Afrique du Sud			61 406		61 406		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Albanie	(613)		613				
Algérie			14 429		6 877		7 552
Allemagne			1 653 757		1 653 757		
Angola	753		1 678		2 431	912	
Antigua-et-Barbuda			336		336	182	
Argentine	107 708		185 056		168 521		124 243
Arménie	18 775		1 007				19 782
Australie			248 811	118 588	130 223	135 213	
Autriche			158 044		158 044		
Azerbaïdjan			965				965
Bahamas			2 516	1 199	1 317	1 368	
Bahreïn	2 429		2 852		5 281		
Bangladesh	2 925		1 678		4 603		
Barbade	705		1 342		2 047	3	
Bélarus	72 876		9 563		7 558		74 881
Belgique	83 020		185 223		268 243		
Belize	1 615		168		1 783		
Bénin	(208)		336				128
Bhoutan			168	80	88	91	
Bolivie	2 866		1 175		4 041		
Botswana			1 678	800	878		
Brésil	108 611		246 797		122 592		232 816
Bulgarie	17		1 846		897		966
Burkina Faso	516		336		388		464
Burundi	139		168				307
Cambodge	388		168		468		88
Cameroun	2 249		2 182		3 377		1 054
Canada			1 658 361		1 258 361		400 000
Cap-Vert	1 844		336				2 180
Chili	14 966		6 040		21 006	26 770	
Chine			166 936		166 936		
Chypre			5 705		5 705		
Colombie	6 286		18 287		13 112		11 461
Comores	2 247		168				2 415
Congo	1 569		503				2 072
Costa Rica	4 248		2 684				6 932
Côte d'Ivoire	(700)		1 510				810

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000-2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Croatie	14 796		5 033		19 829	2 735	
Cuba	8 679		4 026				12 705
Danemark	(1 000)		116 101		115 101		
Djibouti	247		168		327		88
Dominique			168	80	88	24	
Égypte	4 892		10 906		15 798		
El Salvador	3 947		2 014		5 961		
Émirats arabes unis			15 630		15 630	15 820	
Équateur	4 190		3 355		5 789		1 756
Érythrée	(60)		168		108	91	
Espagne			434 705		434 705		
Estonie			2 014	960	1 054		
États-Unis d'Amérique			250 000		250 000		
Éthiopie			1 007	480	527		
Ex-République yougoslave de Macédoine	620		671				1 291
Fédération de Russie	357 492		180 694		443 614		94 572
Fidji	(261)		671		410	365	
Finlande			91 102		91 102		
France			1 098 087		1 098 087		
Gabon	2 278		2 516				4 794
Gambie	520		168		600		88
Géorgie	39 378		1 175				40 553
Ghana	1 678		1 175				2 853
Grèce	26 419		58 889		85 308		
Grenade			168	80	88		
Guatemala	5 937		3 020				8 957
Guinée	1 708		503				2 211
Guinée-Bissau	1 768		168				1 936
Guinée équatoriale	2 247		168				2 415
Guyana	1 418		168				1 586
Haïti	1 154		336				1 490
Honduras	2 518		503		2 183		838
Hongrie			20 133		20 133		
Îles Cook			223	80	55		88
Îles Marshall	75		80		67		88
Îles Salomon	1 768		168				1 936
Inde	18		50 164		50 132		50

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Indonésie	32 147		31 541		13 849		49 839
Iran (République islamique d')	74 954		27 011		74 527		27 438
Irlande			37 581		37 581	20 373	
Islande			5 369		5 369		
Israël			58 722		58 722		
Italie			912 192		912 192		
Jamahiriya arabe libyenne			2 469				2 469
Jamaïque	1 090		1 007		2 097	547	
Japon	904 222		3 144 750		4 048 972		
Jordanie	1 090		1 007		1 570		527
Kazakhstan	53 248		8 053		5 728		55 573
Kenya	(16)		1 175		544		615
Kirghizistan	4 631		1 007				5 638
Kiribati			80		80		
Lesotho	628		336		964		
Lettonie			2 852	1 359	1 493		
Liban	846		2 684		3 530		
Libéria			161				161
Liechtenstein			1 007	480	527		
Lituanie	1 656		2 516		4 172		
Luxembourg			11 409		11 409		
Madagascar	(788)		503		(285)	285	
Malaisie			30 703		30 703		
Malawi	151		336		311		176
Maldives	610		168		778	91	
Mali	1 844		336				2 180
Malte			922				922
Maroc	(1 903)		6 879		1 376		3 600
Maurice			1 510		1 510	821	
Mauritanie	1 078		168				1 246
Mexique	26 047	(21 680)	166 936		137 823		33 480
Micronésie (États fédérés de)	75		80		155		
Monaco	36		671		707	21	
Mongolie	151		336		487		
Mozambique			168	80	88		
Myanmar			1 342		1 342		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000-2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Namibie			1 175	560			615
Nauru	2 367		168				2 535
Népal	(2 082)		2 082			2 032	
Nicaragua	15		168		95		88
Niger	1 844		336				2 180
Nigéria	3 011		5 369				8 380
Nioué			168	80	88		
Norvège	(558)		102 342		101 784		
Nouvelle-Zélande			37 078		37 078	20 150	
Oman			8 556	4 078	4 478		
Ouganda	(1 907)	1 236	671			1 236	
Ouzbékistan	11 946		4 194		4 177		11 963
Pakistan	4 441		9 899		4 441		9 899
Palaos			88				88
Panama	1 722		2 182		3 904		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	(1 100)		1 175		75		
Paraguay	2 397		2 349				4 746
Pays-Bas			273 808		273 808		
Pérou			16 610				16 610
Philippines	(3 054)		13 590		3 423		7 113
Pologne			32 884	15 673	17 211	17 870	
Portugal			72 311		71 951		360
Qatar			5 537		5 537		
République arabe syrienne	11 531		8 418		19 949	16 983	
République centrafricaine	602		168		632		138
République de Corée			168 781		168 781		
République démocratique du Congo	2 699		1 175				3 874
République démocratique populaire lao	95		168		263		
République de Moldova	20 162		1 678				21 840
République dominicaine	2 150		2 516				4 666
République populaire démocratique de Corée	15 895		2 516				18 411
République tchèque			17 952	8 556	9 396		
République-Unie de Tanzanie	1 229		503		419		1 313
Roumanie			9 395		9 395		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Royaume-Uni			853 974		853 974	464 082	
Rwanda	1 078		168		333		913
Sainte-Lucie			168				168
Saint-Kitts-et-Nevis			168		168	91	
Saint-Marin			336		336		
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1 418		168				1 586
Samoa américaines			168	80	88		
Sao Tomé-et-Principe			88				88
Sénégal	764		1 007		1 736		35
Seychelles	3 195		(1 168)		2 027	1 467	
Sierra Leone	2 247		168		500		1 915
Singapour			30 032	14 314	15 718	16 320	
Slovaquie			2 799	2 799			
Slovénie			10 234		10 234	5 536	
Soudan	2 220		1 175				3 395
Sri Lanka	1 541		2 014		2 501		1 054
Suède			181 029		181 014		15
Suisse			203 871		203 871	110 778	
Suriname	301		671				972
Swaziland			336		336		
Tadjikistan	887		671				1 558
Tchad	2 247		168				2 415
Togo	1 768		168		1 848		88
Tonga	75		168		155		88
Trinité-et-Tobago	3 195		2 684		5 879	8 647	
Tunisie			4 698	2 239	2 459		
Turkménistan	5 973		1 007				6 980
Turquie	26 015		73 820		99 835		
Ukraine	167 254		31 877		199 131		
Uruguay	12 968		8 053		12 968		8 053
Vanuatu	75		168		155		88
Venezuela	(18 461)		26 844				8 383
Viet Nam			1 175	560	615		
Yémen	2 096		4 751		3 073		3 774
Zambie	(143)	3	339				199
Zimbabwe			1 510				1 510
Québec			400 000		200 000		200 000

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Secrétariat de la Convention			36 946		36 946		
Union européenne			314 475		314 475		
<b>Total BYL</b>	<b>2 309 572</b>	<b>(20 441)</b>	<b>14 467 998</b>	<b>173 205</b>	<b>14 972 553</b>	<b>870 904</b>	<b>1 611 371</b>
<b>BZL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale relatif aux contributions volontaires visant à faciliter la participation des parties au processus de la Convention sur la diversité biologique</b>						
Allemagne			392 469		392 469		
Canada			342 636		342 636		
Cuba							
Danemark	114 945	(12 982)	170 924		164 243		108 644
Espagne			58 681		58 681		
États-Unis d'Amérique			31 217		31 217		
Finlande	20 000		77 909		97 909		
France	15 947		106 541		106 541		15 947
Irlande							
Italie			20 000		20 000		
Japon			85 000		85 000		
Kenya							
Namibie	1 000				1 000		
Norvège			76 967		76 967		
Nouvelle-Zélande			62 939		62 939		
Pays-Bas			100 000		100 000		
République centrafricaine	2 000		1 500				3 500
République de Corée	50 000	(50 000)	40 000		40 000		
Royaume-Uni			352 296		352 296		
Suède			98 492		98 492		
Suisse	15 000		79 138		79 138	10 000	15 000
Union européenne	142 866	(42 264)	45 271		102 115		43 758
<b>Total BZL</b>	<b>361 758</b>	<b>(105 246)</b>	<b>2 141 980</b>		<b>2 211 643</b>	<b>10 000</b>	<b>186 849</b>
<b>CRL</b>	<b>Fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en oeuvre du Plan d'action concernant le Programme pour l'environnement des Caraïbes</b>						
Anguilla		9 322	18 644		18 644		9 322
Antigua-et-Barbuda	96 506	8 128	18 644		1 000		122 278
Antilles néerlandaises	7 148	16 450	18 584		25 712		16 470
Aruba	11 259	16 450	15 000		42 709		
Bahamas		9 322	37 288		46 610		
Barbade			18 644		9 322		9 322

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Belize	13 000	15 000	17 000		26 000		19 000
Colombie		(2 104)	4 381		2 277	18 223	
Costa Rica	116 023	20 286	20 286		65 402		91 193
Croatie			13 410		13 410		
Cuba	47 060	(15 405)	21 662		(13 406)		66 723
Dominique		17 519	18 644				36 163
États-Unis d'Amérique			580 000		580 000		
France			425 017		425 017		
Grenade	96 146	9 322	18 644		9 322		114 790
Guatemala	140 796	10 143	20 286				171 225
Guyana	37 834	9 322	18 644				65 800
Haïti	82 956	16 450	9 322		99 406		9 322
Honduras	5 506	16 450	18 644				40 600
Îles Caïmanes		5 175	5 175		10 350		
Îles Turques et Caïques	20 500	14 500	9 000		39 500		4 500
Îles Vierges britanniques		11 000	5 500		10 995		5 505
Jamaïque	21 664	26 625	28 336		36 875		39 750
Mexique		25 264	70 762		66 378		29 648
Montserrat			5 000		5 000		
Nicaragua	63 111	9 332	18 667				91 110
Panama			30 286		20 143		10 143
République dominicaine	132 504	10 242	22 749				165 495
Saint-Kitts-et-Nevis		5 000	12 500		17 500		
Saint-Vincent-et-les Grenadines	55 000	15 000	17 000		13 000		74 000
Sainte-Lucie		15 000					15 000
Suède			108 269		108 269		
Suriname	14 255	16 450	18 644				49 349
Trinité-et-Tobago		19 347	11 610		10 000		20 957
Uruguay			10 000		10 000		
Venezuela	221 995	230 000	260 682		433 916		278 761
Divers			7 620		(17 330)		24 950
<b>Total CRL</b>	<b>1 183 263</b>	<b>559 590</b>	<b>1 954 544</b>		<b>2 116 021</b>	<b>18 223</b>	<b>1 581 376</b>

## CTL

## Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction

Afghanistan	808		420				1 228
Afrique du Sud			27 944		27 944		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Algérie	25 789		7 175		32 964		
Allemagne			753 182		753 182		
Antigua-et-Barbuda	809		376				1 185
Arabie saoudite			52 799		52 799		
Argentine	25 415	(26 890)	62 533		61 058	2 288	
Australie			119 931		117 551		2 380
Autriche			72 374		72 374		
Azerbaïdjan			4 733				4 733
Bahamas	(3 112)		5 124		2 012	527	
Bangladesh			831		831		
Barbade			733		48		685
Bélarus	21 293		11 340		18 436		14 197
Belgique			88 151		88 151		
Belize	1 886		(1 456)		430		
Bénin			454		365		89
Bolivie	754		362		901		215
Botswana			762		762	374	
Brésil	142 387		115 892		122 509		135 770
Brunéi Darussalam	2 823		1 347		4 170		
Bulgarie			3 569		3 081		488
Burkina Faso	(865)		679		(186)	1 202	
Burundi	3 207		314				3 521
Cambodge	809		429		1 238		
Cameroun	4 563		(330)		39		4 194
Canada			242 532		242 532		
Chili	(135)		8 628		8 493	347	
Chine			72 677		72 677		
Chypre			2 672		1 163		1 509
Colombie	4 046		9 097		12 404		739
Comores	1 231		2 895				4 126
Congo	408		(381)		(840)		867
Costa Rica	(23 732)		(4 567)		(28 299)	28 299	
Côte d'Ivoire	2 352		1 282				3 634
Croatie			1 931		1 931		
Cuba	3 467		1 305		4 772		
Danemark			57 046		57 046		
Djibouti	2 821		328				3 149

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Dominique	(803)		1 207		404	399	
Égypte	3 204		5 576		6 156		2 624
El Salvador	4 189		(10)				4 179
Émirats arabes unis	7 687		14 510		22 197		
Équateur	1 668		1 153		2 821		
Érythrée	404		370				774
Espagne	(4 245)		208 051		203 806		
Estonie			1 949		1 949	484	
États-Unis d'Amérique	44 669		2 046 622		2 091 291		
Éthiopie	345		287		632		
Ex-République yougoslave de Macédoine			161				161
Fédération de Russie	172 750		188 518		317 795		43 473
Fidji			570		392		178
Finlande			46 367		46 367		
France			532 070		532 070		
Gabon	5 136		1 068				6 204
Gambie	1 114		299		1 413	339	
Géorgie	8 893		8 509				17 402
Ghana	(404)		713				309
Grèce			29 163		29 163		
Grenade			44				44
Guatemala			1 556		509		1 047
Guinée	2 908		1 958		1 423		3 443
Guinée-Bissau	3 278		(171)		(91)		3 198
Guinée équatoriale	2 799		139		(189)		3 127
Guyana	721		(78)				643
Honduras	(322)		529				207
Hongrie			10 785		10 785		
Inde			24 604		24 604		
Indonésie	(287)		13 383		13 096		
Iran (République islamique d')	187 742		16 567		47 200		157 109
Islande			5 502		5 502		
Israël	10 924		24 351		21 181		14 094
Italie	76 737		440 297		505 189		11 845
Jamaïque	809		620		1 163		266
Japon			1 516 154		1 516 154		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000-2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Jordanie	796		576		632		740
Kazakhstan			3 149		3 149	16	
Kenya			676		676		
Lettonie	(5 376)		5 881		505	3 119	
Libéria	3 430		491				3 921
Liechtenstein			653		653		
Luxembourg	(2 117)		5 969		3 852		
Madagascar	991		252		1 243	389	
Malaisie			13 615		13 615		
Malawi	1 210		337				1 547
Mali	2 014		491				2 505
Malte			945		945		
Maroc	3 405		1 439		1 337		3 507
Maurice			710		710		
Mauritanie	472		575				1 047
Mexique	(2 044)		59 475		30 271		27 160
Monaco			554		554		
Mongolie			466		466	309	
Mozambique			409		365		44
Myanmar	809		728		1 512		25
Namibie			665		665		
Népal	522		407		929		
Nicaragua	238		386				624
Niger	4 038		(264)				3 774
Nigéria	(9 952)		5 933		(4 019)	4 018	
Norvège			46 734		46 734		
Nouvelle-Zélande	231		17 601		17 832		
Ouganda	(767)		578		(189)	188	
Ouzbékistan	10 518		5 323		6 338		9 503
Pakistan	2 428		4 722		1 815		5 335
Panama			2 502		970		1 532
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 803		439		2 010		1 232
Paraguay	(48)		1 147		1		1 098
Pays-Bas			125 678		125 678		
Pérou	5 021		3 714		7 814		921
Philippines	(1 362)		6 984		2 353		3 269
Pologne			19 665		19 665		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Portugal			29 667		29 667		
Qatar			446		446	1 338	
République centrafricaine	614		788				1 402
République de Corée			31 776		31 776		
République de Moldova			14 745		14 543		202
République démocratique du Congo	3 994		713		853		3 854
République dominicaine	3 857		1 068				4 925
République tchèque			13 854		13 854		
République-Unie de Tanzanie			605		476		129
Roumanie			7 968		5 482		2 486
Royaume-Uni			461 538		461 538		
Rwanda	4 193		(186)		4 007		
Saint-Kitts-et-Nevis			436		392		44
Saint-Vincent-et-les Grenadines	4 181		(619)		3 521		41
Sainte-Lucie	49		383		432		
Sénégal	4 377		(776)				3 601
Seychelles	1 956		265				2 221
Sierra Leone	404		370		774		
Singapour			12 114		12 114		
Slovaquie			2 893		2 893		
Slovénie			3 728		3 728		
Somalie	4 423		(620)		67		3 736
Soudan	4 155		(178)				3 977
Sri Lanka			898		898		
Suède			91 210		91 210		
Suisse			186 794		186 794		
Suriname	2 647		580		534		2 693
Swaziland	809		666				1 475
Tchad	4 039		(303)				3 736
Thaïlande			12 554		12 554		
Togo	3 970		(458)		285		3 227
Trinité-et-Tobago			1 826		1 116		710
Tunisie	922		2 319		1 156		2 085
Turquie			33 829		33 829		
Ukraine			12 464				12 464

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Uruguay	1 637		3 399		1 520		3 516
Vanuatu	246		381		579		48
Venezuela	7 587		19 207		(62)		26 856
Viet Nam			1 035		1 035		
Yémen	809		731				1 540
Zambie	865		2 394		1 623		1 636
Zimbabwe	809		687				1 496
Divers			1 598		1 598		
Union européenne			1 080 917		1 080 917		
<b>Total CTL</b>	<b>820 743</b>	<b>(26 890)</b>	<b>9 241 817</b>		<b>9 426 750</b>	<b>43 636</b>	<b>608 920</b>
<b>DUL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour le Groupe des barrages et du développement chargé de coordonner le suivi de l'étude de la Commission mondiale des barrages</b>						
Allemagne			485 683				485 683
Royaume-Uni			700 000				700 000
Suède			208 122		208 122		
<b>Total DUL</b>			<b>1 393 805</b>		<b>208 122</b>		<b>1 185 683</b>
<b>EAL</b>	<b>Fonds régional d'affectation spéciale pour les mers de la région de l'Afrique de l'Est</b>						
Comores	151 100		30 200				181 300
France	78 000		156 000		234 000		
Kenya	389 379		90 604				479 983
Madagascar	147 749		45 302				193 051
Maurice	302 206		60 402				362 608
Mozambique	453 312		90 604				543 916
République-Unie de Tanzanie	453 312		90 604				543 916
Seychelles	26 149		30 200				56 349
Somalie	123 900		30 200				154 100
<b>Total EAL</b>	<b>2 125 107</b>		<b>624 116</b>		<b>234 000</b>		<b>2 515 223</b>
<b>EBL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'application des stratégies et plans d'action nationaux relatifs à la diversité biologique</b>						
Allemagne			7 449		7 449		
Finlande			17 935		17 935		
Hongrie			23 000		20 000		3 000
Pays-Bas		(25 572)	300 000		166 556		107 872
Royaume-Uni			7 933		7 933		
Suisse			350 101		350 101		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Union européenne			85 000		63 235		21 765
Bureau des Nations-Unies pour les services d'appui aux projets			120 000		120 000		
<b>Total EBL</b>		<b>(25 572)</b>	<b>911 418</b>		<b>753 209</b>		<b>132 637</b>
<b>EEL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour les écourgences</b>						
Allemagne			4 501		4 501		
Hongrie			20 000		20 000		
<b>Total EEL</b>			<b>24 501</b>		<b>24 501</b>		
<b>ESL</b>	<b>Fonds régional d'affectation spéciale pour l'exécution du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Asie de l'Est</b>						
Australie			40 000		40 000		
Cambodge	15 000		10 000		20 000		5 000
Chine			60 000		60 000		
Indonésie			40 000				40 000
Malaisie	17 400		37 400		36 100		
Philippines	33 132		50 000		47 942		35 190
République de Corée			30 000		30 000		
Singapour			20 000		20 000		
Thaïlande	41 974		41 800		41 466		42 308
Viet Nam	21 000		14 000		28 000		7 000
<b>Total ESL</b>	<b>128 506</b>		<b>343 200</b>		<b>323 508</b>		<b>129 498</b>
<b>ETL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour le réseau de formation environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes</b>						
Argentine							
Barbade	10 000		4 350		14 350		
Bolivie	25 000						25 000
Brésil	1 971		17 658		19 629		
Chili			38 000		38 000		
Colombie			88 475		88 475		
Costa Rica	27 584						27 584
Cuba	40 000						40 000
El Salvador	30 000						30 000
Équateur	34 519				29 520		4 999
Guatemala			15 000		15 000		
Honduras	30 000						30 000

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Mexique		6 792	21 565		28 357		
Nicaragua	30 000		5 656		5 656		30 000
Panama			10 000		10 000		
Paraguay	2 029						2 029
Pérou	49 866				2 300		47 566
République dominicaine	15 000						15 000
Uruguay	5 000				5 000		
<b>Total ETL</b>	<b>300 969</b>	<b>6 792</b>	<b>200 704</b>		<b>256 287</b>		<b>252 178</b>
<b>FIL</b>	<b>Appui direct aux fonds généraux d'affectation spéciale du PNUE</b>						
Initiative pour l'engagement des institutions financières en faveur de l'environnement	76 026		31 000		107 026		
Comité directeur de l'initiative concernant les institutions financières			99 976		99 976		
Comité directeur de l'initiative concernant le secteur bancaire			68 982		68 982		
<b>Total FIL</b>	<b>76 026</b>		<b>199 958</b>		<b>275 984</b>		
<b>GPL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'application du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et pour les échanges d'informations et d'assistance technique connexes</b>						
Australie							
Belgique			1 711 655		1 711 655		
Canada			281 611		98 561		183 050
Danemark			23 255		23 255		
Égypte							
Finlande			15 138		15 138		
Islande			5 000		5 000		
Norvège			110 917		110 917		
Norvège			9 524		–		9 524
Pays-Bas							
FAO			10 000		10 000		
<b>Total GPL</b>			<b>2 167 100</b>		<b>1 974 526</b>		<b>192 574</b>
<b>HLL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Comité de haut niveau du PNUE, composé de ministres et de dirigeants</b>						
Suisse			10 000		10 000		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
<b>Total HLL</b>			<b>10 000</b>		<b>10 000</b>		
<b>IGL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux du Groupe intergouvernemental de ministres, à composition non limitée, sur la gouvernance internationale en matière d'environnement</b>						
Allemagne			18 314		18 314		
Canada			100 000				100 000
Danemark			50 000		50 000		
États-Unis d'Amérique			50 000		50 000		
France			67 455				67 455
Japon			50 000		50 000		
Norvège			53 473		53 473		
Pays-Bas			81 181		81 181		
Royaume-Uni			143 442		107 728		35 714
Suède			52 226		52 226		
Suisse			20 000		20 000		
<b>Total IGL</b>			<b>686 091</b>		<b>482 922</b>		<b>203 169</b>
<b>MCL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour les préparatifs de l'évaluation mondiale sur le mercure et ses composés</b>						
Burkina Faso			184		184		
Danemark			36 891		36 891		
France			27 397		27 397		
Malte			1 000				1 000
Suisse			29 499		29 499		
<b>Total MCL</b>			<b>94 971</b>		<b>93 971</b>		<b>1 000</b>
<b>MEL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution</b>						
Albanie	6 376		6 842		13 193		25
Algérie	113 226		102 651		164 043		51 834
Bosnie-Herzégovine	79 811		29 330		55 186		53 955
Chypre			13 687		13 687		
Croatie	218 832		94 827		265 776		47 883
Égypte	23 550		47 904		71 289		165
Espagne			1 465 447		1 465 447		
France			3 712 011		3 712 011		
Grèce	41 533		274 709		177 528		138 714
Israël			143 709		143 709		
Italie	(72)		3 066 784		2 476 029		590 683

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Jamahiriya arabe libyenne	391 978		192 591		584 569		
Liban	9 877		8 933		18 785		25
Malte			6 842		6 817		25
Maroc			27 375				27 375
Monaco	20		150 506		150 526		
République arabe syrienne	37 489		27 375		57 438		7 426
Slovénie			65 500		65 500		
Tunisie			20 530		20 530	10 163	
Turquie			219 964		219 964		
Yougoslavie	469 976				1		469 975
Union européenne			244 406		244 406		
Donateurs non identifiés			15		15		
<b>Total MEL</b>	<b>1 392 596</b>		<b>9 921 938</b>		<b>9 926 449</b>	<b>10 163</b>	<b>1 388 085</b>
<b>MPL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone</b>						
Afrique du Sud			23 878		23 878		
Allemagne			643 041		643 041		
Algérie	5 740				5 740		
Arabie saoudite	25 423		36 636		62 059	27	
Argentine	17 220		71 956		34 422		54 754
Australie			96 746		96 746		
Autriche			61 453		61 453		
Azerbaïdjan	12 847						12 847
Bélarus	105 831				55 363		50 468
Belgique	71 752		72 021		143 773		
Brésil	174 231		95 963		227 058		43 136
Canada			178 228		178 228		
Chili			8 872		8 872		
Chine	(469)		64 911		64 442		
Colombie	3 628		4 625		3 694		4 559
Croatie	5 102				5 102		
Danemark			45 144		45 144		
Émirats arabes unis	38 659		11 612		3 458		46 813
Espagne		83 699	169 029		252 728		
États-Unis d'Amérique	2 557 449		1 671 090		900 000		3 328 539
Fédération de Russie	158 070		70 261		228 331		
Finlande			35 423		35 423		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
France			426 977		426 977		
Géorgie	13 594						13 594
Grèce	(12 498)		22 898		10 400		
Hongrie			7 829		7 829		
Inde	11 121		19 506		30 552		75
Indonésie	1 774		12 265		5 022		9 017
Iran (République islamique d')	151 087		(29 497)		16 143		105 447
Irlande	7 534		14 613		22 147	15 578	
Israël			22 833		22 833		
Italie	380 010		354 694		734 704		
Jamahiriya arabe libyenne	45 820		8 089		51 200		2 709
Japon			1 342 121		1 342 121		
Koweït	6 937		8 350		15 287		
Malaisie			11 938		11 938		
Maldives	(3 500)		5 000		1 500		
Mexique	10 658	16 519	64 911		55 572		36 516
Nigéria	4 094						4 094
Norvège			39 795		39 795		
Nouvelle-Zélande			14 418		14 418		
Ouzbékistan	4 654						4 654
Pays-Bas	57 040		106 467		163 507		
Pologne			12 787		12 787		
Portugal			28 117		28 117		
République de Corée			65 629		65 629		
République tchèque			6 981		6 981	4 187	
Royaume-Uni			332 187		332 187		
Singapour			11 677		11 677		
Suède	44 125		70 390		114 485		30
Suisse			79 263		79 263		
Thaïlande			11 090		11 070		20
Turquie			28 704		28 704		
Ukraine	135 311		12 395		114 053		33 653
Venezuela	62 988		(28 665)		34 323	38 408	
Yougoslavie	43 724						43 724
Communauté économique européenne			163 093		163 093		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
<b>Total MPL</b>	<b>4 139 956</b>	<b>100 218</b>	<b>6 607 744</b>		<b>7 053 269</b>	<b>58 200</b>	<b>3 794 649</b>

**MSL****Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage**

Afrique du Sud			20 520		8 491		12 029
Allemagne			564 367		564 367		
Arabie saoudite :			37 311		37 311		
Argentine			48 989				48 989
Australie			88 012		88 012	59 326	
Belgique	49 159		63 085		67 970		44 274
Bénin	(219)		331		112	178	
Bulgarie	110		654		402		362
Burkina Faso	1 892	(789)	331		362		1 072
Cameroun	2 768	(1 665)	692				1 795
Chili	2 773		6 593		4 896		4 470
Congo			362				362
Croatie			1 181				1 181
Danemark			41 848		41 848		
Égypte	8 839	(1 992)	4 259		11 106	1 992	
Espagne	124 544		148 310		187 694		85 160
Finlande	2 352		34 298		36 650		
France	170 336		385 462		555 798		
Gambie			13				13
Géorgie			382				382
Ghana			495	265	230		
Grèce	3 017		20 772		12 253		11 536
Guinée	1 617	(285)	135				1 467
Guinée-Bissau	1 103		298				1 401
Hongrie			7 659		7 659		
Inde	10 746		18 052		18 002		10 796
Irlande			12 934	5 572	7 362	8 961	
Israël			18 668		18 668		
Italie			318 001		281 581		36 420
Kenya	231		495		726		
Lettonie			1 010	451			559
Liechtenstein			462		462		
Luxembourg			4 092		4 092		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Macédoine	58		396				454
Mali	1 769	(666)	331		1		1 433
Malte			261				261
Maroc			2 144		796		1 348
Mauritanie	480		298				778
Moldova			239				239
Monaco			396		396		
Mongolie	58		331		389		
Niger	2 468	(1 365)	331				1 434
Nigéria	3 812		3 971		(1)		7 784
Norvège			34 908		34 908		
Nouvelle-Zélande			8 645		8 645	8 706	
Ouganda			240				240
Ouzbékistan	1 961		1 485		645		2 801
Pakistan	2 080		3 531				5 611
Panama	(1 136)		692		(444)	1 794	
Paraguay	347		725				1 072
Pays-Bas			95 828		95 828		
Pérou	2 992		4 846		2 139		5 699
Philippines	(5 357)		4 254		(1 103)	1 103	
Pologne	(8 756)		15 198		6 442		
Portugal			21 595		21 595		
République démocratique du Congo	1 542	(439)	495				1 598
République tchèque			10 150	6 633	3 517		
République-Unie de Tanzanie	174		364				538
Roumanie			3 325		3 325		
Royaume-Uni			308 519		308 519		
Sao Tomé-et-Principe			3				3
Sénégal	2 526	(1 423)	462				1 565
Slovaquie			3 273	2 123	1 150		
Slovénie	1 936		3 622		5 558	2 420	
Somalie	2 768	(1 665)	298				1 401
Sri Lanka			659		394		265
Suède			68 100		68 085		15
Suisse			71 875		71 875		
Tchad	678		298				976

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Togo	1 086		298		74		1 310
Tunisie			1 716		1 716	658	
Ukraine	1 733		11 264				12 997
Uruguay	2 198		2 639		811		4 026
Communauté économique européenne			67 065		67 065		
<b>Total MSL</b>	<b>394 685</b>	<b>(10 289)</b>	<b>2 605 143</b>	<b>15 044</b>	<b>2 658 379</b>	<b>85 138</b>	<b>316 116</b>
<b>PNL</b>	<b>Conventions, protocoles et programmes pour les mers régionales (PNUE) – Fonds généraux d'affectation spéciale</b>						
Chine			80 000		80 000		
Fédération de Russie	150 000		100 000		150 000		100 000
Japon	125 000		250 000		250 000		125 000
République de Corée			200 000		200 000		
<b>Total PNL</b>	<b>275 000</b>		<b>630 000</b>		<b>680 000</b>		<b>225 000</b>
<b>POL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant en vue d'une action internationale sur les polluants organiques persistants et activités connexes d'échange d'informations et d'assistance technique</b>						
Afrique du Sud			88 571		88 571		
Allemagne	642 055	(242 055)	187 264		587 264		
Australie			10 450		10 450		
Autriche	30 433		23 293		53 726		
Belgique			241 547		241 547		
Burkina Faso			200		200		
Canada	53 431		81 826		135 257		
Danemark	13 908		880 631		544 539		350 000
États-Unis d'Amérique	20 000		1 963 000		1 554 736		428 264
Finlande			22 337		22 337		
France			125 281		125 281		
Islande			11 494		11 494		
Japon			483 827		483 827		
Madagascar			1 590		1 590		
Norvège			43 138		43 138		
Nouvelle-Zélande			30 000		30 000		
Pays-Bas	10		80 000		80 010		
République tchèque			6 000		6 000		
Royaume-Uni			286 200		286 200		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Slovaquie			1 000		1 000		
Suède			1 054 683		1 054 683		
Suisse			562 242		562 242		
Thaïlande			7 500		7 500		
BIRD/Banque mondiale			805 000		805 000		
Circumpolaire Inuit			79 191		75 007		4 184
FAO			5 000		5 000		
Communauté économique européenne			160 830		139 765		21 065
<b>Total POL</b>	<b>759 837</b>	<b>(242 055)</b>	<b>7 242 095</b>		<b>6 956 364</b>		<b>803 513</b>
<b>PPL</b>	<b>Fonds général d'affectation spéciale pour l'appui à l'élaboration et à la négociation d'un instrument international juridiquement contraignant propre à assurer l'application de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause dans le cas de certains produits chimiques dangereux qui font l'objet du commerce international</b>						
Belgique			94 654		94 654		
Danemark			48 080		48 080		
États-Unis d'Amérique			425 000		425 000		
Finlande			22 773		22 773		
Italie			462 181		227 428		234 753
Norvège			40 529		40 529		
Pays-Bas			438 035		413 036		24 999
République tchèque			6 000		6 000		
Royaume-Uni			455 690		455 690		
Suisse			349 975		272 674		77 301
Communauté européenne			183 600		183 600		
<b>Total PPL</b>			<b>2 526 517</b>		<b>2 189 464</b>		<b>337 053</b>
<b>VCL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone</b>						
Afrique du Sud			2 112		2 112		
Allemagne			56 872		56 872		
Algérie	1 918				1 918		
Arabie saoudite	(21)		3 243		3 222	10 101	
Argentine	5 753		6 364		8 920		3 197
Australie			8 556		8 556		
Autriche			5 436		5 436		
Azerbaïdjan	2 429						2 429
Bélarus	3 918				3 918		

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Belgique	15 723		6 370		22 093		
Brésil	31 365		8 488				39 853
Canada			15 762		15 762		
Chili			784		784		
Chine	(131)		5 740		5 609		
Colombie	(2 108)		628		(1 480)	1 480	
Danemark			3 992		3 992	4 637	
Émirats arabes unis	2 277		1 028		2 791		514
Espagne			14 950		14 950		
États-Unis d'Amérique	420 616		147 796		100 000		468 412
Fédération de Russie	97 173		6 214		103 387		
Finlande			3 134		3 134		
France			37 762		37 762		
Géorgie	2 649						2 649
Grèce			2 026		2 026		
Hongrie			692		692		
Inde	3 733		1 726		5 409		50
Indonésie	2 180		1 084		2 722		542
Iran (République islamique d')	30 651		930		15 393		16 188
Irlande			1 292		1 292	646	
Israël			2 020		2 020		
Italie			31 370		31 370		
Jamahiriya arabe libyenne	3 156		716		3 872		
Japon	19 999		118 701		118 700		20 000
Koweït			738		738		
Malaisie			1 056		1 056		
Mexique	(5 213)		5 741		528	9 806	
Nigéria	735						735
Norvège	19		3 520		3 539		
Nouvelle-Zélande	2 876		967		3 843		
Ouzbékistan	1 083						1 083
Pays-Bas	19 087		9 416		28 503		
Pologne			1 130		1 130		
Portugal			2 486		2 486		
République de Corée			5 804		5 804		
République tchèque			927		927	1 183	
Roumanie							

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions pour 2000- 2001 reçues les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions versées en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Royaume-Uni			29 380		29 380		
Singapour			1 032		1 032		
Slovaquie							
Suède	14 742		6 226		20 937		31
Suisse			7 010		7 010		
Thaïlande			980		960		20
Turquie			2 538		2 538		
Ukraine	28 531		1 096		29 627		
Venezuela	12 730		462		13 192	2 391	
Yougoslavie	13 302						13 302
Communauté européenne			14 424		14 424		
OMM			20 308		20 308		
<b>Total VCL</b>	<b>729 172</b>		<b>611 029</b>		<b>771 196</b>	<b>30 244</b>	<b>569 005</b>
<b>WAL</b>	<b>Fonds d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre</b>						
Gambie			16 000		16 000		
<b>Total WAL</b>			<b>16 000</b>		<b>16 000</b>		
<b>Total général</b>	<b>16 164 833</b>	<b>223 387</b>	<b>93 949 968</b>	<b>554 549</b>	<b>88 617 143</b>	<b>1 574 336</b>	<b>21 147 796</b>

## État IV

**Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal  
relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone****État des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde  
du Fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2001</i>	<i>1999</i>
<b>Recettes</b>	Tableau 4.1		
Contributions volontaires		277 719 870	296 092 038
Intérêts créditeurs		42 853 142	26 356 730
Recettes accessoires		639 279	588 514
<b>Total des recettes</b>		<b>321 212 291</b>	<b>323 037 282</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		3 848 879	3 313 404
Services contractuels		722 393	686 452
Frais de voyage		332 957	325 429
Dépenses de fonctionnement		962 930	1 165 947
Achats		356 232	48 139
Autres dépenses		591 489	189 567
Dépenses d'appui aux programmes		376 170	300 026
Activités gérées par le PNUE	État VIII	14 178 303	11 825 338
Activités gérées par le PNUD		108 102 795	42 540 000
Activités gérées par l'ONUDI		66 140 986	77 568 937
Activités gérées par la Banque mondiale		157 840 408	82 128 204
<b>Total, dépenses</b>		<b>353 453 542</b>	<b>220 091 443</b>
Excédent/(déficit)		(32 241 251)	102 945 839
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(387 025)	1 013 349
Excédent/(déficit) net		(32 628 276)	103 959 188
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs			
<b>Réserves et solde du Fonds en début d'exercice</b>		<b>578 965 697</b>	<b>475 006 509</b>
<b>Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice</b>		<b>546 337 421</b>	<b>578 965 697</b>

### État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds au 31 décembre 2001

	Référence	2001	1999
<b>Actif</b>			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	96 205 222	24 705 145
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 4.1	139 764 005	296 831 482
Autres comptes débiteurs		478 392	378 855
Billets à ordre		95 184 037	81 772 921
Avances consenties à des agents d'exécution		217 073 573	322 831 285
Charges comptabilisées d'avance		4 618	7 732
<b>Total, actif</b>		<b>548 709 847</b>	<b>726 527 420</b>
<b>Passif</b>			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	273 685	569 011
Autres comptes créditeurs		522 520	154 582
Réserve pour engagements		169 564	171 463
Recettes comptabilisées d'avance	Tableau 4.1	1 406 657	146 666 667
<b>Total, passif</b>		<b>2 372 426</b>	<b>147 561 723</b>
<b>Réserves et solde du Fonds</b>			
Réserves financières			
Excédent cumulé		546 337 421	578 965 697
<b>Total, réserves et solde du Fonds</b>		<b>546 337 421</b>	<b>578 965 697</b>
<b>Total, passif, réserves et solde du Fonds</b>		<b>548 709 847</b>	<b>726 527 420</b>

Tableau 4.1  
**Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone**

**État des contributions au 31 décembre 2001**

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions reçues des années antérieures pour 2000-2001</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Allemagne	163 822	–	28 558 204	–	28 722 026	1 406 657	–
Australie	–	–	4 208 718	–	4 080 861	–	127 857
Autriche	(15 162)	15 162	2 851 503	–	2 851 503	–	–
Azerbaïdjan	710 888	–	73 698	–	–	–	784 586
Bélarus	2 048 747	–	274 690	–	–	–	2 323 437
Belgique	1 742 768	–	3 201 224	–	4 943 992	–	–
Bulgarie	–	–	63 648	–	31 824	–	31 824
Canada	1 112 306	(456 589)	7 979 616	–	8 635 333	–	–
Danemark	–	–	1 945 786	–	1 945 786	–	–
Espagne	–	–	8 672 838	–	8 672 838	–	–
Estonie	–	–	50 248	–	50 248	–	–
États-Unis d'Amérique	10 450 622	–	76 877 947	–	65 610 293	–	21 718 276
Fédération de Russie	79 343 795	–	4 981 270	–	–	–	84 325 065
Finlande	103 927	–	1 651 740	–	1 651 740	–	103 927
France	5 075 570	–	19 595 951	–	17 363 456	–	7 308 065
Grèce	(101 763)	–	1 175 808	–	720 848	–	353 197
Hongrie	–	–	401 986	–	401 986	–	–
Irlande	385 868	–	609 011	–	994 879	–	–
Islande	–	–	107 174	–	87 170	–	20 004
Israël	482 522	–	1 155 708	–	777 966	–	860 264
Italie	31 432 913	–	9 507 191	–	39 106 502	–	1 833 602
Japon	8 103 433	2 733 500	68 615 666	–	68 615 666	–	10 836 933
Lettonie	139 131	–	80 398	–	145 626	–	73 903
Liechtenstein	–	–	20 100	–	20 100	–	–
Lituanie	279 421	–	73 698	–	14 975	–	338 144

<i>Pays</i>	<i>Contributions annoncées non versées au 1er janvier 2000</i>	<i>Ajustements au titre d'années antérieures</i>	<i>Contributions annoncées pour 2000 et 2001</i>	<i>Contributions reçues des années antérieures pour 2000-2001</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour 2000-2001 et des années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2000-2001 pour des années ultérieures</i>	<i>Contributions annoncées non versées pour 2001 et des années antérieures</i>
Luxembourg	–	–	188 436	–	188 436	–	–
Monaco	20	–	13 400	–	13 420	–	–
Norvège	–	–	1 762 560	–	1 762 560	–	–
Nouvelle-Zélande	(13 209)	–	671 896	–	658 687	–	–
Ouzbékistan	332 255	–	123 946	–	105 500	–	350 701
Pays-Bas	–	–	5 463 654	–	5 463 654	–	–
Pologne	–	–	650 425	–	416 713	–	233 712
Portugal	1 010 606	–	1 200 174	–	2 174 904	–	35 876
République tchèque	–	–	365 823	–	365 823	–	–
Royaume-Uni	(64 963)	–	16 929 826	–	16 364 826	–	500 037
Slovaquie	–	–	130 645	–	130 645	–	–
Slovénie	27	–	–	–	27	–	–
Suède	501 346	–	2 684 410	–	3 127 630	–	58 126
Suisse	443 335	–	3 745 644	–	4 188 979	–	–
Tadjikistan	65 746	–	16 750	–	5 333	–	77 163
Turkménistan	235 757	–	26 798	–	–	–	262 555
Ukraine	6 195 087	–	1 011 664	–	–	–	7 206 751
<b>Total</b>	<b>150 164 815</b>	<b>2 292 073</b>	<b>277 719 870</b>	<b>–</b>	<b>290 412 753</b>	<b>1 406 657</b>	<b>139 764 005</b>

## État V

## Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique

	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à faciliter la mise en oeuvre du programme Action 21 en Europe et à renforcer la coopération paneuropéenne dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer le Centre UNEPnet (financé par le Gouvernement norvégien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures conformes au programme Action 21 (financé par le Gouvernement suédois)</i>
<i>Référence</i>	<i>AHL</i>	<i>ANL</i>	<i>ASL</i>
<b>État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001</b>			
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires	72 000	1 230 039	
Intérêts créditeurs	33 592	1 793	6 267
Recettes accessoires			1 015
<b>Total, recettes</b>	<b>105 592</b>	<b>1 231 832</b>	<b>7 282</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		610 000	
Services contractuels	326 308	488 313	
Frais de voyage	284	439 625	
Dépenses de fonctionnement	21 596		
Achats			
Autres dépenses	70		
Dépenses d'appui aux programmes	45 264	199 932	
	État VIII		
<b>Total, dépenses</b>	<b>393 522</b>	<b>1 737 870</b>	
Excédent/(déficit)	(287 930)	(506 038)	7 282
Ajustements au titre d'exercices antérieurs			
<b>Excédent/(déficit) net</b>	<b>(287 930)</b>	<b>(506 038)</b>	<b>7 282</b>
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs			
Virements à d'autres fonds			
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	308 657	87 370	120 163
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>20 727</b>	<b>(418 668)</b>	<b>127 445</b>

	<i>Référence</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à faciliter la mise en oeuvre du programme Action 21 en Europe et à renforcer la coopération paneuropéenne dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer le Centre UNEPnet (financé par le Gouvernement norvégien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures conformes au programme Action 21 (financé par le Gouvernement suédois)</i>
		<i>AHL</i>	<i>ANL</i>	<i>ASL</i>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2001</b>				
<b>Actif</b>				
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	289 535		98 413
Soldes débiteurs interfonds	Note 6			29 032
Contributions volontaires à recevoir				
Autres comptes débiteurs				
Charges comptabilisées d'avance				
<b>Total, actif</b>		<b>289 535</b>		<b>127 445</b>
<b>Passif</b>				
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	170 001	302 523	
Autres comptes créditeurs			116 145	
Réserve pour engagements		98 807		
<b>Total, passif</b>		<b>268 808</b>	<b>418 668</b>	
<b>Réserves et soldes des fonds</b>				
Excédent accumulé		20 727	(418 668)	127 445
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>20 727</b>	<b>(418 668)</b>	<b>127 445</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>289 535</b>		<b>127 445</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter la création de centres régionaux dans le cadre de la Convention de Bâle (financé par le Gouvernement suisse)</i> BSL	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des services de consultants aux pays en développement (financé par le Gouvernement finlandais)</i> CDL	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à financer des postes d'administrateur (financé par le Gouvernement finlandais)</i> CEL	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à aider les centres internationaux de recherche agricole du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale à utiliser des systèmes d'information géographique aux fins de la recherche agricole</i> CGL	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à fournir un administrateur hors classe au PNUC (financé par le Gouvernement canadien)</i> CSL	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer le réseau de formation de niveau tertiaire à l'écologie en Asie et dans le Pacifique (NETTLAP) (financé par le Gouvernement danois)</i> DNL
		627 444		149 140	
6 797	1 010	22 898	5 673	4 355	2 132
<b>6 797</b>	<b>1 010</b>	<b>650 342</b>	<b>5 673</b>	<b>153 495</b>	<b>2 132</b>
25 026	4 750	346 715		120 182	
2 712	12 829				20 097
8 481		4 000			
49 528	15 083		(9 851)		(3 540)
2 755					
11 505	1 357	49	42 086	60	
			(1 281)	14 422	(460)
<b>100 007</b>	<b>34 019</b>	<b>392 850</b>	<b>(11 132)</b>	<b>134 664</b>	<b>16 097</b>
(93 210)	(33 009)	257 492	16 805	18 831	(13 965)
		3 689			
<b>(93 210)</b>	<b>(33 009)</b>	<b>261 181</b>	<b>16 805</b>	<b>18 831</b>	<b>(13 965)</b>
270 038	38 657	210 816	(13 168)		51 230
<b>176 828</b>	<b>5 648</b>	<b>471 997</b>	<b>3 637</b>	<b>18 831</b>	<b>37 265</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter la création de centres régionaux dans le cadre de la Convention de Bâle (financé par le Gouvernement suisse)</i> BSL	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des services de consultants aux pays en développement (financé par le Gouvernement finlandais)</i> CDL	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à financer des postes d'administrateur (financé par le Gouvernement finlandais)</i> CEL	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à aider les centres internationaux de recherche agricole du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale à utiliser des systèmes d'information géographique aux fins de la recherche agricole</i> CGL	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à fournir un administrateur hors classe au PNUE (financé par le Gouvernement canadien)</i> CSL	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à appuyer le réseau de formation de niveau tertiaire à l'écologie en Asie et dans le Pacifique (NETLAP) (financé par le Gouvernement danois)</i> DNL
69 773	8 611	466 167			60 681
96 770		19 449	3 637	18 838	
10 285				25 260	
<b>176 828</b>	<b>8 611</b>	<b>485 616</b>	<b>3 637</b>	<b>44 098</b>	<b>60 681</b>
	2 963			25 267	3 319
		13 619			20 097
	<b>2 963</b>	<b>13 619</b>		<b>25 267</b>	<b>23 416</b>
176 828	5 648	471 997	3 637	18 831	37 265
<b>176 828</b>	<b>5 648</b>	<b>471 997</b>	<b>3 637</b>	<b>18 831</b>	<b>37 265</b>
<b>176 828</b>	<b>8 611</b>	<b>485 616</b>	<b>3 637</b>	<b>44 098</b>	<b>60 681</b>

<i>Référence</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à renforcer les capacités institutionnelles et réglementaires des pays en développement africains (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de sensibilisation des pays en développement aux problèmes écologiques et de mise en place des mécanismes nécessaires (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'application du système de rémunération du Fonds pour l'environnement mondial pour financer l'exécution des projets</i>
<i>Référence</i>	<i>ELL</i>	<i>EML</i>	<i>FBL</i>
<b>État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001</b>			
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires	268 108		6 731 997
Intérêts créditeurs	4 215	9 587	322 401
Recettes accessoires			
<b>Total, recettes</b>	<b>272 323</b>	<b>9 587</b>	<b>7 054 398</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel	488 857		973 024
Services contractuels	(13 627)	30 425	76 938
Frais de voyage	4 292		118 063
Dépenses de fonctionnement	94 053		41 007
Achats	539		
Autres dépenses	(8 439)		
Dépenses d'appui aux programmes	73 523	3 956	
<b>Total, dépenses</b>	<b>639 198</b>	<b>34 381</b>	<b>1 209 032</b>
Excédent/(déficit)	(366 875)	(24 794)	5 845 366
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	(467 310)		
<b>Excédent/(déficit) net</b>	<b>(834 185)</b>	<b>(24 794)</b>	<b>5 845 366</b>
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs	(678)		
Virements à d'autres fonds			
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	641 570	219 117	1 833 637
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>(193 293)</b>	<b>194 323</b>	<b>7 679 003</b>

	<i>Référence</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à renforcer les capacités institutionnelles et réglementaires des pays en développement africains (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de sensibilisation des pays en développement aux problèmes écologiques et de mise en place des mécanismes nécessaires (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique aux fins de l'application du système de rémunération du Fonds pour l'environnement mondial pour financer l'exécution des projets</i>
		<i>ELL</i>	<i>EML</i>	<i>FBL</i>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2001</b>				
<b>Actif</b>				
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	14 856	20 381	9 344 470
Soldes débiteurs interfonds	Note 6		187 540	
Contributions volontaires à recevoir				
Autres comptes débiteurs				15 623
Charges comptabilisées d'avance				7 278
<b>Total, actif</b>		<b>14 856</b>	<b>207 921</b>	<b>9 367 371</b>
<b>Passif</b>				
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	170 218		1 601 855
Autres comptes créditeurs		36 986		7 135
Réserve pour engagements		945	13 598	79 378
<b>Total, passif</b>		<b>208 149</b>	<b>13 598</b>	<b>1 688 368</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>				
Excédent accumulé		(193 293)	194 323	7 679 003
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>(193 293)</b>	<b>194 323</b>	<b>7 679 003</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>14 856</b>	<b>207 921</b>	<b>9 367 371</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un administrateur de programme hors classe au Bureau du PNUÉ chargé du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres à La Haye (financé par le Gouvernement français)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique ayant pour objet l'organisation d'un atelier sur le transfert de technologies aux fins d'application du Protocole de Montréal, destiné aux pays africains francophones (financé par le Gouvernement français)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en oeuvre par le PNUÉ des activités financées par le Fonds pour l'environnement mondial</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des experts à la GGRID du PNUÉ (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la réalisation d'une pochette d'information vidéo indiquant comment manipuler sans danger les hydrocarbures dans le secteur de la réfrigération ménagère et commerciale à petite échelle (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique à l'appui du Bureau de coordination du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>
FGL	FML	GFL	GIL	GML	GNL
300 961		78 343 506	45 000		1 179 263
3 541	297	2 248 136	4 811	5 108	15 167
		(10)			
<b>304 502</b>	<b>297</b>	<b>80 591 632</b>	<b>49 811</b>	<b>5 108</b>	<b>1 194 430</b>
209 205		9 051 409	112 089	31 427	947 068
		15 351 586		56 899	286 559
13 676		2 119 564		344	1 361
		8 212 261		30 243	72 516
		2 039 638		232	
		282 095			35
26 746			13 451	15 488	169 975
<b>249 627</b>		<b>37 056 553</b>	<b>125 530</b>	<b>134 633</b>	<b>1 477 514</b>
54 875	297	43 535 968	(75 728)	(129 525)	(283 084)
		(127 765)	3 619		
<b>54 875</b>	<b>297</b>	<b>43 407 314</b>	<b>(72 109)</b>	<b>(129 525)</b>	<b>(283 084)</b>
		(116 205)			
87 396	8 714	2 482 959	93 484	162 377	180 490
<b>142 271</b>	<b>9 011</b>	<b>45 774 068</b>	<b>21 375</b>	<b>32 852</b>	<b>(102 594)</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un administrateur de programme hors classe au Bureau du PNUÉ chargé du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres à La Haye (financé par le Gouvernement français)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique ayant pour objet l'organisation d'un atelier sur le transfert de technologies aux fins d'application du Protocole de Montréal, destiné aux pays africains francophones (financé par le Gouvernement français)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en oeuvre par le PNUÉ des activités financées par le Fonds pour l'environnement mondial</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à fournir des experts à la GGRID du PNUÉ (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la réalisation d'une pochette d'information vidéo indiquant comment manipuler sans danger les hydrocarbures dans le secteur de la réfrigération ménagère et commerciale à petite échelle (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique à l'appui du Bureau de coordination du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>
FGL	FML	GFL	GIL	GML	GNL
	152	43 867 270	59 813	76 794	
153 568	8 859				43 707
		14 483 061		25 421	
		11 705			
<b>153 568</b>	<b>9 011</b>	<b>58 362 036</b>	<b>59 813</b>	<b>102 215</b>	<b>43 707</b>
		5 857 107	38 438	62 061	
		1 264 532			
11 297		5 466 329		7 302	146 301
<b>11 297</b>		<b>12 587 968</b>	<b>38 438</b>	<b>69 363</b>	<b>146 301</b>
142 271	9 011	45 774 068	21 375	32 852	(102 594)
<b>142 271</b>	<b>9 011</b>	<b>45 774 068</b>	<b>21 375</b>	<b>32 852</b>	<b>(102 594)</b>
<b>153 568</b>	<b>9 011</b>	<b>58 362 036</b>	<b>59 813</b>	<b>102 215</b>	<b>43 707</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider le PNUE à exécuter des projets pilotes et des projets de développement des capacités dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un appui aux projets mondiaux relatifs aux eaux internationales (financé par le Gouvernement finlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique à l'appui des réunions du Comité de haut niveau du PNUE composé de ministres et de dirigeants (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>
<i>Référence</i>	<i>ESL</i>	<i>ETL</i>	<i>FIL</i>
<b>État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001</b>			
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires	89 253	615 776	
Intérêts créditeurs	6 259	43 469	15 197
Recettes accessoires			
<b>Total, recettes</b>	<b>95 512</b>	<b>659 245</b>	<b>15 197</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel	17 000	94 336	
Services contractuels	37 000	137 547	
Frais de voyage	10 000	43 745	
Dépenses de fonctionnement	40 000	27 255	62 862
Achats			
Autres dépenses			(734)
Dépenses d'appui aux programmes	13 520	39 375	8 077
<b>Total, dépenses</b>	<b>117 520</b>	<b>342 258</b>	<b>70 205</b>
Excédent/(déficit)	(22 008)	316 987	(55 008)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs			
<b>Excédent/(déficit) net</b>	<b>(22 008)</b>	<b>316 987</b>	<b>(55 008)</b>
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs			
Virement à d'autres fonds			
<b>Réserves et soldes des fonds en début d'exercice</b>	<b>30 669</b>	<b>342 707</b>	<b>172 414</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique</i>	<i>Référence</i>	<i>ESL</i>	<i>ETL</i>	<i>FIL</i>
<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider le PNUE à exécuter des projets pilotes et des projets de développement des capacités dans le domaine de l'environnement (financé par le Gouvernement allemand)</i>				
<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un appui aux projets mondiaux relatifs aux eaux internationales (financé par le Gouvernement finlandais)</i>				
<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique à l'appui des réunions du Comité de haut niveau du PNUE composé de ministres et de dirigeants (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>				
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>		<b>8 661</b>	<b>659 694</b>	<b>117 406</b>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2001</b>				
<b>Actif</b>				
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4		540 536	118 398
Soldes débiteurs interfonds	Note 6		126 656	
Contributions volontaires à recevoir				
Autres comptes débiteurs		129 800		
Charges comptabilisées d'avance				
<b>Total, actif</b>		<b>129 800</b>	<b>667 192</b>	<b>118 398</b>
<b>Passif</b>				
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	17 140		992
Autres comptes créditeurs				
Réserve pour engagements		103 999	7 498	
<b>Total, passif</b>		<b>121 139</b>	<b>7 498</b>	<b>992</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>				
Excédent accumulé		8 661	659 694	117 406
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>8 661</b>	<b>659 694</b>	<b>117 406</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>129 800</b>	<b>667 192</b>	<b>118 398</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter l'application dans les pays en développement du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (financé par le Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour INFOTERRA (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en place du Centre international d'écotechnologie au Japon</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à des travaux sur les problèmes d'environnement (financé par le Gouvernement japonais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à renforcer et coordonner la mise en oeuvre du Plan d'étude, d'évaluation et de réparation des conséquences des dégâts écologiques résultant du conflit entre le Koweït et l'Iraq</i>	
GPL	HLL	IGL	KAL	LAL	MCL
6 843 638 1 033 834 22 000	19 584	1 617	4 111 000 273 707	18 479	3 399
<b>7 899 472</b>	<b>19 584</b>	<b>1 617</b>	<b>4 384 707</b>	<b>18 479</b>	<b>3 399</b>
4 514 799 3 252 597 921 627 2 926 203 561 727 391 497 1 627 125	182 400 11 960 28 637 53 665 5 719 36 710	24 762 3 219	2 111 588 926 872 327 242 378 588 4 408 112 670 489 198	(2 273) (295)	
<b>14 195 575</b>	<b>319 091</b>	<b>27 981</b>	<b>4 350 566</b>	<b>(2 568)</b>	
(6 296 103)	(299 507)	(26 364)	34 141	21 047	3 399
(1 969)	(17 513)		(111 472)		
<b>(6 298 072)</b>	<b>(317 020)</b>	<b>(26 364)</b>	<b>(77 331)</b>	<b>21 047</b>	<b>3 399</b>
<b>10 673 770</b>	<b>239 995</b>	<b>25 088</b>	<b>3 906 713</b>	<b>382 440</b>	<b>76 327</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour l'exécution des activités du Fonds multilatéral</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter l'application dans les pays en développement du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (financé par le Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour INFOTERRA (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en place du Centre international d'écotechnologie au Japon</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à des travaux sur les problèmes d'environnement (financé par le Gouvernement japonais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique destiné à renforcer et coordonner la mise en oeuvre du Plan d'étude, d'évaluation et de réparation des conséquences des dégâts écologiques résultant du conflit entre le Koweït et l'Iraq</i>
GPL	HLL	IGL	KAL	LAL	MCL
<b>4 375 698</b>	<b>(77 025)</b>	<b>(1 276)</b>	<b>3 828 316</b>	<b>403 487</b>	<b>79 726</b>
9 494 041	63 438		4 974 634	41 226	81 354
				381 438	
1 834 494 9 975	106		366 913 17		
<b>11 338 510</b>	<b>63 544</b>		<b>5 341 564</b>	<b>422 664</b>	<b>81 354</b>
3 513 818 831 152	134 293	1 276	818 074 272 174		1 628
2 617 842	6 276		423 000	19 177	
<b>6 962 812</b>	<b>140 569</b>	<b>1 276</b>	<b>1 513 248</b>	<b>19 177</b>	<b>1 628</b>
4 375 698	(77 025)	(1 276)	3 828 316	403 487	79 726
<b>4 375 698</b>	<b>(77 025)</b>	<b>(1 276)</b>	<b>3 828 316</b>	<b>403 487</b>	<b>79 726</b>
<b>11 338 510</b>	<b>63 544</b>		<b>5 341 564</b>	<b>422 664</b>	<b>81 354</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUÉ pour la coopération technique</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements dans des modes de production moins polluants dans les pays en développement (financé par le Gouvernement norvégien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à promouvoir la coopération et l'assistance technique dans le domaine de la gestion des industries, de l'environnement et des matières premières (financé par le Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs au Secrétariat de l'ozone (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>
<i>Référence</i>			
<b>État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2001 clos le 31 décembre 2001</b>			
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires	1 967 187		107 200
Intérêts créditeurs	186 827	4 937	602
Recettes accessoires			
<b>Total, recettes</b>	<b>2 154 014</b>	<b>4 937</b>	<b>107 802</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel	403 097	9 014	119 672
Services contractuels	1 505 587	(11 749)	
Frais de voyage	102 520	5 190	4 518
Dépenses de fonctionnement	128 899	4 394	
Achats	31 701		
Autres dépenses	20		
Dépenses d'appui aux programmes	282 334	890	14 903
	État VIII		
<b>Total, dépenses</b>	<b>2 454 158</b>	<b>7 739</b>	<b>139 093</b>
Excédent/(déficit)	(300 144)	(2 802)	(31 291)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs			
<b>Excédent/(déficit) net</b>	<b>(300 144)</b>	<b>(2 802)</b>	<b>(31 291)</b>
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs			
Virement à d'autres fonds			
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	1 872 339	72 404	(18 239)

<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUE pour la coopération technique</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à encourager les investissements dans des modes de production moins polluants dans les pays en développement (financé par le Gouvernement norvégien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à promouvoir la coopération et l'assistance technique dans le domaine de la gestion des industries, de l'environnement et des matières premières (financé par le Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs au Secrétariat de l'ozone (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>
<i>Référence</i>			
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>1 572 195</b>	<b>69 602</b>	<b>(49 530)</b>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2001</b>			
<b>Actif</b>			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	73 340	
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	1 955 250	
Contributions volontaires à recevoir			
Autres comptes débiteurs		1 157,00	
Charges comptabilisées d'avance			
<b>Total, actif</b>		<b>1 956 407</b>	<b>73 340</b>
<b>Passif</b>			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	2 405	49 530
Autres comptes créditeurs		67 034	
Réserve pour engagements		317 178	1 333
<b>Total, passif</b>		<b>384 212</b>	<b>3 738</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>			
Excédent accumulé		1 572 195	69 602
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>1 572 195</b>	<b>69 602</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>1 956 407</b>	<b>73 340</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour aider le Directeur exécutif du PNUE à mettre en oeuvre la réforme du personnel au secrétariat du Programme (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter les réunions des sous-comités ou groupes de travail concernés par la réforme programmatique et administrative du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour le détachement d'un administrateur hors classe du PNUE au Groupe intergouvernemental sur les forêts (Commission du développement durable) (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour le partenariat stratégique PNUE/FEM</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un assistant exécutif au Directeur exécutif (financé par le Gouvernement du Royaume-Uni)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en place de l'équipe spéciale de renforcement des capacités PNUE/CNUCED sur les activités en matière de commerce, d'environnement et de développement</i>
		182 483	1 360 000	228 769	541 139
113 975	132 755	13 386	49 777	10 834	20 669
<b>113 975</b>	<b>132 755</b>	<b>195 869</b>	<b>1 409 777</b>	<b>239 603</b>	<b>561 808</b>
643 993	53 775	318 106	395 017	146 496	
	153 000		471 658		90 000
		5 466	54 205		
	30 485		107 009		
			(2 966)		
83 719	30 844	38 829		17 580	40
<b>727 712</b>	<b>268 104</b>	<b>362 401</b>	<b>1 024 923</b>	<b>164 076</b>	<b>101 740</b>
(613 737)	(135 349)	(166 532)	384 854	75 527	460 068
		(18 391)			
<b>(613 737)</b>	<b>(135 349)</b>	<b>(184 923)</b>	<b>384 854</b>	<b>75 527</b>	<b>460 068</b>
928 575	898 172	38 493		2 772	

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour aider le Directeur exécutif du PNUE à mettre en oeuvre la réforme du personnel au secrétariat du Programme (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à faciliter les réunions des sous-comités ou groupes de travail concernés par la réforme programmatique et administrative du PNUE (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour le détachement d'un administrateur hors classe du PNUE au Groupe intergouvernemental sur les forêts (Commission du développement durable) (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour le partenariat stratégique PNUE/FEM</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'un assistant exécutif au Directeur exécutif (financé par le Gouvernement du Royaume-Uni)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la mise en place de l'équipe spéciale de renforcement des capacités PNUE/CNUCED sur les activités en matière de commerce, d'environnement et de développement</i>
<b>314 838</b>	<b>762 823</b>	<b>(146 430)</b>	<b>384 854</b>	<b>78 299</b>	<b>460 068</b>
355 678	1 055 924			49 290	346 427
			418 621	33 961	45 540
			580	318	128 100
<b>355 678</b>	<b>1 055 924</b>		<b>419 201</b>	<b>83 569</b>	<b>520 067</b>
29 075	293 101	129 019			
			33 808		
11 765		17 411	539	5 270	59 999
<b>40 840</b>	<b>293 101</b>	<b>146 430</b>	<b>34 347</b>	<b>5 270</b>	<b>59 999</b>
314 838	762 823	(146 430)	384 854	78 299	460 068
<b>314 838</b>	<b>762 823</b>	<b>(146 430)</b>	<b>384 854</b>	<b>78 299</b>	<b>460 068</b>
<b>355 678</b>	<b>1 055 924</b>		<b>419 201</b>	<b>83 569</b>	<b>520 067</b>

Fonds d'affectation spéciale du PNUÉ pour la coopération technique	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures pour protéger la couche d'ozone dans le cadre de la Convention de Vienne et du Protocole de Montréal (financé par le Gouvernement finlandais)	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à la fourniture d'un ingénieur des mines (financé par la Chambre des mines sud-africaine)	Activités diverses du PNUÉ au titre de projets	Fonds d'affectation spéciale du PNUÉ pour la coopération technique	
				2001	1999
Référence				Total	
<b>État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2002-2001 clos le 31 décembre 2001</b>					
<b>Recettes</b>					
Contributions volontaires	225 430			105 219 333	55 604 855
Intérêts créditeurs	33 131	1 365	1 632	4 683 215	3 634 291
Recettes accessoires				23 005	13 956
<b>Total, recettes</b>	<b>258 561</b>	<b>1 365</b>	<b>1 632</b>	<b>109 925 553</b>	<b>59 253 102</b>
<b>Dépenses</b>					
Traitements et autres dépenses		719	(1 624)	21 928 139	15 203 134
Services contractuels	18 226			23 256 499	17 673 382
Frais de voyage	14 423			4 227 263	3 037 445
Dépenses de fonctionnement	29 334			12 309 317	11 982 221
Achats				2 638 034	1 332 178
Autres dépenses	3 154			786 236	1 849 504
Dépenses d'appui aux programmes	État VIII 8 461	86	(195)	3 322 044	3 069 424
<b>Total, dépenses</b>	<b>73 598</b>	<b>805</b>	<b>(1 819)</b>	<b>68 467 532</b>	<b>54 147 288</b>
Excédent/(déficit)	184 963	560	3 451	41 458 021	5 105 814
Ajustements au titre d'exercices antérieurs			(18 024)	(755 136)	(820 200)
<b>Excédent/(déficit) net</b>	<b>184 963</b>	<b>560</b>	<b>(14 573)</b>	<b>40 702 885</b>	<b>4 285 614</b>
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs				(117 949)	
Virement à d'autres fonds			(392 776)	(392 776)	
<b>Réserves et soldes des fonds en début d'exercice</b>	<b>434 629</b>	<b>20 239</b>	<b>407 739</b>	<b>27 290 753</b>	<b>23 005 139</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale du PNUÉ pour la coopération technique</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à aider les pays en développement à prendre des mesures pour protéger la couche d'ozone dans le cadre de la Convention de Vienne et du Protocole de Montréal (financé par le Gouvernement finlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique visant à la fourniture d'un ingénieur des mines (financé par la Chambre des mines sud-africaine)</i>	<i>Activités diverses du PNUÉ au titre de projets</i>	<b>Fonds d'affectation spéciale du PNUÉ pour la coopération technique</b>	
				<b>Total</b>	<b>Total</b>
<i>Référence</i>				<b>2001</b>	<b>1999</b>
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>				<b>67 482 913</b>	<b>27 290 753</b>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2001</b>					
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4			<b>72 257 818</b>	<b>24 258 314</b>
Solde débiteurs interfonds	Note 6			<b>3 522 909</b>	<b>658 824</b>
Contributions volontaires à recevoir					<b>2 437 310</b>
Autres comptes débiteurs				<b>17 021 118</b>	<b>11 107 944</b>
Charges comptabilisées d'avance				<b>28 975</b>	<b>66 358</b>
<b>Total, actif</b>				<b>92 830 820</b>	<b>38 528 750</b>
<b>Passif</b>					
Soldes créditeurs interfonds	Note 6			<b>13 220 554</b>	<b>4 142 166</b>
Autres comptes créditeurs				<b>2 654 233</b>	<b>1 888 291</b>
Réserve pour engagements				<b>9 473 120</b>	<b>5 207 540</b>
<b>Total, passif</b>				<b>25 347 907</b>	<b>11 237 997</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>					
Excédent accumulé				<b>67 482 913</b>	<b>27 290 753</b>
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>				<b>67 482 913</b>	<b>27 290 753</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>				<b>92 830 820</b>	<b>38 528 750</b>

## État VI

## Autres fonds d'affectation spéciale du PNUE – Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires

	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement autrichien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement belge)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par les gouvernements des pays nordiques, par l'intermédiaire du Gouvernement suédois)</i>
<i>Référence</i>	<i>TAL</i>	<i>TBL</i>	<i>TCL</i>
<b>État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001</b>			
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires		289 178	110 953
Intérêts créditeurs	3 178	5 665	14 125
Recettes accessoires			
<b>Total, recettes</b>	<b>3 178</b>	<b>294 843</b>	<b>125 078</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		145 225	212 670
Frais de voyage		5 733	
Achats	356		
Autres dépenses			
Dépenses d'appui aux programmes	État VIII	18 115	25 520
<b>Total, dépenses</b>	<b>356</b>	<b>169 073</b>	<b>238 190</b>
Excédent/(déficit)	2 822	125 770	(113 112)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	356	4 036	
<b>Excédent/(déficit) net</b>	<b>3 178</b>	<b>129 806</b>	<b>(113 112)</b>
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs			
Virements à d'autres fonds			173 801
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	73 962	160 612	
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>77 160</b>	<b>290 418</b>	<b>60 689</b>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2001</b>			
<b>Actif</b>			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4		31 122

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement autrichien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement belge)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par les gouvernements des pays nordiques, par l'intermédiaire du Gouvernement suédois)</i>
	<i>Référence</i>	<i>TAL</i>	<i>TBL</i>	<i>TCL</i>
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	2 822	298 986	29 844
Autres comptes débiteurs				
Charges comptabilisées d'avance				
<b>Total, actif</b>		<b>2 822</b>	<b>298 986</b>	<b>60 966</b>
<b>Passif</b>				
Soldes créditeurs interfonds	Note 6			
Autres comptes créditeurs				
Autres éléments de passif				
Réserve pour engagements		(74 338)	8 568	277
<b>Total, passif</b>		<b>(74 338)</b>	<b>8 568</b>	<b>277</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>				
Excédent accumulé		77 160	290 418	60 689
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>77 160</b>	<b>290 418</b>	<b>60 689</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>2 822</b>	<b>298 986</b>	<b>60 966</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (accord entre le Danemark et le PNUE)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement italien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement japonais)</i>
<i>TDL</i>	<i>TEL</i>	<i>TGL</i>	<i>THL</i>	<i>TIL</i>	<i>TJL</i>
873 135	129 783	473 642	343 307	260 799	1 159 130
67 226	2 709	27 855	72 750	10 104	78 556
			398	124	
<b>940 361</b>	<b>132 492</b>	<b>501 497</b>	<b>416 455</b>	<b>271 027</b>	<b>1 237 686</b>
636 731	133 405	330 995	1 444 232	310 026	509 157
24 475		1 683	39 787	7 966	9 594
		505		96	
79 345	16 009	39 922	178 082	38 159	62 250
<b>740 551</b>	<b>149 414</b>	<b>373 105</b>	<b>1 602 101</b>	<b>356 247</b>	<b>581 001</b>
199 810	(16 922)	128 392	(1 245 646)	(85 220)	656 685
(20 343)	(3 179)	(6 407)	2 212		4 817
<b>179 467</b>	<b>(20 101)</b>	<b>121 985</b>	<b>(1 243 434)</b>	<b>(85 220)</b>	<b>661 502</b>
564 717	(18 044)	218 820	1 315 598	75 918	680 058
<b>744 184</b>	<b>(38 145)</b>	<b>340 805</b>	<b>72 164</b>	<b>(9 302)</b>	<b>1 341 560</b>
714 352		422 277			1 642 311

<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (accord entre le Danemark et le PNUE)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs et d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement allemand)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement néerlandais)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement italien)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement japonais)</i>
<i>TDL</i>	<i>TEL</i>	<i>TGL</i>	<i>THL</i>	<i>TIL</i>	<i>TJL</i>
44 131			116 693	6 345	
13 997		606	1 240		1 293
<b>772 480</b>		<b>422 883</b>	<b>117 933</b>	<b>6 345</b>	<b>1 643 604</b>
	38 145	53 115			219 012
4 392		28 175 (13 749)	2 817	2 889	35 381
23 904		14 537	42 952	12 758	47 651
<b>28 296</b>	<b>38 145</b>	<b>82 078</b>	<b>45 769</b>	<b>15 647</b>	<b>302 044</b>
744 184	(38 145)	340 805	72 164	(9 302)	1 341 560
<b>744 184</b>	<b>(38 145)</b>	<b>340 805</b>	<b>72 164</b>	<b>(9 302)</b>	<b>1 341 560</b>
<b>772 480</b>		<b>422 883</b>	<b>117 933</b>	<b>6 345</b>	<b>1 643 604</b>

	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement de la République de Corée)</i>	<i>Fonds d'affectation péciale à des fins déterminée pour la fourniture d'administrateur auxiliaires (accord entre le Gouvernement norvégien et le PNUE)</i>
<i>Référence</i>	<i>TKL</i>	<i>TNL</i>
<b>État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001</b>		
<b>Recettes</b>		
Contributions volontaires	332 785	358 435
Intérêts créditeurs	7 652	15 997
Recettes accessoires		
<b>Total, recettes</b>	<b>340 437</b>	<b>374 432</b>
<b>Dépenses</b>		
Traitements et autres dépenses de personnel	258 204	237 866
Frais de voyage		2 832
Achats		
Autres dépenses		20
Dépenses d'appui aux programmes	30 984	28 884
	État VIII	
<b>Total, dépenses</b>	<b>289 188</b>	<b>269 602</b>
Excédent/(déficit)	51 249	104 830
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	3 686	5 077
<b>Excédent/(déficit) net</b>	<b>54 935</b>	<b>109 907</b>
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs		
Virements à d'autres fonds	130 247	
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice		3 942
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>185 182</b>	<b>113 849</b>
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2001</b>		
<b>Actif</b>		
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	196 453

		<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement de la République de Corée)</i>	<i>Fonds d'affectation péciale à des fins déterminée pour la fourniture d'administrateur auxiliaires (accord entre le Gouvernement norvégien et le PNUE)</i>
	<i>Référence</i>	<i>TKL</i>	<i>TNL</i>
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	179 169	
Autres comptes débiteurs		3 006	9 507
Charges comptabilisées d'avance		3 007	9 507
<b>Total, actif</b>		<b>185 182</b>	<b>205 960</b>
<b>Passif</b>			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6		30 944
Autres comptes créditeurs			31 097
Autres éléments de passif			
Réserve pour engagements			30 070
<b>Total, passif</b>			<b>92 111</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>			
Excédent accumulé		185 182	113 849
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>185 182</b>	<b>113 849</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>185 182</b>	<b>205 960</b>

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement français)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement australien)</i>	<b>Autres fonds d'affectation spéciale du PNUE – Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires</b>	
<i>TRL</i>	<i>TSL</i>	<i>TX</i>	<b>Total</b>	
			<i>2001</i>	<i>1999</i>
	534 507		4 865 654	4 585 171
5 507	10 802	683	322 809	174 270
			522	161
<b>5 507</b>	<b>545 309</b>	<b>683</b>	<b>5 188 985</b>	<b>4 750 502</b>
	213 845		4 432 457	2 934 756
	8 875		100 945	105 129
			356	
180	180		981	(85)
	26 738		544 008	364 754
<b>180</b>	<b>249 739</b>		<b>5 078 747</b>	<b>3 404 554</b>
5 327	295 570	683	110 238	1 355 048
	23 375	(60 628)	(46 998)	(40 939)
<b>5 327</b>	<b>318 945</b>	<b>(59 945)</b>	<b>63 240</b>	<b>1 314 109</b>
			304 048	
107 024	(104 975)	59 945	3 137 597	1 823 488
<b>112 351</b>	<b>213 970</b>		<b>3 504 885</b>	<b>3 137 507</b>
8 808			3 015 323	3 815 313

<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement français)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement suédois)</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique pour la fourniture d'administrateurs auxiliaires (financé par le Gouvernement australien)</i>	<b>Autres fonds d'affectation spéciale du PNUE – Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires Total</b>	
<i>TRL</i>	<i>TSL</i>	<i>TX</i>	<i>2001</i>	<i>1999</i>
103 543	229 102		1 010 635	41 501
			29 649	99 385
			3 007	
<b>112 351</b>	<b>229 102</b>		<b>4 058 614</b>	<b>3 956 199</b>
			341 216	548 642
			104 751	175 361
			(88 087)	
	15 132		195 849	94 599
	<b>15 132</b>		<b>553 729</b>	<b>818 602</b>
112 351	213 970		3 504 885	3 137 597
<b>112 351</b>	<b>213 970</b>		<b>3 504 885</b>	<b>3 137 597</b>
<b>112 351</b>	<b>229 102</b>		<b>4 058 614</b>	<b>3 956 199</b>

## État VII

**Prix Sasakawa du PNUE pour l'environnement****État des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2001</i>	<i>1999</i>
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires		542 700	490 000
Intérêts créditeurs		199 110	131 712
<b>Total, recettes</b>		<b>741 810</b>	<b>621 712</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		5 000	7 159
Services contractuels		40 349	
Frais de voyage		18 005	25 763
Dépenses de fonctionnement		330 651	117 798
Achats		6 916	
Autres dépenses		23 759	7 272
Dépenses d'appui aux programmes	État VIII	29 204	46 539
Prix attribués		200 000	400 000
<b>Total, dépenses</b>		<b>653 884</b>	<b>604 531</b>
Excédent/(déficit)		87 926	17 181
Ajustements au titre d'exercices antérieurs			(19 619)
<b>Excédent/(déficit) net</b>		<b>87 926</b>	<b>(2 438)</b>
Virement au Fonds de dotation – ajustements au titre d'exercices antérieurs			(1 436 185)
Virement au Fonds de dotation – exercice considéré		(29 620)	(39 514)
<b>Excédent/(déficit)</b>		<b>58 306</b>	<b>(1 478 137)</b>
Réserve et solde du Fonds en début d'exercice		(8 312)	1 469 825
<b>Réserve et solde du Fonds en fin d'exercice</b>		<b>49 994</b>	<b>(8 312)</b>
<b>Fonds de dotation – en début d'exercice</b>		<b>1 475 699</b>	
<b>Fonds de dotation – en fin d'exercice</b>		<b>1 505 319</b>	<b>1 475 699</b>
<b>État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds au 31 décembre 2001</b>			
<b>Actif</b>			
Encaisse et dépôts à terme		1 772 594	1 516 435
Contributions volontaires à recevoir			33 829
Autres comptes débiteurs		1 980	
Charges comptabilisées d'avance			
<b>Total, actif</b>		<b>1 774 574</b>	<b>1 550 264</b>

	<i>Référence</i>	<i>2001</i>	<i>1999</i>
<b>Passif</b>			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6	80 478	33 026
Autres comptes créditeurs		2 638	5 902
Réserve pour engagements		136 145	43 949
<b>Total, passif</b>		<b>219 261</b>	<b>82 877</b>
<b>Réserves et solde du Fonds</b>			
Fonds de dotation		1 505 319	1 475 699
Excédent/(déficit) accumulé		49 994	(8 312)
<b>Total, réserves et solde du Fonds</b>		<b>1 555 313</b>	<b>1 467 387</b>
<b>Total, passif, réserves et solde du Fonds</b>		<b>1 774 574</b>	<b>1 550 264</b>

## État VIII

**Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes****État des recettes et des dépenses et des variations des réserves  
et du solde du Fonds pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2001**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2001</i>	<i>1999</i>
<b>Recettes</b>			
Intérêts créditeurs		368 863	500 566
Recettes au titre de l'appui aux programmes			
Fonds généraux d'affectation spéciale du PNUÉ	État III	8 689 709	7 130 433
Fonds multilatéral	État IV	376 170	300 026
Fonds d'affectation spéciale du PNUÉ pour la coopération technique	État V	3 322 044	3 069 424
Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires du PNUÉ	État VI	544 008	364 754
Prix Sasakawa du PNUÉ pour l'environnement	État VII	29 204	46 539
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux		503 300	
Contributions de contrepartie	État IX	376 229	23 041
Recettes accessoires		52 154	
<b>Total, recettes</b>		<b>14 261 681</b>	<b>11 434 783</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		14 260 336	10 646 713
Services contractuels		1 375 584	297 323
Frais de voyage		354 857	364 577
Dépenses de fonctionnement		376 751	318 263
Achats		10 125	716 911
<b>Total, dépenses</b>		<b>16 377 702</b>	<b>12 343 787</b>
Excédent/(déficit)		(2 116 021)	(909 004)
Virement à la réserve opérationnelle ou prélèvement sur la réserve		500 000	(2 500 000)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(69 424)	(88 419)
Excédent/(déficit) net		<b>(1 685 445)</b>	<b>(3 497 423)</b>
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs		835 475	57 402
Réserve et solde du Fonds en début d'exercice		<b>2 508 905</b>	<b>5 948 926</b>
Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice		<b>1 658 935</b>	<b>2 508 905</b>

	<i>Référence</i>	<i>2001</i>	<i>1999</i>
<b>État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds au 31 décembre 2001</b>			
<b>Actif</b>			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	1 702 234	5 052 642
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	2 510 042	
Autres comptes débiteurs		3 234	3 148 287
Charges comptabilisées d'avance		3 234	
<b>Total, actif</b>		<b>4 218 744</b>	<b>8 200 929</b>
<b>Passif</b>			
Soldes créditeurs interfonds	Note 6		1 014 818
Autres comptes créditeurs		107 936	1 221 595
Réserve pour engagements		451 873	955 611
<b>Total, passif</b>		<b>559 809</b>	<b>3 192 024</b>
<b>Réserves et solde du Fonds</b>			
Réserve opérationnelle		2 000 000	2 500 000
Excédent accumulé		1 658 935	2 508 905
<b>Total, réserves et solde du Fonds</b>		<b>3 658 935</b>	<b>5 008 905</b>
<b>Total, passif, réserves et solde du Fonds</b>		<b>4 218 744</b>	<b>8 200 929</b>

État IX  
Contributions de contrepartie

(En dollars des États-Unis)

	<i>Contributions de contrepartie à l'appui des Fonds pour l'environnement</i>	<i>Appui au Plan d'action pour la région de l'Afrique de l'Est</i>	<i>Appui au Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes</i>	<i>Appui au Plan d'action pour les mers de la région de l'Asie de l'Est</i>	<i>Appui au Secrétariat EUROBATS</i>	<i>Appui au Fonds pour l'environnement mondial</i>	<i>Appui au Plan d'action pour la Méditerranée</i>
<i>Référence</i>	<i>CPL</i>	<i>QAW</i>	<i>QCL</i>	<i>QEL</i>	<i>QFL</i>	<i>QGL</i>	<i>QML</i>
<b>État cumulé des recettes et des dépenses et des variations des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001</b>							
<b>Recettes</b>							
Contributions volontaires	19 244 609	215 000	414 292	215 000		1 326 417	1 180 208
Intérêts créditeurs	83 102	5 389	18 031	6 320		53 089	64 021
Recettes accessoires	283 133						
<b>Total, recettes</b>	<b>19 610 844</b>	<b>220 389</b>	<b>432 323</b>	<b>221 320</b>		<b>1 379 506</b>	<b>1 244 229</b>
<b>Dépenses</b>							
Traitements et autres dépenses de personnel	3 891 612						91 488
Services contractuels	6 276 452			48 118		184 284	886 438
Frais de voyage	388 598			16 300			43 602
Dépenses de fonctionnement	3 931 076		203 954	47 205	3 821	95 468	244 356
Achats	256 768						
Bourses, subventions et contributions	45 032						
Dépenses diverses	(24 245)						25
Dépenses d'appui aux programmes	État VIII 132 184		26 514	14 511	497		75 316
<b>Total, dépenses</b>	<b>14 897 477</b>		<b>230 468</b>	<b>126 134</b>	<b>4 318</b>	<b>279 752</b>	<b>1 341 225</b>
Excédent/(déficit)	4 713 367	220 389	201 855	95 186	(4 318)	1 099 754	(96 996)
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	(630 154)						59 417
<b>Excédents/(déficit) net</b>	<b>4 083 213</b>	<b>220 389</b>	<b>201 855</b>	<b>95 186</b>	<b>(4 318)</b>	<b>1 099 754</b>	<b>(37 579)</b>

		<i>Contributions de contrepartie à l'appui des activités du Fonds pour l'environnement</i>	<i>Appui au Plan d'action pour la région de l'Afrique de l'Est</i>	<i>Appui au Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes</i>	<i>Appui au Plan d'action pour les mers de la région de l'Asie de l'Est</i>	<i>Appui au Secrétariat EUROBATS</i>	<i>Appui au Fonds pour l'environnement mondial</i>	<i>Appui au Plan d'action pour la Méditerranée</i>
<i>Référence</i>	<i>CPL</i>	<i>QAW</i>	<i>QCL</i>	<i>QEL</i>	<i>QFL</i>	<i>QGL</i>	<i>QML</i>	
Économies (montant provisoire) résultant de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs	47 070							100
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	9 049 051		24 795	573				93 070
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>13 179 334</b>	<b>220 389</b>	<b>226 650</b>	<b>95 759</b>	<b>(4 318)</b>	<b>1 099 754</b>	<b>55 591</b>	
<b>État cumulé de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2001</b>								
<b>Actif</b>								
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	12 364 663	113 047		114 551		1 176 987	
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	387 004	107 342	231 377				155 526
Contributions volontaires à recevoir		895 760						
Autres comptes débiteurs		2 957 519						
Charges comptabilisées d'avance								
<b>Total, actif</b>		<b>16 604 946</b>	<b>220 389</b>	<b>231 377</b>	<b>114 551</b>		<b>1 176 987</b>	<b>155 526</b>
<b>Passif</b>								
Soldes créditeurs interfonds	Note 6				2 951	4 163	15 963	
Autres comptes créditeurs		600 010						5 800
Autres éléments de passif		(27 913)						
Réserve pour engagements		2 853 515		4 727	15 841	155	61 270	94 135
<b>Total, passif</b>		<b>3 425 612</b>		<b>4 727</b>	<b>18 792</b>	<b>4 318</b>	<b>77 233</b>	<b>99 935</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>								
Excédent accumulé		13 179 334	220 389	226 650	95 759	(4 318)	1 099 754	55 591
<b>Total, réserves et soldes des fonds</b>		<b>13 179 334</b>	<b>220 389</b>	<b>226 650</b>	<b>95 759</b>	<b>(4 318)</b>	<b>1 099 754</b>	<b>55 591</b>
<b>Total, passif, réserves et soldes des fonds</b>		<b>16 604 946</b>	<b>220 389</b>	<b>231 377</b>	<b>114 551</b>		<b>1 176 987</b>	<b>155 526</b>

<i>Appui au Plan d'action pour le Pacifique Nord- Ouest</i>	<i>Appui aux activités du Secrétariat du Protocole de Montréal (ozone)</i>	<i>Appui à la Convention de Bâle</i>	<i>Appui à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique- Eurasie</i>	<i>Appui aux activités entreprises dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction</i>	<i>Appui au Secrétariat ASCOBANS</i>	<i>Appui à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage</i>	<i>PNUE – contribution des contreparties</i>	
<i>QNL</i>	<i>QOL</i>	<i>QRL</i>	<i>QSL</i>	<i>QTL</i>	<i>QVL</i>	<i>QWL</i>	<b>Total</b>	<b>Total</b>
							<b>2001</b>	<b>1999</b>
16 311	580 531		94 459	1 251 333		213 585	<b>24 751 745</b>	<b>14 837 344</b>
45	28 632	15 967	11	53 217		3 177	<b>331 001</b>	<b>77 764</b>
				59 488			<b>342 621</b>	<b>1 614</b>
<b>16 356</b>	<b>609 163</b>	<b>15 967</b>	<b>94 470</b>	<b>1 364 038</b>		<b>216 762</b>	<b>25 425 367</b>	<b>14 916 722</b>
	260 599			192 124		11 834	<b>4 447 657</b>	<b>4 770 678</b>
	162 124		47 642	494 726	538	150 682	<b>8 251 004</b>	<b>6 272 550</b>
	31 292	(15 476)		23 588			<b>487 904</b>	<b>1 235 402</b>
	90 372	(27 000)	9 071	108 230	10 544	42 012	<b>4 759 109</b>	<b>4 119 880</b>
	59 000			10 015	2 569	5 633	<b>333 985</b>	<b>458 268</b>
							<b>45 032</b>	<b>218 599</b>
	18	(16 908)		1 101		539	<b>(39 470)</b>	<b>332 713</b>
		(2 969)	7 079	94 090	1 775	27 232	<b>376 229</b>	<b>23 041</b>
	<b>603 405</b>	<b>(62 353)</b>	<b>63 792</b>	<b>923 874</b>	<b>15 426</b>	<b>237 932</b>	<b>18 661 450</b>	<b>17 431 131</b>
16 356	5 758	78 320	30 678	440 164	(15 426)	(21 170)	<b>6 763 917</b>	<b>(2 514 409)</b>
	(17)			(107 103)			<b>(677 857)</b>	<b>1 428 194</b>
<b>16 356</b>	<b>5 741</b>	<b>78 320</b>	<b>30 678</b>	<b>333 061</b>	<b>(15 426)</b>	<b>(21 170)</b>	<b>6 086 060</b>	<b>(1 086 215)</b>

<i>Appui au Plan d'action pour le Pacifique Nord- Ouest</i>	<i>Appui aux activités du Secrétariat du Protocole de Montréal (ozone)</i>	<i>Appui à la Convention de Bâle</i>	<i>Appui à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique- Eurasie</i>	<i>Appui aux activités entreprises dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction</i>	<i>Appui au Secrétariat ASCOBANS</i>	<i>Appui à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage</i>	<i>PNUÉ – contribution des contreparties Total</i>	
<i>QNL</i>	<i>QOL</i>	<i>QRL</i>	<i>QSL</i>	<i>QTL</i>	<i>QVL</i>	<i>QWL</i>	<b>2001</b>	<b>1999</b>
	138 634						<b>185 804</b>	
	26 779	68 326		255 985		28 772	<b>9 547 351</b>	<b>10 633 566</b>
<b>16 356</b>	<b>171 154</b>	<b>146 646</b>	<b>30 678</b>	<b>589 046</b>	<b>(15 426)</b>	<b>7 602</b>	<b>15 819 215</b>	<b>9 547 351</b>
16 341	393 087	52 114		78 560		122 044	<b>14 431 394</b>	<b>17 001 844</b>
15		94 532	72 903	573 816			<b>1 622 515</b>	
	20 349						<b>916 109</b>	<b>728 621</b>
	95 205						<b>3 052 724</b>	<b>1 089 484</b>
								<b>1 552</b>
<b>16 356</b>	<b>508 641</b>	<b>146 646</b>	<b>72 903</b>	<b>652 376</b>		<b>122 044</b>	<b>20 022 742</b>	<b>18 821 501</b>
	129 171				15 426	27 102	<b>194 776</b>	<b>4 055 875</b>
						2 205	<b>608 015</b>	<b>2 723 089</b>
	(53 354)						<b>(81 267)</b>	
	261 670		42 225	63 330		85 135	<b>3 482 003</b>	<b>2 495 186</b>
	<b>337 487</b>		<b>42 225</b>	<b>63 330</b>	<b>15 426</b>	<b>114 442</b>	<b>4 203 527</b>	<b>9 274 150</b>
16 356	171 154	146 646	30 678	589 046	(15 426)	7 602	<b>15 819 215</b>	<b>9 547 351</b>
<b>16 356</b>	<b>171 154</b>	<b>146 646</b>	<b>30 678</b>	<b>589 046</b>	<b>(15 426)</b>	<b>7 602</b>	<b>15 819 215</b>	<b>9 547 351</b>
<b>16 356</b>	<b>508 641</b>	<b>146 646</b>	<b>72 903</b>	<b>652 376</b>		<b>122 044</b>	<b>20 022 742</b>	<b>18 821 501</b>

État X

**Fonds pour l'appui au Plan d'action pour la Méditerranée  
(en drachmes grecques)**
**État des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde  
du Fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2001</i>	<i>1999</i>
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires		800 000	800 000
Intérêts créditeurs		3 089	-
Facturation		233	-
Recettes accessoires		19 641	-
<b>Total, recettes</b>		<b>822 963</b>	<b>800 000</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		132 148	(1 348)
Dépenses de fonctionnement		219 969	164 382
Achats		241 842	306 933
Dépenses diverses		99 229	138 581
<b>Total, dépenses</b>		<b>693 188</b>	<b>608 548</b>
Excédent/(déficit)		129 775	191 452
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(7 371)	-
Excédent/(déficit) net		122 404	191 452
Provision pour créances douteuses		-	(2 466)
Réserves et solde du fonds en début d'exercice		407 482	218 496
<b>Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice</b>		<b>529 886</b>	<b>407 482</b>
<b>État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds au 31 décembre 2001</b>			
<b>Actif</b>			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	146	22 162
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	548 183	409 819
Autres comptes débiteurs		-	71 327
Charges comptabilisées d'avance		-	(2 466)
<b>Total, actif</b>		<b>548 329</b>	<b>500 842</b>

	<i>Référence</i>	<i>2001</i>	<i>1999</i>
<b>Passif</b>			
Autres comptes créditeurs		39	9 746
Réserve pour engagements		18 404	83 614
<b>Total, passif</b>		<b>18 443</b>	<b>93 360</b>
<b>Réserves et solde du Fonds</b>			
Excédent accumulé		529 886	407 482
<b>Total, réserves et solde du Fonds</b>		<b>529 886</b>	<b>407 482</b>
<b>Total, passif, réserves et solde du Fonds</b>		<b>548 329</b>	<b>500 842</b>

État XI  
**Fonds pour l'appui au Plan d'action pour les Caraïbes**  
**(en dollars jamaïcains)**

**État des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde**  
**du Fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2001</i>	<i>1999</i>
<b>Recettes</b>			
Contributions volontaires		48 584	66 864
Intérêts créditeurs		24	41
<b>Total, recettes</b>		<b>48 608</b>	<b>66 905</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel		–	50 985
Dépenses diverses		12 934	9 440
<b>Total, dépenses</b>		<b>12 934</b>	<b>60 425</b>
Excédent/(déficit)		35 674	6 480
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		(796)	(4 206)
Excédent/(déficit) net		34 878	2 274
Réserves et solde du Fonds en début d'exercice		45 675	43 401
<b>Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice</b>		<b>80 553</b>	<b>45 675</b>
<b>État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds au 31 décembre 2001</b>			
<b>Actif</b>			
Encaisse et dépôts à terme	Tableau 1.4	16 283	380
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	73 624	34 159
Autres comptes débiteurs		–	15 342
Charges comptabilisées d'avance		–	(4 206)
<b>Total, actif</b>		<b>89 907</b>	<b>45 675</b>
<b>Passif</b>			
Autres comptes créditeurs		9 354	–
<b>Total, passif</b>		<b>9 354</b>	<b>–</b>
<b>Réserves et solde du Fonds</b>			
Excédent accumulé		80 553	45 675
<b>Total, réserves et solde du Fonds</b>		<b>80 553</b>	<b>45 675</b>
<b>Total, passif, réserves et solde du Fonds</b>		<b>89 907</b>	<b>45 675</b>

## État XII

**Fonds autorenewable****État des recettes et des dépenses et des variations des réserves et du solde  
du Fonds pour l'exercice biennal 2000-2001 clos le 31 décembre 2001**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Référence</i>	<i>2001</i>	<i>1999</i>
<b>Recettes</b>			
Intérêts créditeurs		3	–
Recettes accessoires		11 876	–
Droits d'auteur		3 446	–
Vente de publications		116 274	284 250
<b>Total, recettes</b>		<b>131 599</b>	<b>284 250</b>
<b>Dépenses</b>			
Traitements et autres dépenses de personnel			
Services contractuels		90 020	243 698
Frais de voyage		19 871	–
Dépenses de fonctionnement		14 906	–
Achats		2 575	–
<b>Total, dépenses</b>		<b>127 372</b>	<b>243 698</b>
Excédent/(déficit)		4 227	40 552
Ajustements au titre d'exercices antérieurs		–	6 844
Excédent/(déficit) net		4 227	47 396
Virement au Fonds pour l'environnement		(4 227)	(47 396)
Réserves et solde du Fonds en début d'exercice		200 000	200 000
<b>Réserves et solde du Fonds en fin d'exercice</b>		<b>200 000</b>	<b>200 000</b>

**État de l'actif, du passif, des réserves et du solde du Fonds au 31 décembre 2001**

<b>Actif</b>			
Soldes débiteurs interfonds	Note 6	171 699	199 723
Autres comptes débiteurs		–	17 804
Stock		17 009	–
Charges comptabilisées d'avance		17 804	–
<b>Total, actif</b>		<b>206 512</b>	<b>217 527</b>

	<i>Référence</i>	<i>2001</i>	<i>1999</i>
<b>Passif</b>			
Autres comptes créditeurs		6 463	17 527
Réserve pour engagements		49	–
<b>Total, passif</b>		<b>6 512</b>	<b>17 527</b>
<b>Réserves et solde du Fonds</b>			
Excédent accumulé		200 000	200 000
<b>Total, réserves et solde du Fonds</b>		<b>200 000</b>	<b>200 000</b>
<b>Total, passif, réserves et solde du Fonds</b>		<b>206 512</b>	<b>217 527</b>

## Notes relatives aux états financiers

### Note 1

#### Le Programme des Nations Unies pour l'environnement et ses objectifs

Le 15 décembre 1972, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 2997 (XXVII) portant création du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), doté d'un conseil d'administration, d'un secrétariat, d'un fonds pour l'environnement et d'un comité de coordination. Les principaux objectifs de cette organisation sont les suivants :

- a) Promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'environnement et recommander des politiques orientées dans ce sens;
- b) Fixer les orientations générales devant servir de cadre aux programmes des organismes des Nations Unies dans le domaine de l'environnement;
- c) Suivre la situation dans le monde sur le plan de l'environnement et veiller à ce que les problèmes de grande portée internationale qui surgissent dans ce domaine reçoivent l'attention voulue;
- d) Encourager l'acquisition, l'évaluation et l'échange de connaissances et d'informations sur l'environnement et fournir des conseils techniques pour la formulation et l'exécution des programmes relatifs à l'environnement au sein du système des Nations Unies;
- e) Examiner les incidences sur les pays en développement des politiques menées aux échelons national et international en matière d'environnement, ainsi que le problème des charges supplémentaires que l'application de ces politiques fait peser sur ces pays, et veiller à ce que les programmes et projets concernant l'environnement soient compatibles avec leurs plans et leurs priorités;
- f) Conseiller les organes intergouvernementaux du système des Nations Unies dans la formulation et la réalisation des programmes relatifs à l'environnement;
- g) Obtenir une coopération effective de la part des milieux scientifiques compétents et d'autres milieux professionnels concernés;
- h) Financer, intégralement ou en partie, de nouvelles initiatives relatives à l'environnement lancées par des organismes des Nations Unies ou par d'autres entités, afin que le PNUE remplisse son rôle en matière d'orientations générales;
- i) Financer des programmes d'intérêt général – suivi et évaluation, systèmes de collecte de données, amélioration de la gestion de la qualité de l'environnement, recherche écologique, échange et diffusion d'informations, éducation et formation du public, institutions chargées de la protection de l'environnement, progrès technologiques dans l'optique d'une croissance économique compatible avec la protection de l'environnement;
- j) Coordonner les programmes du système des Nations Unies en matière d'environnement, examiner la manière dont ils sont exécutés et évaluer leur efficacité;
- k) Rendre compte de la coopération et de la coordination entre tous les organes concernés par l'exécution de programmes relatifs à l'environnement.

**Note 2****Principales règles et méthodes comptables**

a) Les comptes du PNUE sont tenus conformément au Règlement financier de l'ONU, tel qu'adopté par l'Assemblée générale. Les règles de gestion financière sont formulées par le Secrétaire général conformément au Règlement, aux décisions du Conseil d'administration du PNUE et aux instructions administratives. Elles tiennent aussi pleinement compte des Normes comptables du système des Nations Unies, telles qu'adoptées par le Comité administratif de coordination (CAC) (maintenant dénommé Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination). Le PNUE applique la norme comptable internationale 1 relative à la publicité des méthodes comptables, telle que modifiée et adoptée par le CAC, comme suit :

i) Les principes de la continuité des activités, de la permanence des méthodes et du fait générateur sont des conventions comptables de base. Lorsqu'ils sont respectés dans les états financiers, il n'y a pas lieu de le mentionner. En revanche, si une convention de base n'est pas observée, il convient de le signaler et d'en indiquer les raisons;

ii) Le choix des méthodes comptables et leur application doivent obéir aux principes de prudence, de la primauté de la substance sur la forme et du caractère significatif de l'information;

iii) Les états financiers doivent être accompagnés d'un exposé clair et succinct de toutes les principales règles et méthodes comptables appliquées dans leur établissement;

iv) La présentation des principales règles et méthodes comptables appliquées doit faire partie intégrante des états financiers, et doit normalement se trouver regroupée en un seul bloc;

v) Les chiffres correspondants de l'exercice précédent doivent figurer, aux fins de comparaison, dans les états financiers;

vi) Toute modification des règles et méthodes comptables qui a une incidence non négligeable sur les chiffres de l'exercice ou qui peut en avoir une sur ceux des exercices ultérieurs doit être signalée et expliquée. À moins d'être négligeable, son incidence doit être indiquée et chiffrée.

b) Les comptes du PNUE sont tenus selon les règles de la « comptabilité par fonds ». Chaque fonds est traité comme une entité financière et comptable distincte au moyen d'une série distincte de comptes autonomes tenus en partie double. Des états financiers distincts sont établis pour chaque fonds ou ensemble de fonds de même nature;

c) L'exercice comptable du PNUE est un exercice biennal constitué de deux années civiles consécutives, pour tous les fonds;

d) De manière générale, les recettes, les dépenses et les éléments d'actif et de passif sont comptabilisés selon le principe du fait générateur;

e) Les comptes du PNUE sont présentés en dollars des États-Unis. Ceux qui sont tenus dans d'autres devises sont convertis en dollars des États-Unis au moment des opérations en appliquant les taux de change fixés par le Secrétaire général adjoint à la gestion. Les liquidités, les placements, les contributions annoncées mais non acquittées et les comptes créditeurs et débiteurs libellés dans des devises autres

que le dollar des États-Unis figurent dans les états financiers, qui sont établis avec la périodicité fixée par le Contrôleur par délégation du Secrétaire général adjoint à la gestion, convertis en appliquant les taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU en vigueur à la date desdits états. Dans le cas où l'application des taux de change réels à la date des états donnerait une valeur sensiblement différente de celle obtenue en appliquant les taux de change opérationnels de l'ONU pour le dernier mois de l'exercice, l'écart est signalé et chiffré dans une note de bas de page;

f) Les états financiers du PNUE sont établis selon la méthode du coût historique et ne sont pas corrigés pour tenir compte des effets de la variation des prix des biens et des services;

g) Les résultats des activités du PNUE qui figurent dans les états I et II sont présentés sous forme abrégée, par grand type d'activité, et sous forme consolidée pour les fonds qui n'apparaissent pas séparément. La présentation sous forme consolidée n'implique pas que les fonds concernés puissent se confondre en aucune manière, puisqu'en principe les ressources de l'un ne peuvent pas être utilisées pour un autre;

h) Une partie des dépenses du secrétariat du PNUE, créé en application de la résolution 2997 (XXVII), est financée au moyen du budget ordinaire de l'ONU, dans le rapport financier et les états financiers vérifiés de laquelle on trouvera des précisions sur le montant concerné. La question n'est pas abordée plus avant dans le présent rapport;

i) Recettes :

i) Les contributions volontaires des États Membres et des autres donateurs sont comptabilisées en recettes sur la base d'un engagement écrit de verser une contribution en numéraire au cours de l'exercice, à une date déterminée. Les contributions annoncées au Fonds pour l'environnement qui n'ont pas été honorées au bout de quatre ans sont passées par profits et pertes avec l'accord préalable du Conseil d'administration. Les contributions annoncées pour des fonds d'affectation spéciale qui correspondent à la part des dépenses prises en charge par une ou plusieurs parties au titre d'une convention budgétaire approuvée par des gouvernements sont passées par profits et pertes sur approbation de la conférence des parties à la convention en question. Enfin, les contributions aux fonds d'affectation spéciale qui ont un caractère purement volontaire sont passées par profits et pertes sur approbation du Directeur exécutif du PNUE;

ii) Les recettes perçues au titre d'arrangements interorganisations correspondent à des fonds que certains organismes allouent au PNUE pour lui permettre d'administrer des projets ou autres programmes pour leur compte;

iii) Les crédits alloués par d'autres fonds sont des sommes dont il a été décidé qu'elles seraient virées d'un fonds à un autre pour être dépensées par ce dernier;

iv) Les recettes provenant de la prestation de services correspondent au remboursement des dépenses de personnel et autres qui ont été engagées pour offrir un appui technique et administratif à d'autres organismes;

v) Les intérêts créditeurs comprennent tous les intérêts perçus sur les sommes déposées sur des comptes bancaires et le produit des placements gérés

centralement. Toutes les pertes matérialisées sur les placements à court terme, ainsi que le montant net des pertes non matérialisées, sont déduits des intérêts créditeurs;

vi) Les recettes accessoires comprennent le remboursement de dépenses comptabilisées au cours des exercices antérieurs, le gain net résultant des opérations de conversion de comptes en devises, les sommes encaissées sans que leur destination soit précisée, les chèques non encaissés un an après leur émission, les intérêts perçus sur les contributions de contrepartie versées au Fonds pour l'environnement, ainsi que d'autres recettes diverses;

vii) Les recettes se rapportant à un exercice ultérieur ne sont pas portées au crédit de l'exercice considéré mais constatées sous forme de recettes comptabilisées d'avance [voir l'alinéa l) ii)];

j) Dépenses :

i) Les dépenses engagées sont imputées sur les crédits alloués. Leur montant total comprend les engagements non réglés et les débours non encore effectués;

ii) Les dépenses relatives à l'achat de biens durables sont imputées sur le budget de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées et ne sont donc pas capitalisées. L'inventaire de ces biens est tenu au coût historique;

iii) Les dépenses se rapportant à un exercice ultérieur ne sont pas imputées à l'exercice considéré mais constatées sous forme de charges comptabilisées d'avance [voir l'alinéa l) iv)];

k) Actifs :

i) L'encaisse et les dépôts à terme sont les fonds déposés sur des comptes à vue ou des comptes bancaires rémunérés;

ii) Les placements sont notamment les dépôts à terme gérés centralement. Les placements à court terme sont valorisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation, comme indiqué dans le tableau 2.1;

iii) Les liquidités gérées centralement par le Siège de l'ONU sont constituées des parts respectives des différents fonds concernés dans l'encaisse et les dépôts à terme, les placements à court terme et les produits à recevoir des placements, qui sont tous gérés centralement. Les placements gérés centralement sont de nature similaire, et ils sont comptabilisés comme il a été indiqué à l'alinéa k) ii). Le produit des placements gérés centralement, ainsi que les dépenses relatives à la gestion de ces placements, sont répartis entre les fonds intéressés. La part de chaque fonds dans les liquidités gérées centralement est indiquée séparément dans l'état le concernant;

iv) Les charges comptabilisées d'avance sont des dépenses qu'il ne convient pas d'imputer à l'exercice considéré, mais qui seront constatées au cours d'un exercice ultérieur. Il s'agit notamment des engagements de dépenses se rapportant à un exercice ultérieur qui ont été approuvés conformément à la règle de gestion financière 110.6. Ceux-ci ne peuvent normalement concerner que des dépenses administratives à caractère permanent ou des contrats ou obligations pour lesquels les délais d'exécution sont longs;

v) Aux fins des bilans, seule la partie de l'avance sur l'indemnité pour frais d'études qui est censée correspondre à l'année scolaire terminée à la date de l'état financier est indiquée à la rubrique des charges comptabilisées d'avance. Le montant total de l'avance continue de figurer parmi les sommes à recevoir des fonctionnaires jusqu'à ce que l'intéressé présente les justificatifs requis pour établir son droit à l'indemnité pour frais d'études, le compte budgétaire étant alors débité et l'avance radiée;

vi) Les frais d'entretien et de réparation du matériel sont imputés aux comptes budgétaires appropriés. Le mobilier, le matériel et les autres biens durables ne figurent pas à l'actif du PNUE. Leur achat est imputé sur les crédits budgétaires l'année où il est effectué. La valeur des biens durables est inscrite dans le livre d'ordre; elle est indiquée dans la note 7.

l) Passif, réserves et soldes des fonds :

i) Les réserves, opérationnelle et autres, sont comprises dans les totaux indiqués à la rubrique Réserves et soldes des fonds;

ii) Les recettes comptabilisées d'avance sont les contributions annoncées pour les exercices ultérieurs et les autres recettes déjà encaissées mais qui se rapportent aux exercices ultérieurs;

iii) Les sommes dues par le PNUE au titre de l'exercice considéré, du précédent ou du suivant sont comptabilisées en tant qu'engagements non réglés. Les engagements de l'exercice se rapportant à un compte spécial demeurent valables 12 mois après la fin de l'exercice biennal auquel ils se rapportent. Ceux qui concernent la plupart des activités de coopération technique demeurent valables 12 mois après la fin de l'année civile.

m) Réserve financière. Comme l'établit la règle de gestion financière 209.2 du Fonds, la réserve financière a pour objet de garantir la solvabilité et la sécurité financière du Fonds, de compenser les fluctuations des rentrées de fonds et de répondre à d'autres besoins analogues selon ce que le Conseil d'administration peut en décider. Son montant est déterminé de temps à autre par le Conseil d'administration. Au paragraphe 14 de sa décision 20/31, ce dernier a autorisé le Directeur exécutif à relever encore le montant de la réserve financière pour le porter à 20 millions de dollars, à mesure que se dégageraient en fin d'exercice des soldes à reporter supérieurs au montant nécessaire pour exécuter les programmes approuvés;

n) Réserve opérationnelle. Il est nécessaire de disposer, pour le compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes, d'une réserve opérationnelle qui permette de faire face, d'une part, au risque de ralentissement imprévu des activités d'exécution et aux effets de l'inflation et des fluctuations monétaires et, de l'autre, aux obligations juridiques auxquelles pourrait donner naissance une brusque interruption de certaines activités financées au moyen de ressources extrabudgétaires;

o) Fonds autorenouvelable. Par sa décision 11 (III), en date du 22 mars 1974, le Conseil d'administration a créé un Fonds autorenouvelable (information) pour financer la production de documentation à l'appui des programmes nationaux d'information et d'éducation dans le domaine de l'environnement. Il a décidé en outre que les recettes provenant de la vente ou de la location des éléments dont la production est financée par le Fonds autorenouvelable (information) seraient portées

au crédit de celui-ci. Si le solde du Fonds dépasse ainsi 200 000 dollars, son excédent est viré au Fonds pour l'environnement;

p) Les dépenses afférentes aux projets du PNUE dont la réalisation a été confiée à des organismes coopérants ou à des organismes d'appui sont inscrites dans les comptes du PNUE sur la base des décaissements effectifs déclarés au PNUE par ces organismes. Ces dépenses comprennent les engagements non réglés. Les soldes inutilisés des montants versés aux organismes sont comptabilisés dans les comptes du PNUE en tant qu'avances;

q) Imprévus. Aucune provision n'est constituée dans les comptes du Fonds pour l'environnement en vue de couvrir les prestations dues à la fin de service (y compris les versements correspondant aux jours de congé annuel accumulés) ou postérieurement au départ à la retraite. En revanche, une provision est constituée, à raison de 1 % des salaires de base nets, pour les indemnités qui pourraient être dues, en vertu de l'appendice D du Règlement du personnel de l'ONU, aux fonctionnaires rémunérés au moyen d'un fonds d'affectation spéciale ou du Fonds pour l'environnement;

r) Fonds d'affectation spéciale. Le PNUE se conforme aux dispositions générales de la circulaire du Secrétaire général relative à la constitution et à la gestion des fonds d'affectation spéciale (ST/SGB/188) et des instructions administratives correspondantes (ST/AI/285 et 286), bien que, comme il est indiqué au paragraphe 3 de la circulaire ST/SGB/188, celle-ci ne s'applique pas aux fonds tels que le Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui relèvent de la compétence administrative de leur chef de secrétariat;

s) À sa 11e séance, le Comité exécutif du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal a décidé que les ressources reçues sous forme de billets à ordre pouvaient être engagées et que le dépôt d'un billet à ordre serait considéré comme valant versement de la contribution d'un pays au Fonds. Aussi les billets à ordre reçus de pays membres sont-ils enregistrés dans les comptes du Fonds;

t) Le PNUE est un organisme affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer certaines prestations sociales (retraite, capital décès, pension d'invalidité, etc.). La Caisse commune offre un régime de retraite par capitalisation à prestations déterminées. Les obligations financières du PNUE vis-à-vis de la Caisse consistent à régler les cotisations obligatoires aux taux fixés par l'Assemblée générale et à verser sa part des sommes qui peuvent être nécessaires en cas d'insuffisance actuarielle, en vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse. Ces derniers versements ne sont dus que lorsque l'Assemblée générale a décidé de faire jouer l'article 26 après qu'il a été constaté qu'ils sont nécessaires au vu des résultats de l'évaluation de l'équilibre actuariel de la Caisse. À la date des états financiers, elle ne l'avait pas fait.

**Note 3****Information financière communiquée par les organismes coopérants et les organismes d'appui**

Sauf 12 d'entre eux, tous les organismes participant à l'exécution de projets financés par le PNUE ou par les fonds d'affectation spéciale qui lui sont apparentés ont rendu compte de leurs dépenses au 31 décembre 2001.

**Note 4****État des flux de trésorerie**

L'état II a été établi en appliquant la « méthode indirecte » visée par la norme comptable internationale 7.

**Note 5****Fonds pour l'environnement (état I)**

a) Comptes débiteurs. On trouvera ci-après le détail des montants comparés aux 31 décembre 2001 et 1999 qui figurent dans l'état I (en dollars des États-Unis) :

	<i>2001</i>	<i>1999</i>
Contributions volontaires à recevoir	2 038 174	504 154
Gouvernements	258 555	–
Fonctionnaires	3 417 288	3 297 522
Fournisseurs	645 408	6 237 169
Institutions spécialisées	19 325	–
Autres organismes des Nations Unies	3 037 416	–
Autres débiteurs	138 243	1 464 187
Provision pour créances douteuses	–	(1 695 714)
<b>Total</b>	<b>9 554 409</b>	<b>9 807 318</b>

b) Charges comptabilisées d'avance. On trouvera ci-après le détail des montants comparés aux 31 décembre 2001 et 1999 qui figurent dans l'état I (en dollars des États-Unis) :

	<i>2001</i>	<i>1999</i>
Avances sur l'indemnité pour frais d'études	516 222	746 474
Dépenses engagées au titre d'exercices ultérieurs	17 787	182 264
Avance destinée à financer des activités autoamortissables	–	59 798
Charges diverses	24 179	211 924
<b>Total</b>	<b>558 188</b>	<b>1 200 460</b>

c) Comptes créditeurs. On trouvera ci-après le détail des montants comparés aux 31 décembre 2001 et 1999 qui figurent dans l'état I (en dollars des États-Unis) :

	<i>2001</i>	<i>1999</i>
Gouvernements	368 207	–
Fonctionnaires	447 578	784 801
Fournisseurs	1 332 057	1 734 188
Institutions spécialisées	41 267	–
Autres organismes des Nations Unies	5 379 056	–
Autres créditeurs	101 386	1 690 015
<b>Total</b>	<b>7 669 551</b>	<b>4 209 004</b>

### Note 6

#### Soldes interfonds

Les soldes interfonds correspondent aux mouvements entre le Fonds pour l'environnement, les fonds d'affectation spéciale, les autres comptes spéciaux, le Fonds général de l'ONU et d'autres fonds des Nations Unies; ils sont normalement réglés périodiquement. Le montant dont il avait été convenu qu'il était dû au Fonds général de l'ONU a été réglé le 30 juin 2001. Le tableau ci-après présente le détail des soldes interfonds, en dollars des États-Unis :

	<i>2001</i>	<i>1999</i>
<b>Soldes débiteurs interfonds</b>		
Fonds pour l'environnement (état I)	11 379 531	–
Fonds généraux d'affectation spéciale (état III)	4 341 362	1 165 876
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique (état V)	3 522 909	658 824
Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires (état VI)	1 010 635	41 501
Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes (état VIII)	2 510 042	–
Contributions de contrepartie (état IX)	1 622 515	–
Contributions de contrepartie en devises non convertibles – Méditerranée (état X)	548 183	409 819
Contributions de contrepartie en devises non convertibles – Caraïbes (état XI)	73 624	34 159
Fonds autorenouvelable (information) (état XII)	171 699	199 723
<b>Total partiel</b>	<b>25 180 500</b>	<b>2 509 902</b>
<b>Soldes créditeurs interfonds</b>		
Fonds pour l'environnement (état I)	–	25 647 767
Fonds généraux d'affectation spéciale (état III)	14 566 611	7 590 780
Fonds multilatéral (état IV)	273 685	569 011
Programme d'affectation pour la coopération technique (état V)	13 220 554	4 142 166

	2001	1999
Programme de recrutement d'administrateurs auxiliaires (état VI)	341 216	548 642
Prix Sasakawa pour l'environnement (état VII)	80 478	33 026
Compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes (état VIII)	–	1 014 818
Contributions de contrepartie (état IX)	194 776	4 055 875
<b>Total partiel</b>	<b>28 677 320</b>	<b>43 602 085</b>
<b>Montant net des soldes créditeurs interfonds</b>	<b>3 496 820</b>	<b>41 092 183</b>
Les soldes créditeurs interfonds sont dus à :		
Office des Nations Unies à Nairobi	1 276 427	31 800
Habitat	2 060 449	–
Fonds général de l'ONU	159 943	41 060 383
<b>Total</b>	<b>3 496 820</b>	<b>41 092 183</b>

**Note 7****Biens durables**

En application des méthodes comptables du système des Nations Unies, les biens durables ne figurent pas parmi les immobilisations du PNUE : ils sont imputés au moment de leur achat sur les crédits existants. On en trouvera ci-dessous la ventilation (en dollars des États-Unis).

	2001	1999
Siège du PNUE	9 178 747	8 197 927
Bureaux régionaux et antennes du PNUE	3 529 026	1 627 650
Projets du PNUE	1 370 237	604 531
<b>Total</b>	<b>14 078 010</b>	<b>10 430 108</b>

**Note 8****Réserves et soldes des fonds**

Le montant cumulé du compte d'excédents budgétaires du PNUE provient des économies réalisées lors de la liquidation des engagements d'exercices antérieurs, des contributions des États Membres et de certaines autres recettes.

**Note 9****Passation par profits et pertes de sommes à recevoir et provision pour créances douteuses**

Conformément aux règles de gestion financière et après une enquête minutieuse, de nouvelles sommes à recevoir, d'un montant de 1 074 835 dollars, ont été passées par profits et pertes et imputées sur la provision constituée en 1999. Pour chacune de ces sommes, il avait été déterminé, à la lumière des faits connus alors,

que a) la responsabilité de la perte ne pouvait être attribuée à aucun fonctionnaire des Nations Unies, b) tout le possible avait été fait pour recouvrer la somme et c) il serait vain de continuer à essayer de la recouvrer. Le solde de la provision, soit 961 310 dollars, a été viré au compte des ajustements sur exercices antérieurs.

02-45906 (F) 260802 110902

